



Pour l'avenir de
l'agroindustrie

2010-2011
RAPPORT ANNUEL

Composante essentielle
de l'économie canadienne,
l'agriculture fournit

1 emploi sur 8



Chaque année, l'agroindustrie
canadienne rapporte

130

MILLIARDS DE DOLLARS
à notre économie



Agriculteurs



Fournisseurs



Transformateurs



Transporteurs



Épiciers



Travailleurs de
la restauration

21

MILLIONS

Le nombre de travailleurs
canadiens qui contribuent
à la disponibilité de nos
aliments sur le marché
national et international

Le système agricole et
agroalimentaire représente



Le Canada exporte des produits agricoles et agroalimentaires
vers 197 pays

Nous croyons

en la force de l'agriculture canadienne

L'agriculture canadienne est une industrie hautement complexe, intégrée et mondialement concurrentielle. Elle est une composante dynamique et essentielle de l'économie canadienne. L'agriculture génère un emploi sur huit, soit du travail pour deux millions de personnes, et représente 8,2 p. 100 du PIB canadien.

L'agriculture et l'agroalimentaire s'étendent sur toute la chaîne de valeur et englobent aussi bien les fournisseurs d'intrants de cultures et de services destinés aux agriculteurs que les entreprises de transformation des aliments et boissons, de distribution, de vente au détail, de vente en gros et de restauration.

Bien qu'ils œuvrent au sein d'un secteur d'activité en rapide évolution et qui fait face à de nombreux enjeux, notamment les risques de change, les défis liés aux ressources humaines, les tendances évolutives de la consommation, la volatilité des prix et la mondialisation, les agriculteurs et les agroentrepreneurs d'aujourd'hui ne cessent de relever les défis et de saisir les occasions qui se présentent à eux.

FAC est fière d'appuyer l'avenir de l'agriculture canadienne en travaillant avec les producteurs et autres intervenants de la chaîne de valeur de l'industrie. Chaque jour, nos 1 500 employés des quatre coins du pays œuvrent pour l'avenir de l'agroindustrie et aident nos clients à réussir.

Nous développons des produits et des services qui répondent aux besoins spécialisés de l'industrie.

En plus de nos produits financiers (qui comprennent des produits d'assurance et de location-financement), nous réinvestissons nos profits dans l'organisation d'événements d'apprentissage et dans l'offre de connaissances, de logiciels et d'outils visant à aider ceux et celles qui consacrent leur vie à l'agriculture à améliorer leurs pratiques de gestion.

Au moyen de programmes et de fonds ciblés, nous réinvestissons également dans les communautés où résident nos clients et nos employés en appuyant des projets locaux, des banques alimentaires, des projets communautaires d'amélioration et de sécurité en milieu rural et l'éducation sur l'agriculture, et ce, dans toutes les régions du Canada.

Nous aidons également les clients et les communautés dans les périodes difficiles. Quand les champs sont trop humides pour que les cultures puissent pousser ou trop secs pour qu'elles arrivent à maturité, quand les épidémies d'ESB ou de grippe aviaire se déclarent, quand les prix sont instables et que certains secteurs font face à des ralentissements cycliques, nous sommes là pour appuyer nos clients.

Nous croyons en la force de l'agriculture canadienne qui lui permettra de grandir, de prendre de l'expansion et de continuer d'évoluer en tant que composante principale de notre économie.

C'est pourquoi nous œuvrons pour l'avenir de l'agroindustrie.

Faits saillants opérationnels et financiers	3
Profil de la société	4
Message du président-directeur général	6
Message du président du Conseil d'administration	8
Message du ministre de l'Agriculture	9

FAC et son rôle d'intérêt public	11
Gouvernance d'entreprise	15
Conseil d'administration	20
Équipe des cadres dirigeants	22
Le prix Rosemary-Davis de FAC	23

Responsabilité sociale d'entreprise	24
Compte rendu analytique de la direction	28
Etats financiers	82
Glossaire	129
Bureaux de FAC	132

Proposition de valeur aux clients de FAC

FAC est fière de servir l'industrie agricole canadienne en tant que plus important fournisseur de financement à cette industrie depuis 1959.

D'abord et avant tout au service des producteurs primaires, nous servons également les fournisseurs et les transformateurs le long de la chaîne de valeur agricole. Nous offrons, à tarif concurrentiel, des solutions souples de financement, du capital-risque, de l'assurance, des logiciels de gestion, de l'information et de la formation.

Ces services aident nos clients à prendre de saines décisions d'affaires et à maximiser leur réussite.

Nous aimons prendre le temps de connaître nos clients, leurs besoins particuliers, leurs objectifs et leur vision de l'avenir. Nous les aidons à relever les défis et à saisir les occasions.

Faire affaire avec nous, c'est simple comme tout.

L'agriculture... passionnément et pour longtemps.

Faits saillants opérationnels et financiers

En 2010-2011, les industries du monde entier ont continué de faire face à la précarité de la situation économique internationale, et l'agriculture n'a pas fait exception à la règle. FAC est demeurée axée sur ses forces, c'est-à-dire son engagement envers l'agriculture, ses connaissances et son expertise, ses solutions souples et personnalisées ainsi que la prestation continue d'une expérience client exceptionnelle. FAC est également demeurée financièrement viable et a enregistré une croissance de 7,9 p. 100, ou 1,6 milliard de dollars, de son portefeuille.

FAC a effectué 42 021 décaissements en 2010-2011 et le montant moyen des prêts décaissés s'est chiffré à 146 432 \$, ce qui a porté ses décaissements nets à 6,2 milliards de dollars. FAC a continué d'accumuler des capitaux propres en réalisant un bénéfice net positif. La croissance des intérêts créditeurs nets, quant à elle, s'est chiffrée à 128,6 millions de dollars. Comme l'indiquent ses résultats financiers, FAC continue de solidifier son assise financière, ce qui l'aidera à financer à long terme sa croissance et son investissement en agriculture.

Pour les exercices terminés le 31 mars

Résultats d'exploitation

	2011	2010	2009	2008	2007
Portefeuille de prêts					
Nombre de prêts	120 070	114 439	106 867	98 066	101 470
Prêts (millions de dollars)***	21 334,5	19 770,4	17 098,5	14 992,1	13 550,4
Croissance nette du portefeuille (%)	7,9	15,6	14,1	10,6	10,1
Prêts en règle (%)	97,9	97,7	97,5	97,4	97,4
Nouveaux prêts					
Nombre de prêts décaissés	42 021	41 418	31 037	32 561	28 684
Décaissements nets (millions de dollars)	6 153,2	6 585,6	5 068,4	4 285,0	3 714,7
Montant moyen des prêts décaissés (dollars)	146 432	159 003	163 302	131 600	129 504

Résultats financiers

	2011	2010	2009	2008	2007
Bilan consolidé (millions de dollars)					
Total de l'actif***	21 910,1	20 286,3	17 802,7	15 470,5	13 834,2
Total du passif**	19 141,5	17 941,2	15 519,2	13 693,5	12 372,1
Capitaux propres**	2 768,6	2 345,1	2 283,5	1 777,0	1 462,1
État consolidé des résultats d'exploitation (millions de dollars)					
Intérêts créditeurs nets	738,5	609,9	508,0	434,4	415,5
Charge pour pertes sur créances	27,9	91,4	70,0	5,0	38,9
Autres produits	16,0	10,3	6,2	14,4	7,7
Frais d'administration	270,8	255,2	231,4	197,6	180,5
Ajustement de juste valeur*	3,4	6,6	(1,7)	(41,1)	0,0
Bénéfice net**	459,2	280,2	211,1	205,1	203,8

*L'ajustement de juste valeur a été appliqué la première fois en 2008 à la suite de changements apportés aux normes comptables touchant les instruments financiers.

**Le bénéfice net et le total du passif et des capitaux propres ont été rajustés afin de tenir compte de la présentation actuelle de la participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables.

***Les prêts, le total de l'actif et le total du passif de 2010 ont été redressés à la suite d'un ajustement sur exercices antérieurs.

En moyenne, une poule pond 300 œufs par année.



Profil de la société

Financement agricole Canada (FAC) est une société d'État fédérale financièrement autonome qui rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et ministre de la Commission canadienne du blé. Notre siège social est situé à Regina, en Saskatchewan, et nous fournissons du financement et d'autres services à des producteurs primaires, des exploitants à valeur ajoutée, des fournisseurs et des transformateurs le long de la chaîne de valeur agricole. Passionnés de l'agriculture, nos 1 500 employés assurent le service à la clientèle à partir d'une centaine de bureaux situés principalement dans les régions rurales du Canada.

Notre origine remonte à 1929, lorsque la Commission du prêt agricole canadien est créée pour fournir du crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs. Puis, en 1959, la *Loi sur le crédit agricole* établit la Société du crédit agricole (SCA) à titre de société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour prendre la relève de la Commission du prêt agricole canadien.

En 1993, la *Loi sur la Société du crédit agricole* est promulguée et donne alors à la société un mandat, ainsi que des pouvoirs de prêt et des pouvoirs administratifs élargis. En vertu de son nouveau mandat, FAC peut offrir des services financiers aux exploitations agricoles, notamment les particuliers, les sociétés agricoles et les groupements agricoles, sous le régime d'une seule loi.

En 2001, la *Loi sur Financement agricole Canada* reçoit la sanction royale, ce qui nous permet d'offrir une gamme encore plus vaste de services aux producteurs agricoles et aux agroentrepreneurs.

Vision

Être un leader visionnaire et un partenaire fiable, dans le domaine du financement et des services de gestion adaptés à l'industrie agricole, qui canalise les connaissances spécialisées et la passion de son personnel de manière à créer une expérience client extraordinaire.

Mission

La société a pour mission de mettre en valeur le secteur rural canadien en fournissant des services et produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux exploitations agricoles – notamment les fermes familiales – et aux entreprises – notamment les petites et moyennes entreprises – de ce secteur qui sont des entreprises liées à l'agriculture. Les activités de la société visent principalement les exploitations agricoles, notamment les fermes familiales.

Valeurs d'entreprise

Les valeurs d'entreprise de FAC représentent nos valeurs essentielles.

Le client d'abord

FAC mesure sa réussite à celle de ses clients. Pour les aider à réussir, elle est à leur écoute et s'efforce de comprendre leurs besoins.

L'intégrité

Nous traitons les gens, nos collègues et nos clients, avec respect et prenons toutes nos décisions dans un souci d'équilibrer les besoins d'affaires et les besoins des particuliers.

Le travail d'équipe

Nous sommes persuadés de l'effet synergique du travail d'équipe. Nous unissons nos efforts à ceux des clients pour concevoir des services adaptés à leurs besoins. Nous nouons également des partenariats avec d'autres sociétés, au profit de la clientèle.

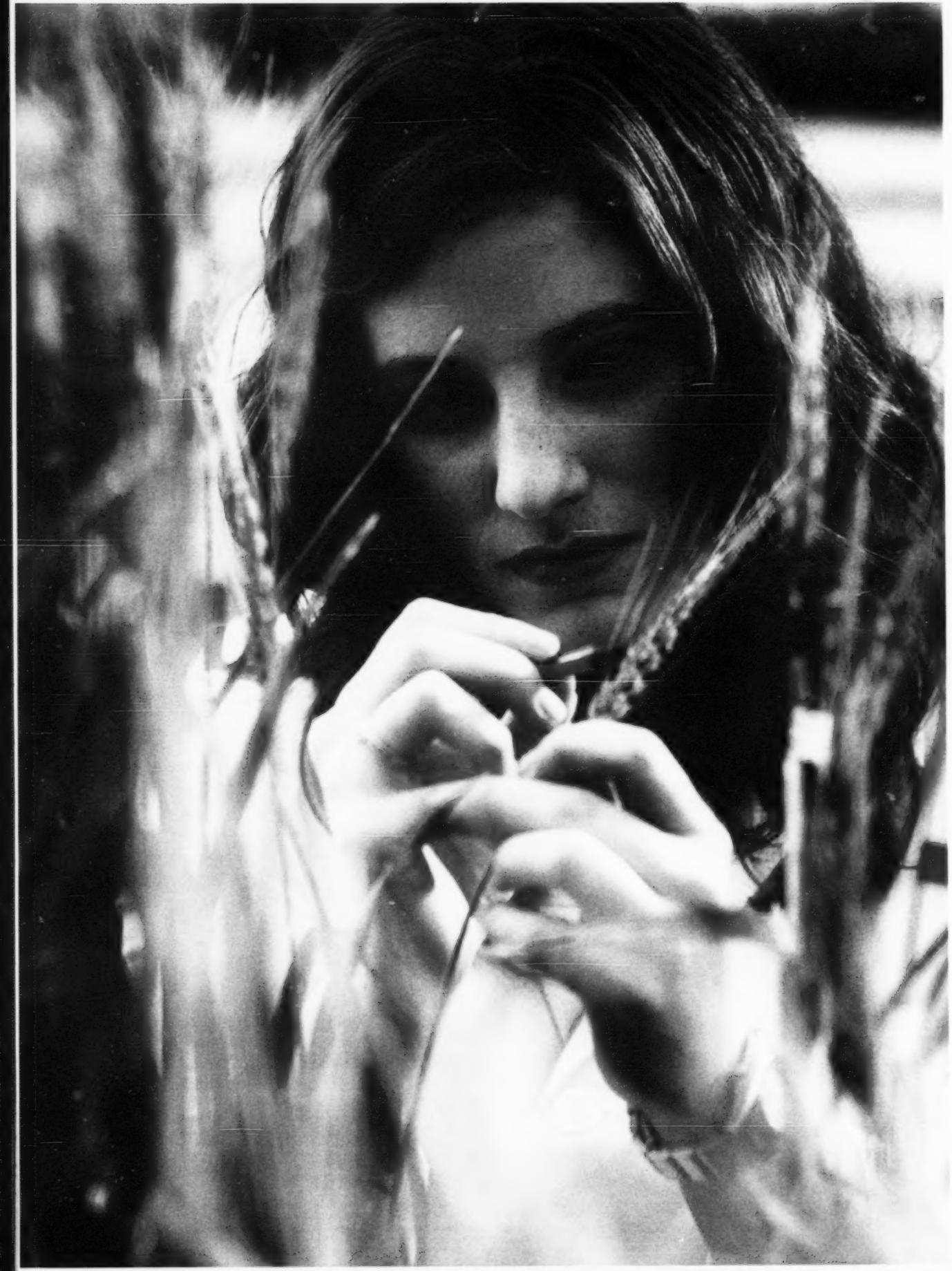
L'engagement communautaire

Nous estimons qu'il faut participer à la vie communautaire des collectivités où nos clients et employés habitent et travaillent.

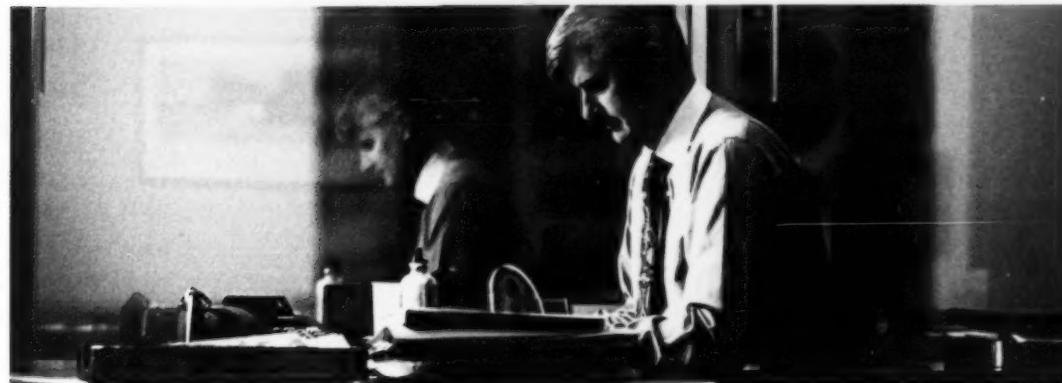
L'excellence en tout temps

FAC se soucie avant tout de la réussite du secteur agricole canadien. En effet, FAC vise toujours plus haut, s'efforce continuellement d'en apprendre davantage et travaille à l'édification d'une entreprise qui profitera aux clients et favorisera la réalisation du plein potentiel de chaque membre de son personnel.

Les trois plus importantes cultures au Canada sont le blé, le foin et le canola.



Message du président-directeur général



C'est un tel privilège de diriger une société qui sert une industrie aussi importante et dynamique! L'industrie agricole et agroalimentaire canadienne est moderne et mondialement concurrentielle. Elle génère un emploi sur huit et représente plus de 8 p. 100 du produit intérieur brut canadien. Avec des exportations évaluées à 35,3 milliards de dollars, le Canada est le quatrième exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires. Ses importations, quant à elles, se chiffrent à 28,1 milliards de dollars. C'est dire l'ampleur de cette industrie.

À l'échelle mondiale, l'économie s'améliore peu à peu, ce qui entraîne une augmentation de la demande en produits agricoles et agroalimentaires. L'instabilité du marché continue d'être un facteur important puisque la demande des consommateurs a augmenté et que des problèmes de production, au Canada comme ailleurs, ont réduit l'offre. Cette situation a fait grimper les prix des produits de base au cours du second semestre de 2010. Les prix des céréales et des oléagineux ainsi que ceux du bœuf et du porc ont augmenté en raison de la forte demande, ce qui s'est traduit par une rentabilité accrue dans ces secteurs. Les profits des producteurs de lait et de volaille sont demeurés stables. Des pluies excessives dans certaines régions de l'Ouest canadien ont représenté des défis sans précédent pour les producteurs de cultures commerciales et fourragères. FAC a réagi en mettant en œuvre un programme de soutien à la clientèle pour aider les producteurs touchés.

Malgré les défis à relever, nous croyons que l'avenir de l'agriculture est prometteur et rempli de possibilités – un point de vue qui trouve écho dans l'industrie. En effet, les trois quarts des 9 000 producteurs et agroentrepreneurs que nous avons interrogés croient que leur exploitation se portera mieux dans cinq ans et que leurs activités continueront de croître. L'esprit

novateur et avant-gardiste qui les habite leur permet de gérer les aspects de plus en plus complexes de leur entreprise, que ce soient les risques associés aux produits de base, aux maladies et aux conditions météorologiques, ou encore la salubrité alimentaire, la traçabilité, l'économie mondiale et la gestion des ressources humaines. Ceux qui travaillent dans cette industrie ont une grande force de caractère.

FAC est fière d'être la seule institution financière canadienne exclusivement axée sur la chaîne de valeur agricole. Nous sommes déterminés à aider nos clients à atteindre leurs objectifs dans les bonnes comme dans les mauvaises années. Nos clients sont des exploitants qui œuvrent dans des domaines traditionnels (tels le lait, les bovins, le porc et les céréales et oléagineux), mais aussi des viticulteurs, des serriculteurs, des agroentrepreneurs du secteur de la valeur ajoutée, des transformateurs de produits alimentaires et des fabricants. Chacun de ces clients appartient à une industrie à part entière qui se distingue des autres dans la façon dont elle est touchée par les forces du marché, la réglementation et la demande des consommateurs. Nos clients et nos intervenants nous disent souvent combien ils apprécient notre engagement envers l'industrie à travers ses différents cycles et notre compréhension des complexités qui la composent.

Notre mission consiste à mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services et de produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés qui répondent aux besoins de l'industrie agricole. Nous offrons l'accès à du financement aux industries et aux secteurs liés à l'agriculture de tout le pays, et ce, en tout temps. Nos produits et nos services sont adaptés aux besoins uniques de l'agriculture et de l'agroalimentaire, y compris ceux de la nouvelle génération de producteurs : les jeunes agriculteurs.

L'avenir de l'agriculture dépend de notre capacité d'attirer de jeunes agriculteurs possédant les compétences nécessaires pour assurer la relève dans les exploitations agricoles et autres agroentreprises. Près de 8 p. 100 des exploitations agricoles canadiennes, tous secteurs confondus, sont gérées par de jeunes agriculteurs. FAC les appuie à chaque étape de leur développement en leur offrant du financement, des occasions d'apprentissage et plus encore. En 2010-2011, FAC a aidé ces jeunes agriculteurs à réaliser leurs rêves en leur accordant 1,6 milliard de dollars en prêts. L'agriculture est une industrie dynamique et progressiste qui fait appel aux meilleurs d'entre nous. Plus nos jeunes agriculteurs prospèrent, plus ils bâtissent un avenir solide pour l'industrie.

Nous faisons aussi progresser l'agriculture grâce aux programmes d'apprentissage que nous offrons. Nous savons, par expérience, que la réussite d'une entreprise liée à l'agriculture est en grande partie attribuable au niveau de connaissances et de compétences de ses dirigeants. C'est pour cela que nous réinvestissons nos profits dans le développement des compétences en gestion dont ils ont besoin pour manœuvrer dans le marché en rapide évolution d'aujourd'hui. Nous appuyons les producteurs et les agroentrepreneurs en leur fournissant de l'information et des connaissances pertinentes au moyen d'ateliers, de séminaires, de forums et de toute une gamme de publications et d'outils – tout cela gratuitement, que les participants soient des clients ou non. L'année dernière, nous avons organisé plus de 85 ateliers de formation aux quatre coins du pays, sur différents sujets d'actualité, comme la gestion financière agricole et la planification de la relève.

Nous croyons aussi qu'il est important d'accorder un soutien continu aux collectivités rurales où vivent et travaillent nos clients et nos employés. En 2010-2011, le programme national FAC en campagne contre la faim a recueilli plus de 1,7 million de livres d'aliments pour les banques alimentaires canadiennes. Il s'agit d'une année record pour le programme mais, plus important encore, ce sont les banques alimentaires locales qui en ont profité. Avec l'appui de nos partenaires communautaires, nous sommes heureux d'apporter une contribution aussi significative, ce qui est d'ailleurs le but de ce programme.

Chaque jour, nous pouvons compter sur nos employés pour offrir ces produits et services qui contribuent grandement à l'agriculture canadienne. Nous embauchons notre personnel pour son expertise et son attitude et nous offrons des plans de perfectionnement exhaustifs comprenant un

encadrement qui permet de répondre à des attentes très précises en matière de comportement. Nous sommes fiers de figurer parmi les 50 meilleurs employeurs au Canada. Nos employés sont extrêmement dévoués; ils veulent continuer de travailler chez FAC et donner le meilleur d'eux-mêmes. L'agriculture n'a plus de secrets pour nous. En bref, comme nous le disent tant de clients et d'intervenants, nous « comprenons » l'agriculture.

Nous mesurons notre succès en nous fondant sur l'opinion de nos clients. Ce n'est pas exagéré d'affirmer que nous aimons nos clients et je suis heureux de dire que ce sentiment est mutuel. Six clients sur dix nous ont accordé une note parfaite lorsque nous les avons interrogés sur différents aspects de l'expérience client. Bien sûr, notre réussite est indissociable de la réussite de nos clients. Comptant 100 000 clients et 18 années consécutives de croissance, FAC est solide et stable. Son portefeuille de prêts est passé de 19,8 milliards de dollars en 2009-2010 à 21,3 milliards en 2010-2011. Un montant total de 6 153 millions de dollars a été décaissé à plus de 31 565 clients, partout au Canada. Les nouveaux prêts consentis à l'industrie ont dépassé 5 milliards de dollars.

Il est devenu plus important que jamais d'avoir un partenaire financier stable et fiable qui comprend l'agriculture. Nous sommes fiers de travailler avec ceux et celles qui œuvrent au sein de cette grande industrie. L'agriculture représente plus qu'une carrière. Les gens qui y travaillent gèrent des exploitations complexes. Ils sont résilients, agiles et innovateurs. Ils s'adaptent aux demandes des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration et à la mondialisation. Ils établissent des relations solides avec leurs employés, leurs fournisseurs le long de la chaîne de valeur, le gouvernement, leurs associations professionnelles et des intervenants afin de mettre sur le marché leurs produits et leurs services. Ils savent qu'ils font partie de quelque chose d'important et ils s'y consacrent, chaque jour, entièrement et avec passion.

À FAC, nous connaissons l'industrie et nous l'aimons aussi. Nous y œuvrons pour soutenir nos agriculteurs et nos agroentrepreneurs et pour les aider à réussir dans chacune de leur entreprise.

Greg Stewart, président-directeur général

Le Canada produit quelque 4,41 millions de tonnes de pommes de terre par année.



Message du président du Conseil d'administration



La contribution de l'agriculture à l'économie canadienne est considérable. Dynamiques, intégrées et en évolution constante, les agroentreprises sont également novatrices et leurs activités couvrent toute la chaîne de valeur de l'industrie. Qu'il s'agisse d'intrants, d'agriculture primaire ou de transformation, l'industrie agricole est dynamique et en pleine croissance.

FAC soutient l'agriculture canadienne en réinvestissant dans l'industrie de différentes façons. Cette année, FAC a approuvé un plus grand nombre de prêts à de jeunes agricultures, a organisé plus d'événements d'apprentissage destinés aux producteurs et aux agroentrepreneurs et a fourni du soutien aux collectivités rurales.

Les producteurs d'aujourd'hui œuvrent au sein d'une industrie complexe. Ils suivent le rythme des changements technologiques, se tiennent au courant des nouveautés et s'équipent de programmes et d'outils de pointe. Grâce à un personnel bien formé et à des services et des produits de prêt qui

répondent aux besoins particuliers de l'agriculture, FAC est le choix idéal pour répondre aux besoins en financement de l'industrie.

FAC rend compte au Parlement par l'entremise de l'honorable Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé. La société a pour mission de mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services financiers et commerciaux spécialisés à l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

Je suis très fier de siéger, avec mes collègues, au Conseil d'administration de FAC. Le Conseil trace les grandes lignes de l'orientation stratégique de la société et veille à ce que la direction fasse preuve de transparence, de responsabilité et d'éthique. Nous veillons à ce que FAC remplisse son mandat dans l'intérêt véritable des exploitants agricoles et des agroentreprises, mais aussi dans son intérêt, et qu'en tant que société d'État, elle agisse également dans l'intérêt supérieur des Canadiens et des Canadiennes.

Durant mon mandat à FAC en tant que président du Conseil d'administration, j'ai eu l'occasion de rencontrer bon nombre d'employés. Leur dévouement à nos clients, leur passion de l'agriculture, leurs connaissances et leur enthousiasme sont sans pareil. Au nom du Conseil d'administration, je les remercie du travail accompli.

Je suis certain que le nouvel exercice verra la continuation du rôle essentiel que FAC joue pour l'avenir de l'agroindustrie.

Respectueusement présenté au nom du Conseil d'administration.

Gill O. Shaw, président du Conseil d'administration



La peinture à l'huile à base de soja est non toxique et écologique.

Message du ministre de l'Agriculture



Je félicite donc FAC pour sa 18^e année consécutive de croissance, pour sa contribution à l'avenir de l'agroindustrie et pour ses services rendus aux communautés de toutes les régions du Canada où vivent et travaillent ses clients et ses employés.

Au-delà des services rendus aux familles d'agriculteurs, FAC s'associe chaque année à des écoles, des commerces, des groupes communautaires et des clients pour lutter contre la faim au pays. FAC en campagne contre la faim est reconnu à titre de programme national fournissant la plus grande aide à la communauté des banques alimentaires du Canada. Depuis 2004, ce programme a permis de recueillir plus de 5,2 millions de livres d'aliments pour aider à nourrir les plus démunis.

Au moyen du fonds AgriEsprit, la société a versé, en 2010, 1 million de dollars pour appuyer la réalisation de 104 projets d'immobilisation visant à améliorer les collectivités rurales.

Reconnaissant que les jeunes agriculteurs sont la base d'une industrie dynamique et en santé, FAC leur offre son appui et les aide à réussir.

Notre gouvernement est fier de l'excellent travail accompli par FAC et ses employés et de l'engagement important qu'ils prennent, tous les jours, d'assurer le succès de l'agriculture canadienne.

Nous nous réjouissons, ensemble, à la perspective d'un prochain exercice tout aussi productif et rentable.

Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture



FAC et son rôle d'intérêt public

Énoncé relatif aux priorités et aux responsabilités

FAC appuie la vision du gouvernement fédéral d'une industrie agricole rentable qui saisit les occasions, répond aux demandes du marché et contribue à la santé et au bien-être des Canadiens et des Canadiens.

Le ministre de l'Agriculture a établi les priorités et les responsabilités suivantes afin de faire en sorte que FAC continue de renforcer l'industrie agricole :

- Attention continue au maintien de FAC comme société d'État financièrement autonome. En cette période de reprise économique, il est vital que FAC continue d'offrir toute sa gamme de produits de crédit à l'industrie agricole canadienne. L'accès à du crédit à court terme, à des prêts hypothécaires à long terme et à du capital-risque est essentiel à la viabilité et à la réussite à long terme de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Les taux d'intérêt de FAC doivent être concurrentiels à ceux qu'offrent les autres établissements financiers, ni les plus bas, ni les plus élevés, pour que la société soit un participant équitable au marché du financement agricole. FAC doit continuer de travailler de concert avec la Banque de développement du Canada et avec Exportation et développement Canada pour faire en sorte que les agroentreprises du pays aient accès à un éventail de services financiers qui leur permettront de croître, de se diversifier et de prendre de l'expansion, tant au Canada qu'à l'étranger.
- Appui continu au renouveau en agriculture. FAC doit continuer de travailler avec les jeunes agriculteurs afin de leur offrir des produits qui les aideront à s'établir et qui faciliteront le transfert intergénérationnel des fermes familiales à l'échelle du Canada. De concert avec ses partenaires et en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), FAC doit continuer d'offrir des services commerciaux, des ateliers et des forums d'apprentissage uniques, ainsi que des publications et des produits de formation adaptés aux besoins particuliers des producteurs et des agroentrepreneurs. L'embauche et le perfectionnement d'employés qui sont passionnés
- Présence continue comme société socialement responsable. FAC doit continuer d'aider les producteurs et les agroentrepreneurs dans une économie de plus en plus verte, notamment par l'offre de produits comme le prêt Énergie. FAC doit également jouer un rôle important dans la promotion de pratiques environnementales durables et de la salubrité alimentaire en appuyant la traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement agricole, par l'offre de produits comme son logiciel Gestionnaire de champs PRO. La société doit aussi continuer de fournir de l'information environnementale à ses clients et de s'acquitter de ses obligations aux termes de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* en menant des évaluations environnementales. En tenant compte d'autres secteurs de l'administration fédérale, FAC doit aussi continuer d'adopter des stratégies visant à réduire son empreinte écologique.
- Collaboration accrue avec AAC à l'égard des politiques et des programmes. FAC doit intensifier ses efforts de collaboration avec AAC relativement à des questions clés qui touchent le secteur, dont la conception et l'élaboration du prochain cadre stratégique qui remplacera Cultivons l'avenir. FAC doit aussi continuer d'offrir des conseils et de l'expertise à AAC en ce qui a trait aux enjeux propres au secteur et à des programmes comme le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc.
- FAC continue d'être bien administrée. Des systèmes financiers et des mesures de reddition des comptes doivent être en place pour garantir l'utilisation efficace des fonds publics. Les intervenants et la population doivent également pouvoir bénéficier de services fournis par un effectif compétent, motivé et représentatif. En outre, le budget de 2010 énonçait clairement l'orientation à suivre en ce qui a trait aux restrictions des dépenses, notamment un gel des dépenses de fonctionnement aux niveaux de 2010-2011.

d'agriculture et qui connaissent l'industrie agricole canadienne sont également des éléments essentiels au renouveau en agriculture.



Le Canada compte près d'un million de vaches laitières.

Nous appuyons l'avenir de l'agriculture canadienne

Dans le cadre stratégique pour l'agriculture, Cultivons l'avenir, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux se sont engagés à verser 1,3 milliard de dollars à des programmes non liés à la gestion des risques de l'entreprise pour la période 2008-2013. Ces programmes comprennent la salubrité des aliments, la biosécurité, la traçabilité, les pratiques de gestion durables, le développement des entreprises, l'innovation, la commercialisation et l'automatisation.

En plus des programmes à frais partagés qui sont offerts par les provinces et les territoires, AAC s'est également engagé à verser plus d'un milliard de dollars sur cinq ans pour financer une série d'initiatives fédérales. Les programmes de gestion des risques d'entreprise comprennent :

- Agri-investissement, un compte d'épargne pour les producteurs qui offre une protection flexible contre de légères baisses de revenu et favorise les investissements qui aident à atténuer les risques ou à accroître le revenu provenant du marché;
- Agri-stabilité, un programme fondé sur la marge qui offre un soutien du revenu lorsqu'un producteur subit une perte de revenu importante;
- Agri-relance, un cadre d'aide qui permet d'offrir rapidement une aide financière aux producteurs victimes de catastrophes de moindre envergure;
- Agri-protection, un programme qui comprend l'assurance-production déjà en vigueur et d'autres éléments d'assurance et qui sera étendu afin de couvrir un plus grand nombre de produits agricoles de base.

Nous sommes fiers d'être au service de l'agriculture, en tout temps, dans tous ses secteurs d'activité et dans toutes les régions du Canada

Mandat d'intérêt public de FAC

FAC met en valeur le secteur rural canadien en fournissant des services et des produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux fermes familiales, aux exploitations agricoles et aux petites et moyennes entreprises liées à l'agriculture.

Notre rôle d'intérêt public est à la base de tout ce que nous entreprenons pour l'avenir de l'agroindustrie. En servant plus de 100 000 clients*, partout au pays, nous aidons les producteurs et les agroentrepreneurs à réussir dans une industrie de plus en plus exigeante et complexe.

FAC fournit du financement aux producteurs de tous les secteurs de l'industrie, quels que soient leur âge et la taille de leur exploitation. Nous prêtons aux agroentreprises, notamment les fournisseurs et les transformateurs, qui servent les producteurs. Nous le faisons parce qu'une chaîne de valeur saine procure aux producteurs plus de stabilité sur le plan des options d'achat et de vente.

En 2010-2011, 37 891 clients ont reçu un prêt ou d'autres produits financiers auprès de l'un de nos 100 bureaux situés principalement dans les régions rurales du Canada :

Colombie-Britannique et Alberta : 10 107 clients
Saskatchewan et Manitoba : 11 971 clients
Ontario : 10 571 clients
Québec : 3 812 clients
Atlantique : 1 430 clients

De ce nombre, 36 035 sont des producteurs primaires et 1 856 sont des agroentrepreneurs et des exploitants agroalimentaires.

Nous sommes au service exclusif de l'agriculture et notre approche est à long terme

FAC est une société d'État commerciale rentable et financièrement autonome. Notre situation financière solide nous permet de créer des produits et des services novateurs qui sont adaptés aux besoins évolutifs de l'industrie et qui permettent aux producteurs et aux agroentrepreneurs de disposer de différentes possibilités sur le marché.

Nos produits de prêt sont mis au point en tenant compte que l'agriculture est une industrie cyclique et qu'il faut un certain temps avant qu'une exploitation agricole devienne prospère. Des conditions atmosphériques imprévisibles et la conjoncture du marché peuvent avoir un impact négatif même sur les meilleurs producteurs et agroentrepreneurs. Nous appuyons nos clients bon an, mal an.



Le Canada exporte du porc dans plus de 143 pays.

*FAC compte 100 000 clients à l'heure actuelle. Le nombre de clients a été ajusté pour comprendre tous les clients ayant un solde de prêt actif, qui sont des emprunteurs principaux, des coemprunteurs ou des cautionniers pour des prêts à des particuliers ou à des sociétés, y compris la production primaire, l'agroentreprise et l'agroalimentaire et les alliances.

Notre stratégie de soutien à la clientèle aide les producteurs à surmonter les difficultés imprévues auxquelles ils sont confrontés.

Cette année, nous avons accordé un soutien particulier aux éleveurs porcins de toutes les régions ainsi qu'aux producteurs céréaliers de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba touchés par l'excès d'humidité.

Nous sommes des visionnaires et nous exerçons nos activités de manière durable

FAC offre des produits et des services uniques qui aident les jeunes agriculteurs et les agroentrepreneurs à réussir au sein d'un marché complexe en constante évolution.

Nous croyons que le savoir est vital à la réussite de nos clients et de l'industrie. Par conséquent, nous offrons des ateliers, des publications et des forums d'apprentissage partout au pays et nous encourageons les employés et les clients à faire part de leurs propres connaissances et expériences.

Notre cadre de responsabilité sociale d'entreprise accorde une attention particulière à nos clients, à l'environnement, aux employés, aux collectivités, à l'agriculture et à l'alimentation.

Pour appuyer notre engagement, nous fournissons à nos clients de l'information et des produits axés sur la protection de l'environnement, nous embauchons et formons des employés passionnés d'agriculture qui connaissent l'industrie agricole canadienne, nous réinvestissons dans les communautés où nos clients et nos employés vivent et travaillent et nous nous employons à atténuer notre empreinte écologique.

FAC appuie les jeunes agriculteurs au moyen de produits de prêt personnalisés et d'initiatives spéciales telles que les Prix d'excellence en planification des affaires, notre partenariat avec les cercles 4-H, des ateliers de gestion d'Apprentissage FAC et des outils de Logiciels de gestion FAC. En 2010-2011, FAC a décaissé plus de 1,6 milliard de dollars en prêts à des jeunes agriculteurs afin de les aider réaliser leurs rêves.



Gouvernance d'entreprise

Nous sommes tenus de rendre compte au Parlement du Canada

FAC est régie par la *Loi sur Financement agricole Canada* et par la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Tout comme les autres sociétés d'État, nous sommes sujets aux lois telles que la *Loi fédérale sur la responsabilité*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et la *Loi sur les langues officielles*.

Les membres du Conseil d'administration de la société surveillent les activités opérationnelles de FAC. Ils représentent ainsi les intérêts des Canadiens et des Canadiens et tout particulièrement les intérêts de celles et de ceux qui vivent du secteur agricole.

Les administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada par l'entremise du ministre de l'Agriculture et ministre de la Commission canadienne du blé. Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. À l'exception du président-directeur général, aucun des membres du Conseil d'administration n'a de lien avec la direction de FAC. Ils apportent un ensemble d'expériences supérieures en matière d'agriculture, d'administration des affaires et de finances à la gouvernance d'un organisme qui compte sept champs d'activités et qui est au service d'une industrie de plus en plus complexe.

Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est formé de 12 membres, dont le président du Conseil d'administration et le président-directeur général. Les administrateurs sont nommés pour un mandat pouvant atteindre quatre ans, lequel peut être reconduit.

Les membres du Conseil d'administration comprennent des producteurs primaires et des agroentrepreneurs prospères provenant d'un milieu rural ou d'un petit centre urbain. Le Conseil d'administration vise une représentation diversifiée en termes de sexe, de région géographique, d'ethnie, de culture, d'âge et de langue afin de refléter la grande diversité de l'agriculture canadienne.

Le Conseil d'administration a pris un engagement de transparence financière et le Comité de vérification

collabore étroitement avec le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) afin d'assurer l'intégrité des contrôles internes et des systèmes de gestion de l'information de FAC. Le BVG effectue une vérification annuelle de FAC et procède à un examen spécial au moins tous les dix ans. Le dernier de ces examens a été mené en 2007.

Chaque année, le rapport annuel de FAC et son plan d'entreprise quinquennal sont approuvés par le Conseil d'administration. Le rapport annuel et un résumé du plan d'entreprise sont ensuite soumis au ministre de l'Agriculture et au président du Conseil du Trésor pour être déposés devant les deux chambres du Parlement.

Nous établissons des relations avec nos partenaires, nos intervenants et nos clients

FAC se tourne vers divers intervenants et partenaires pour obtenir des conseils et de l'expertise en matière de pratiques de gouvernance dans le secteur public.

FAC rencontre régulièrement les représentants d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, du Secrétariat du Conseil du Trésor, du ministère des Finances et d'autres sociétés d'État afin de s'assurer que ses politiques et ses procédures sont à jour et valides. Deux fois par an, nous collaborons avec Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada afin d'échanger des idées et des meilleures pratiques sur les façons dont nous pouvons travailler ensemble au profit des clients.

Notre groupe consultatif Vision est composé de 9 000 producteurs canadiens (clients ou non de FAC) et autres professionnels de l'agriculture qui se portent volontaires pour nous faire part de leurs idées, de leurs opinions et de leurs connaissances. Leur contribution nous aide à faire en sorte que nos produits et nos services répondent aux besoins de l'agroindustrie.

De plus, le Conseil d'administration tient, chaque année au mois d'août, une assemblée publique annuelle où nous faisons état de nos activités et de nos résultats financiers et où nous recevons les commentaires des intervenants intéressés et du public canadien sur notre mandat et notre orientation stratégique.

Le lin entre dans la fabrication des billets de banque canadiens.



FAC participe à l'assemblée annuelle de la Fédération canadienne de l'agriculture et à la Table pancanadienne de la relève agricole. Notre personnel participe aussi à des événements et à des réunions organisés par d'autres groupes de producteurs ou associations de l'industrie afin d'échanger des connaissances, de glaner des idées et de demander des conseils au sujet des enjeux auxquels est confrontée l'agriculture.

Nous prenons soin de nos affaires

Le Conseil d'administration surveille le processus de planification stratégique et fournit de l'information et des conseils dans le cadre du processus d'établissement des plans et des initiatives stratégiques, en plus de les valider et d'en faire une évaluation critique. Une fois que ce plan est approuvé, le Conseil d'administration offre son soutien à sa mise en œuvre et à l'évaluation de son degré de réussite. Les initiatives stratégiques sont révisées tout au long de l'exercice.

Les rôles et les responsabilités du président et des membres du Conseil d'administration, du président-directeur général et de tous les comités du Conseil d'administration sont consignés par écrit dans des mandats et des profils. Le mandat et des lignes directrices connexes en matière de gouvernance établissent les responsabilités du Conseil d'administration en six grands thèmes :

- Intégrité sur le plan juridique et éthique (donner le ton par les échelons supérieurs)
- Planification stratégique
- Communication de l'information financière et obligation d'informer le public
- Gestion du risque et contrôles internes
- Formation au leadership et planification de la relève
- Gouvernance d'entreprise, notamment l'orientation, la formation continue et l'évaluation des administrateurs

La société a un processus de gestion du risque d'entreprise bien établi, qui a été conçu dans le but d'envisager les éventualités qui pourraient avoir une incidence sur ses activités opérationnelles. Le Conseil d'administration veille à ce que les pouvoirs et les contrôles appropriés soient en place, que les risques

soient gérés de façon adéquate et que l'atteinte des buts et objectifs ne soit pas menacée.

Les cadres supérieurs de FAC travaillent en étroite collaboration avec les membres du Conseil d'administration pour s'assurer que ces derniers sont pleinement informés de toutes les activités de la société. Le principal dirigeant financier et le chef de l'exploitation assistent à toutes les réunions du Conseil d'administration. De plus, deux autres membres de l'Équipe des cadres dirigeants participent, à tour de rôle, aux réunions du Conseil d'administration afin de consolider les relations entre le Conseil d'administration et la direction. À chaque réunion, du temps est réservé pour une rencontre du Conseil d'administration et de ses comités sans les membres de la direction.

Le Conseil d'administration adopte une approche formelle pour l'établissement des objectifs et l'examen du rendement du président-directeur général. Cette approche est conforme au programme de gestion du rendement établi par le Bureau du Conseil privé.

Rendement du Conseil d'administration

Dès leur nomination au Conseil d'administration, les membres assistent à une séance d'orientation détaillée et rencontrent la haute direction de FAC afin de se mettre au courant des affaires de la société. Afin de mieux comprendre les activités de FAC, les membres du Conseil d'administration prennent régulièrement le temps de visiter des exploitations de clients et de participer à des réunions d'employés. De plus, de nombreux membres assistent à des conférences et à des ateliers relatifs à la gouvernance d'entreprise et aux activités de FAC. Certains membres sont également engagés dans des programmes d'accréditation des administrateurs. Le Conseil d'administration évalue régulièrement son rendement général et celui de ses membres au moyen d'un processus structuré d'autoévaluation.

Le profil du président et celui de chacun des administrateurs sont passés en revue chaque année afin de veiller à ce qu'ils continuent d'énoncer exactement les compétences et les habiletés requises. Les membres du Conseil d'administration font une autoévaluation de leurs aptitudes et de leurs compétences. Les lacunes sont comblées en procédant à des nominations, en prévoyant de la formation et en ayant recours aux services d'experts-conseils externes.



Un enzyme provenant du maïs est utilisé pour produire de l'insuline.



Rémunération

Les administrateurs reçoivent des indemnités journalières et des honoraires annuels fixés par le gouverneur en conseil, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le dernier ajustement de ces montants a eu lieu le 8 janvier 2008.

- Le président du Conseil d'administration touche des honoraires annuels de 12 400 \$
- Les présidents des comités reçoivent des honoraires de 7 200 \$ l'an.
- Les autres membres du Conseil d'administration reçoivent des honoraires de 6 200 \$ l'an.
- Tous les membres du Conseil d'administration, y compris le président, reçoivent une indemnité journalière de 485 \$ pour les réunions, les séances de formation et les événements parrainés par FAC auxquels ils participent.
- Les administrateurs sont remboursés pour toutes les dépenses raisonnables de déplacement, d'hébergement et de repas qu'ils engagent pour s'acquitter de leurs fonctions.

En 2010-2011, il y a eu cinq réunions du Conseil d'administration et 14 réunions de comités. La rémunération globale (honoraires annuels et indemnités journalières) versée aux administrateurs

a totalisé 220 232,50 \$. Le total des frais de déplacement et des dépenses connexes des membres du Conseil d'administration s'est élevé à 155 545,62 \$, par rapport à 186 114,25 \$ en 2009-2010.

Code de déontologie et valeurs

À FAC, l'intégrité et le maintien des normes d'éthique les plus élevées sont des priorités absolues. Dès leur nomination et chaque année de leur mandat, les administrateurs doivent signer une déclaration pour signifier qu'ils se conformeront au Code de déontologie de FAC. Le Conseil d'administration a aussi établi un processus selon lequel toute infraction au Code, présumée avoir été commise par le président-directeur général ou un de ses subordonnés directs, doit être déclarée au Conseil d'administration ainsi qu'une politique à appliquer dans les cas où un administrateur est en conflit d'intérêts. L'agente de l'intégrité de la société déclare une fois par année au Conseil d'administration toutes les infractions présumées au Code et discute des activités de formation continue et de sensibilisation des employés à cet égard.

De plus, le Comité de vérification passe en revue, tous les trimestres, les frais de déplacement et de représentation du président-directeur général et les contrats de plus de 50 000 \$.

Rémunération, présence aux réunions et dépenses des membres du Conseil d'administration en 2010-2011

Membre	Honoraires annuels (A)	Indemnités journalières (B)	Rémunération totale (A&B)	Présence aux réunions du Conseil	Présence aux réunions de comité	Dépenses de voyage et autres
Caroline Belzile	6 200,00 \$	14 065,00 \$	20 265,00 \$	5 de 5	5 de 5	13 431,77 \$
Donald Bettie	6 200,00	14 550,00	20 750,00	5 de 5	4 de 4	17 140,05
Caroline Granger	7 200,00	11 640,00	18 840,00	5 de 5	4 de 4	10 317,35
Brad Hanmer	7 200,00	6 305,00	13 505,00	5 de 5	5 de 5	4 078,68
Ron Hierath	6 200,00	14 550,00	20 750,00	5 de 5	4 de 4	19 496,52
John Klippenstein	7 200,00	15 277,50	22 477,50	5 de 5	5 de 5	12 809,24
Gilles Lapointe	6 200,00	12 610,00	18 810,00	5 de 5	5 de 5	15 805,60
Ross Ravelli	6 200,00	13 095,00	19 295,00	5 de 5	5 de 5	15 053,36
Gill O. Shaw	12 400,00	15 520,00	27 920,00	5 de 5	5 de 5	22 029,76
Jason Skinner	6 200,00	10 670,00	16 870,00	5 de 5	5 de 5	8 134,56
Carl Spencer	6 200,00	14 550,00	20 750,00	5 de 5	4 de 4	17 248,73
Total	77 400,00 \$	142 832,50 \$	220 232,50 \$			155 545,62 \$

Il y a eu cinq réunions du Comité de vérification, cinq réunions du Comité des ressources humaines et quatre réunions du Comité de gouvernance d'entreprise.

Comité de vérification

Président : John Klippenstein

Membres : Gill O. Shaw (président du Conseil d'administration), Gilles Lapointe et Jason Skinner

Le Comité de vérification est entièrement composé d'administrateurs qui n'ont aucun lien avec la direction. Tous les membres du Comité ont des connaissances en finance et plusieurs sont considérés comme des experts financiers, des termes qui reviennent souvent lorsqu'on parle de la composition d'un comité de vérification.

Le Comité de vérification surveille le rendement financier de FAC et veille à l'intégrité, à l'efficacité et à l'exactitude des systèmes de rapports financiers, des systèmes de contrôle et des fonctions de vérification de la société.

Ce comité se rencontre régulièrement à huis clos avec des représentants du Bureau du vérificateur général du Canada, des vérificateurs internes de FAC et des membres de la direction de FAC.

Comité des ressources humaines

Président : Brad Hanmer

Membres : Greg Stewart (président-directeur général), Caroline Belzile et Ross Ravelli

Le Comité des ressources humaines examine toutes les grandes questions de politique des ressources humaines. Il est chargé d'offrir au Conseil d'administration ses recommandations à l'égard des qualités et des compétences essentielles inhérentes au poste de président-directeur général, de la façon d'évaluer le rendement du président-directeur général ainsi que de travailler, chaque année, avec celui-ci à l'établissement et à l'adoption de son plan de perfectionnement.

Le Comité des ressources humaines est responsable d'examiner le plan de relève de la société, ce qui comprend l'examen de plans de formation et de perfectionnement pour tous les employés, et d'examiner le Programme d'avantages accessoires de la haute direction.

Comité de gouvernance d'entreprise

Présidente : Caroline Granger

Membres : Ron Hierath, Donald Bettle et Carl Spencer

Le Comité de gouvernance d'entreprise examine les bonnes pratiques de gouvernance et émet des recommandations au Conseil d'administration. Il surveille également le processus de planification stratégique de la société ainsi que la gestion du risque d'entreprise et le programme de responsabilité sociale d'entreprise de FAC. Le Comité agit aussi à titre de comité responsable des nominations au Conseil d'administration.

Le Comité de gouvernance d'entreprise examine régulièrement le nombre, la structure et le mandat des comités du Conseil d'administration. Il est également responsable d'effectuer une évaluation du Conseil d'administration en ce qui a trait au rendement des administrateurs, des comités et du Conseil d'administration dans son ensemble.

Le Comité de gouvernance d'entreprise surveille aussi les politiques de la société et du Conseil d'administration en matière d'éthique, de conflit d'intérêts et de déontologie à l'égard des employés et des administrateurs.

Les coussins de sécurité gonflables contiennent de la féculle de maïs.



Conseil d'administration



Gill O. Shaw, MBA, B.Sc.Ag.
Président du Conseil
d'administration de FAC

Président-directeur général retraité
Société du crédit agricole du
Manitoba

Brandon (Manitoba)
Nommé président le 30 octobre 2006
Mandat reconduit le 4 août 2009



Greg Stewart, P.Ag.
Président-directeur
général Financement
agricole Canada

Regina (Saskatchewan)
Nommé le 1^{er} janvier 2008



Caroline Belzile, D.T.A.
Copropriétaire d'une
exploitation céréalière et
d'élevage de bovins et de
porcs et d'une érablière

Saint-Elzéar (Québec)
Nommée le 29 janvier 2008



Donald Bettie
Propriétaire, exploitation
vache-veau et terre à bois

Passekeag (Nouveau-Brunswick)
Nommé le 25 janvier 2007



Caroline Granger
Présidente-directrice générale
The Grange of Prince Edward
Vineyards and Estate Winery

Hillier (Ontario)
Nommée le 27 juin 2007



Brad Hanmer, B.Sc.Ag.
Copropriétaire et
exploitant d'une
exploitation céréalière
et de semences contrôlées

Govan (Saskatchewan)
Nommé le 25 janvier 2007



Ron Hierath
Courtier en immeubles,
secteur résidentiel et
agricole

Lethbridge (Alberta)
Nommé le 25 janvier 2007



John Klippenstein, CMA
Chef de l'exploitation,
Klippenstein Management
Services

Steinbach (Manitoba)
Nommé le 30 juillet 2008



Gilles Lapointe,
B.Comm., CGA, CFP
Associé, BDO Dunwoody LLP

Casselman (Ontario)
Nommé le 11 mars 2008



Ross Ravelli
Propriétaire de Ravelli
Farms Ltd.

Dawson Creek
(Colombie-Britannique)
Nommé le 10 février 2010



Jason Skinner, M.Sc., P.Ag.
Président-directeur
général, NorthWest
Terminal Ltd.

Wilkie (Saskatchewan)
Nommé le 12 février 2009



Carl Spencer, B.Sc.Ag.
Propriétaire et exploitant
d'une exploitation
d'élevage de bovins
et d'une érablière

Tara (Ontario)
Nommé le 26 novembre 2009



L'huile de canola entre dans
la composition du produit
qui sert à dégivrer les avions.

*Pour lire les biographies complètes, veuillez consulter www.fac.ca.



Équipe des cadres dirigeants



Greg Stewart, P.Ag.
Président-directeur
général



Moyez Somani,
CMA, MBA, FCMA
Vice-président exécutif
et principal dirigeant
financier



Rick Hoffman,
CMA, MBA
Vice-président exécutif
et principal dirigeant
financier



Rémi Lemoine,
MBA, CCP
Vice-président exécutif
et chef de l'exploitation

* Retraité depuis le 3 juin 2011

(Depuis le 23 mai 2011)



Lyndon Carlson, P.Ag.
Vice-président principal,
Marketing



Kellie Garrett,
MA, ABC, MC
Vice-présidente
principale, Stratégie,
savoir et réputation



Mike Hoffort, P.Ag.
Vice-président
principal, Portefeuille
et risque de crédit



Greg Honey
Vice-président principal,
Ressources humaines



Paul MacDonald
Vice-président principal
et dirigeant principal
de l'information

Financement agricole Canada (FAC) a recruté une équipe de direction formée de professionnels à l'expérience et aux talents diversifiés. Les membres de notre Équipe des cadres dirigeants (ÉCD) sont reconnus comme des leaders en matière de pratiques exemplaires au sein de leur profession et en tant que bénévoles actifs au sein de leur communauté. À FAC, tout le monde est un leader, que l'on assume une responsabilité formelle de gestion ou non. Tous les membres de l'ÉCD sont convaincus qu'une culture axée sur la confiance et une communication ouverte amènera les employés à s'engager et à tisser d'excellentes relations avec les clients.

L'ÉCD est responsable de la prise de décisions d'entreprise, notamment de la vision stratégique, de la stratégie d'investissement, de l'affectation

des ressources d'entreprise et de la résolution des grandes questions stratégiques.

Tous les cadres dirigeants, à l'exception du président-directeur général, sont rémunérés suivant les politiques et les échelles de rémunération approuvées par le Conseil d'administration. Il incombe au gouverneur en conseil de fixer la rémunération du président-directeur général. Tous les salaires des cadres dirigeants comportent un élément variable directement lié au rendement de la société et de leur unité d'affaires, ainsi qu'à leur rendement individuel. En 2010-2011, l'échelle de rémunération du président-directeur général s'est située entre 281 400 \$ et 331 000 \$ et celle des vice-présidents exécutifs entre 209 605 \$ et 320 570 \$, alors que celle des vice-présidents principaux a été établie entre 151 920 \$ et 232 345 \$.

*Nous tenons à féliciter Moyez Somani pour sa contribution exceptionnelle à la gestion financière et à l'orientation stratégique de FAC. À la suite de la retraite de M. Somani, Rick Hoffman a été promu au poste de vice-président exécutif et principal dirigeant financier le 23 mai 2011.

Le prix Rosemary-Davis de FAC



L'agriculture continue d'évoluer, tout comme le visage de l'industrie. De plus en plus de femmes sont reconnues pour l'innovation et le leadership dont elles font preuve sur le terrain. Cette année, nous sommes fiers de rendre hommage à cinq de ces femmes extraordinaires, qui sont les lauréates 2011 du prix Rosemary-Davis de FAC.

Ce prix est remis annuellement à des femmes des quatre coins du Canada qui jouent un rôle de modèles au sein de l'industrie agricole. Le prix peut être remis à une productrice agricole, à une agronome, à une mentore, à une éducatrice, à une agroentrepreneure ou à une bénévole qui se démarque dans le domaine de l'agriculture par son niveau de connaissance et sa passion.



Liliane Colpron
Femme d'affaires, chef de file de l'industrie agroalimentaire et visionnaire
Montréal, Québec



Bertha Campbell
Infirmière autorisée, copropriétaire et bénévole
Kensington, île-du-Prince-Édouard



Wynne Chisholm
Productrice de vaches-veaux, conseillère en gestion et bénévole
Calgary, Alberta



Sherri Grant
Productrice, éducatrice et bénévole
Val Marie, Saskatchewan



Rossana Di Zio Magnotta
Philanthrope, éducatrice et entrepreneure
Vaughan, Ontario

Le prix est ainsi nommé en l'honneur de Rosemary Davis, la première femme à avoir assuré la présidence du Conseil d'administration de FAC. Nous sommes fiers de rendre hommage aux contributions de Rosemary Davis à l'industrie et à son succès à titre d'agroentrepreneure et d'exploitante.

Le Canada produit 85 p.100 de la production mondiale de sirop d'érable.



Responsabilité sociale d'entreprise

FAC prend sa responsabilité sociale d'entreprise (RSE) au sérieux. La RSE fait partie intégrante de notre vision d'entreprise et guide nos activités.

Nous réinvestissons dans les collectivités où nos clients et nos employés vivent et travaillent, nous nous efforçons de réduire notre empreinte sur l'environnement et nous contribuons à la réussite du secteur agricole canadien.

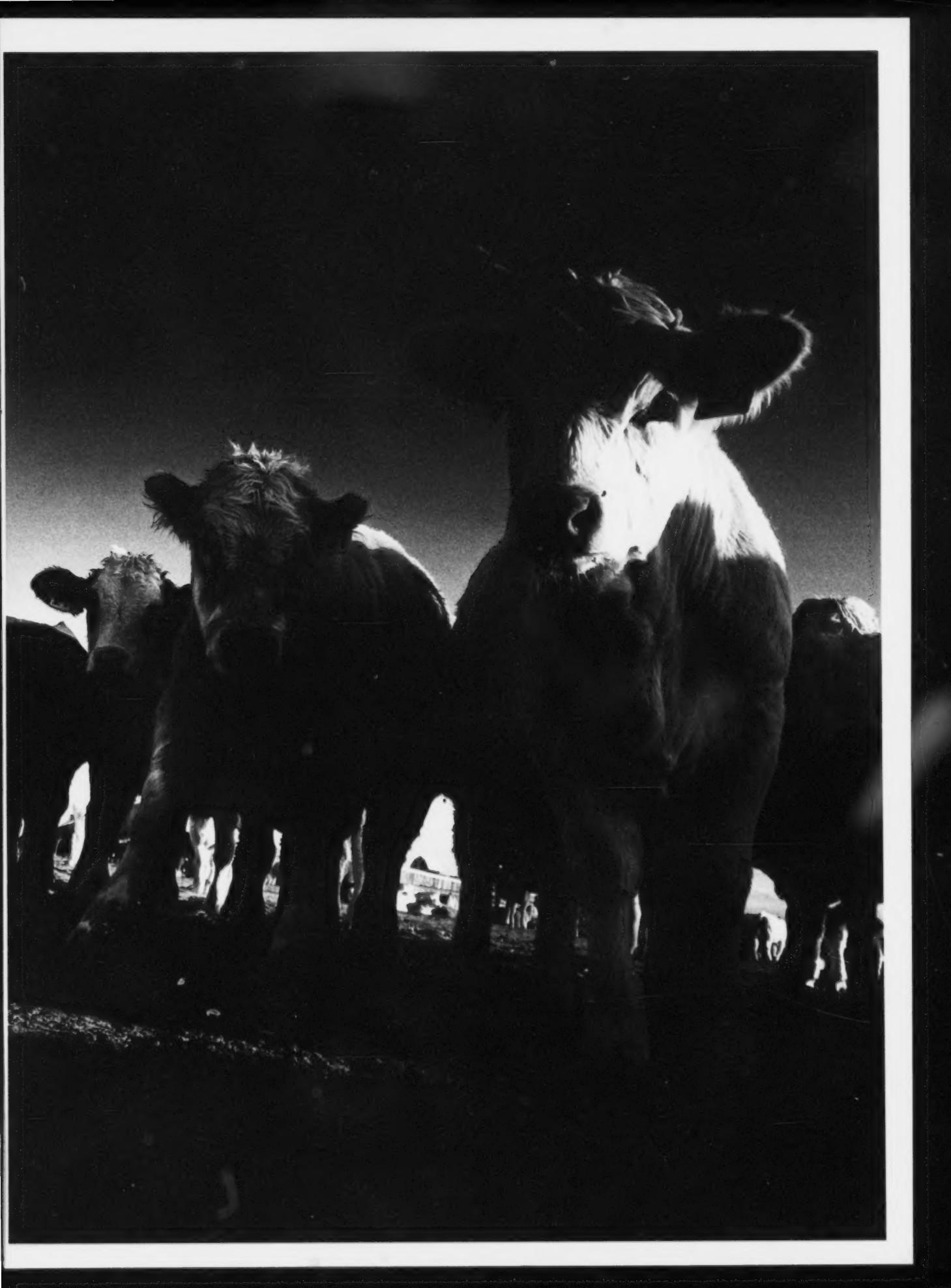
Agriculture et alimentation

Nous soutenons le développement d'une industrie agricole canadienne durable, concurrentielle et novatrice en offrant éducation et savoir ainsi qu'en appuyant des initiatives et en formant des partenariats qui font progresser l'agriculture.

Priorités	Actions
Jeunes agriculteurs et producteurs Aider les jeunes agriculteurs et producteurs à s'épanouir dans le secteur.	<ul style="list-style-type: none"> aider les jeunes agriculteurs à réussir par l'intermédiaire de nos programmes visant à appuyer l'agri-génération
Compétences et connaissances des producteurs Favoriser le succès et la rentabilité du secteur en améliorant les compétences et les connaissances des producteurs.	<ul style="list-style-type: none"> organiser des événements d'Apprentissage FAC offrir des produits de Logiciels de gestion FAC publier et distribuer les dernières nouvelles sur l'industrie
Réseaux agricoles et agroalimentaires Renforcer et appuyer les réseaux agricoles et agroalimentaires.	<ul style="list-style-type: none"> soutenir les associations sectorielles et nouer des partenariats avec elles
Sécurité en milieu agricole Contribuer à la sécurité dans le secteur.	<ul style="list-style-type: none"> collaborer avec nos partenaires pour organiser la Semaine canadienne de la sécurité en milieu agricole offrir le fonds AgriSécurité de FAC
Fierté en agriculture Souligner le caractère dynamique et prospectif de l'industrie en suscitant l'enthousiasme et en créant une image positive de l'agriculture canadienne.	<ul style="list-style-type: none"> mesurer le niveau d'optimisme dans l'industrie agricole rendre hommage aux femmes canadiennes en agriculture au moyen du prix Rosemary-Davis travailler avec nos partenaires pour offrir aux écoles des outils pédagogiques axés sur l'agriculture



Le Canada est le sixième exportateur de bœuf au monde.



Communauté

Nous favorisons des collectivités fortes et dynamiques où nos clients et nos employés vivent et travaillent tout en nous concentrant sur le secteur rural canadien.

Priorités	Actions
Lutte contre la faim Amasser des aliments en organisant une campagne annuelle de collecte d'aliments visant à lutter contre la faim au Canada.	<ul style="list-style-type: none"> organiser le programme FAC en campagne contre la faim pour recueillir des aliments et des fonds pour les banques alimentaires du Canada
Améliorations communautaires Appuyer les collectivités où nos clients et nos employés vivent et travaillent tout en nous concentrant sur le secteur rural canadien.	<ul style="list-style-type: none"> contribuer à la réalisation de projets d'immobilisations dans les régions rurales du Canada par l'intermédiaire du fonds AgriEsprit de FAC célébrer les communautés de langue officielle en situation minoritaire grâce au fonds Expression de FAC appuyer les œuvres de bienfaisance et les organismes sans but lucratif de Regina au moyen du Fonds FAC de Regina
Bénévolat Favoriser le bénévolat des employés.	<ul style="list-style-type: none"> encourager le bénévolat en appuyant les organismes auxquels nos employés consacrent du temps par l'intermédiaire de notre programme de jumelage des dons, de notre programme de bénévolat communautaire d'équipe et de notre tirage mensuel parmi les bénévoles

Clients

Nous mettons l'accent sur les producteurs primaires ainsi que sur les fournisseurs et les transformateurs le long de la chaîne de valeur agricole. Nous offrons aux clients, à prix concurrentiel, des solutions souples de financement, du capital de risque, de l'assurance, des logiciels de gestion, de l'information et de la formation.

Priorités	Actions
Expérience client Offrir constamment une expérience client extraordinaire.	<ul style="list-style-type: none"> demander à nos clients de faire part de leurs commentaires dans le cadre d'interactions clés qui ont lieu durant l'année améliorer les modes de prestation électroniques dont nos clients se servent pour faire affaire avec nous
Soutien à la clientèle Faire preuve d'un soutien et d'un engagement indéfectible envers les clients.	<ul style="list-style-type: none"> fournir du soutien aux clients touchés par des situations de crise à court terme grâce au fonds AgriSoutien
Produits Offrir des produits qui répondent aux besoins et aux désirs des clients.	<ul style="list-style-type: none"> travailler avec les clients afin de s'assurer que nos produits sont adaptés aux besoins uniques de leur secteur d'activité

Employés

Nous favorisons une culture axée sur la responsabilisation, le partenariat et la diversité et offrons une expérience employé exceptionnelle.

Priorités	Actions
Culture d'entreprise Maintenir et améliorer notre culture.	<ul style="list-style-type: none"> mesurer l'engagement du personnel fournir des occasions d'apprentissage continu afin d'enrichir la culture organisationnelle
Leadership Améliorer les aptitudes au leadership à l'échelle de la société.	<ul style="list-style-type: none"> former des leaders à tous les niveaux au moyen de programmes d'apprentissage spécialisés
Diversité et langues officielles Constituer un effectif qui reflète la diversité et la dualité linguistique de nos clients et de la population active du pays.	<ul style="list-style-type: none"> offrir des occasions d'en apprendre plus sur différentes cultures offrir un programme d'emploi d'été pour les étudiants autochtones créer un fonds pour les étudiants autochtones offrir des cours de langue seconde aux employés
Santé et bien-être des employés Encourager les employés à adopter un mode de vie sain par des activités de formation et de sensibilisation.	<ul style="list-style-type: none"> offrir à tous les employés un programme d'avantages sociaux pour promouvoir la santé générale et le bien-être
Apprentissage et développement de carrière Offrir des occasions d'apprentissage aux employés qui leur permettent de faire évoluer leur carrière.	<ul style="list-style-type: none"> créer des plans de perfectionnement individuels et examiner annuellement les progrès réalisés offrir des occasions d'apprentissage et de perfectionnement aux employés

Environnement

Nous améliorons notre performance environnementale et aidons l'industrie à faire de même au moyen d'outils et de connaissances.

Priorités	Actions
Empreinte écologique de FAC Réduire l'incidence environnementale de nos activités internes.	<ul style="list-style-type: none"> mesurer nos émissions de gaz à effet de serre, effectuer la vérification des déchets et sensibiliser les employés à l'importance de protéger l'environnement
Outils, connaissances et produits environnementaux Développer et partager des connaissances, des outils et des produits environnementaux.	<ul style="list-style-type: none"> offrir le prêt Énergie et l'Enviro-prêt de FAC afin d'aider nos clients à améliorer la viabilité de leur exploitation et de l'environnement
Risques environnementaux Cerner et évaluer les risques environnementaux.	<ul style="list-style-type: none"> respecter la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> et effectuer les évaluations environnementales nécessaires auprès de nos clients actuels et potentiels

Compte rendu analytique de la direction

Survol de l'industrie	29
Tendances mondiales.....	29
Conjoncture économique	29
Aperçu de l'industrie agricole.....	30
Répercussions actuelles et potentielles sur FAC	32
Survol stratégique	33
Vision et stratégie	33
Indicateur de performance global de FAC	33
Thèmes stratégiques et résultats pour 2010-2011	34
Engagement envers l'agriculture	34
Expérience client	37
Efficience et exécution	39
Culture et expérience employé	42
Solidité financière	45
Examen des résultats financiers.....	48
Résultats financiers par rapport au plan	48
Résultats financiers par rapport à l'exercice précédent et perspectives	49
Croissance du portefeuille	49
Champs d'activité	52
Rentabilité	56
Qualité du crédit	58
Efficience	63
Financement et liquidités	64
Gains réalisés par l'actionnaire.....	66
Cibles, objectifs et initiatives futurs pour 2011-2012.....	67
Expérience client	68
Efficience et exécution	69
Expérience employé.....	70
Viabilité financière et risque d'entreprise	71
Gestion du risque d'entreprise	72
Gouvernance du risque	72
Principaux risques de FAC	74
Modifications apportées aux normes comptables	76
Dernières modifications	76
États financiers consolidés et participation minoritaire.....	76
Modifications futures	76
Normes internationales d'information financière	76

Survol de l'industrie

Tendances mondiales

FAC exerce ses activités dans les secteurs de l'agriculture et de la finance. Les forces du marché et les tendances mondiales qui façonnent ces deux secteurs touchent tous ceux et celles qui jouent un rôle dans l'industrie agricole et agroalimentaire. C'est pourquoi nous continuons de surveiller les retombées de la crise financière mondiale, la demande accrue d'aliments, la hausse des prix à l'échelle mondiale, les préoccupations environnementales et l'utilisation de produits agricoles à des fins autres que l'alimentation. Les connaissances et les opinions au sujet de ces questions varient et font instantanément l'objet de discussions dans les médias sociaux et sur Internet.

Plusieurs tendances sont susceptibles d'avoir une incidence directe sur l'agriculture canadienne. L'alimentation mondiale s'occidentalise de plus en plus. Les données démographiques changent. Les populations vieillissent dans les pays occidentaux et augmentent dans les pays en développement, une tendance qui continuera de modifier la dynamique de la demande alimentaire. Les marchés émergents sont un bon potentiel pour les produits canadiens. Pour profiter de ces occasions, de nouvelles connaissances doivent être appliquées dans certains secteurs traditionnels comme la production de fibres et d'aliments destinés à la consommation humaine et animale. D'autres projets novateurs portent notamment sur le stockage du carbone et les biocarburants.

Une attention accrue est portée à la variabilité du climat et au coût croissant de l'énergie. On prévoit que la demande en pétrole continuera d'augmenter et que cette hausse pourrait atteindre 35 p. 100 d'ici les vingt prochaines années, ce qui pourrait avoir des répercussions importantes sur les producteurs. C'est pourquoi certains d'entre eux s'efforcent déjà d'augmenter le rendement énergétique de leur exploitation, alors que d'autres ont choisi de produire de l'électricité et de vendre leur excédent au réseau électrique.

Personne ne peut prédire avec certitude comment les tendances du contexte d'exploitation externe influeront sur le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. FAC continuera de surveiller ces tendances, de tenir compte de leurs répercussions et de planifier des interventions stratégiques à leur égard.

Conjoncture économique

La reprise économique mondiale semble être poussée par les investissements des entreprises et les exportations. Malgré un niveau de chômage relativement élevé dans de nombreux pays, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques croit que la reprise sera viable. Parmi tous les pays industrialisés, le Canada fait figure de chef de file sur le plan de la croissance économique. Selon les prévisions économiques, la croissance du produit intérieur brut canadien annualisé devrait se situer autour de 3 p. 100. Pourtant, de nombreuses incertitudes règnent concernant la reprise économique mondiale. Parmi les facteurs qui pourraient faire obstacle à une reprise viable, notons les répercussions du séisme au Japon, les tensions soutenues au Moyen-Orient et les problèmes relatifs à la dette publique en Europe.

Le système bancaire canadien continue d'être cité en exemple sur la scène mondiale comme système qui fait preuve d'une solidité accrue depuis la crise économique. Les institutions financières du monde entier s'efforcent d'adopter des politiques de risque plus prudentes et de réduire leurs coûts d'exploitation.

FAC surveille les conséquences potentielles de l'inflation et des hausses des taux d'intérêt qui pourraient découler de la croissance économique.

Le gouvernement fédéral a clairement mis la priorité sur le retour à des budgets équilibrés. Les trois éléments clés du plan gouvernemental sont de ralentir les dépenses de stimulation économique,

Avertissement relatif aux états prospectifs

Le compte rendu analytique de la direction de FAC contient des renseignements prospectifs, fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses sont rattachées à des facteurs de risque et d'incertitude. Il existe donc un risque important que les résultats varient et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer de tels écarts, il faut compter la conjoncture générale de l'économie et du marché, notamment les taux d'intérêt. Pour gérer une telle volatilité, la direction établit invariablement ses prévisions de résultats financiers dès le premier trimestre d'un nouvel exercice.

de mettre en œuvre des mesures ciblées pour freiner la croissance des dépenses de programmes directes et d'entreprendre un examen des fonctions administratives gouvernementales et des coûts indirects afin d'améliorer l'efficience et l'efficacité de celles-ci. Le gouvernement a demandé que toutes les entités gouvernementales, y compris les sociétés d'État, contrôlent leurs coûts.

Aperçu de l'industrie agricole

Les propriétaires d'entreprises agricoles et agroalimentaires canadiennes saisissent les nouvelles occasions. Selon un sondage mené en 2010 auprès du groupe consultatif Vision de FAC, l'optimisme est à son plus haut niveau depuis quatre ans. Les trois quarts des répondants (76 p. 100) estiment que la situation de leur entreprise ou exploitation agricole se sera améliorée dans cinq ans (70 p. 100 en 2009). Les producteurs agricoles canadiens sont plus nombreux que par le passé à répondre que leur situation s'est améliorée depuis cinq ans et à croire que leurs activités continueront de croître dans l'avenir. Le nombre de producteurs affirmant avoir l'intention de faire prendre de l'expansion à leur exploitation ou entreprise agricole et de diversifier leurs activités a également atteint un sommet inégalé en quatre ans. Cela ne signifie pas pour autant que l'industrie ne présente pas de défis, et ceux-ci varient considérablement d'un secteur à l'autre.

Secteur porcin

Une certaine reprise de la demande mondiale de porc a été enregistrée en 2010. En même temps, le cheptel de porcs combiné du Canada et des États-Unis a diminué, une tendance qui devrait se poursuivre en 2011. La diminution de l'offre dans les deux pays a contribué à la hausse des prix du porc. Malgré l'appréciation du dollar canadien, les éleveurs de porc du pays n'ont pas profité des mêmes gains de prix que leurs homologues américains.

Secteur bovin

Une certaine reprise de la demande mondiale a été enregistrée en 2010 dans le secteur bovin. Le cheptel bovin et le nombre d'éleveurs au Canada ont continué de diminuer pour certaines raisons, notamment l'évolution de l'âge de la main-d'œuvre dans l'industrie agricole, la hausse continue des coûts de production ainsi qu'une concurrence accrue pour les superficies de production. Sur une note positive, les prix des bovins ont augmenté considérablement et les marges se sont améliorées, surtout pour les éleveurs-naisseurs.

Secteur des grains et des oléagineux

Les conditions météorologiques ont eu des répercussions importantes sur le secteur des grains et des oléagineux en 2010. Les régions du Sud de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ont reçu des précipitations abondantes durant la saison de croissance, ce qui a eu pour effet de réduire la superficie totale ensemencée et de réduire la qualité des récoltes. Par ailleurs, certaines parties de la région de la rivière de la Paix, en Alberta, de l'Ontario et du Québec ont reçu peu de précipitations, ce qui s'est soldé par une baisse des rendements et la diminution de la qualité des récoltes. Par conséquent, les producteurs n'ont pu tirer pleinement profit des hausses des prix mondiaux pour les grains et les oléagineux. En cette période où les conditions de croissance et les stocks mondiaux fluctuent, les prix demeurent instables.

Au 13 mars 2011, les exportations totales de grains canadiens étaient presque 3 p. 100 plus élevées qu'il y a un an, selon la Commission canadienne des grains.

Secteur laitier

En 2009, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard (aussi désignées sous le nom de provinces du P5) se sont entendues pour harmoniser le quota laitier. Au titre de cet accord, les prix du quota sont réduits à 25 000 \$ le kilogramme, mais à des dates différentes pour chaque province. Les prix des quotas de l'Ontario et du Québec (qui représentent la majeure partie du quota laitier au Canada) ont été baissés à 25 000 \$ le kilogramme vers la fin de 2009, et sont demeurés les mêmes en 2010. La Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba n'ont pas encore adopté de politique semblable. Par conséquent, le prix de leur quota est actuellement supérieur à 25 000 \$ le kilogramme.

Secteur avicole

Selon l'Alberta Chicken Producers, la consommation de poulet au Canada a augmenté de 1,4 p. 100. La demande de poulet a augmenté en raison de l'amélioration de l'économie canadienne, ce qui a eu pour effet d'augmenter la demande globale de produits de viande.

Secteur des biocarburants

L'expansion des biocarburants continue d'offrir des occasions aux agroentreprises canadiennes. Un mandat national de production de 2 p. 100 de biodiesel entrera en vigueur en juillet 2011. Selon la liste des installations de production de biodiesel de l'Association canadienne des carburants

renouvelables, 14 installations sur 22 sont opérationnelles, et les huit autres sont au stade de proposition ou de construction. L'expansion de la production d'éthanol au Canada ralentit à mesure que sont accomplis les mandats fédéral et provinciaux. Un certain intérêt prévaut en Alberta et dans l'Est du Canada (en Ontario et au Québec) à l'idée d'une expansion possible de l'industrie de l'éthanol. Cependant, aucune nouvelle construction n'est en cours.

Secteur serricole

L'industrie serricole canadienne dépend en grande partie de ses exportations vers les États-Unis. En 2010, l'industrie a aussi connu des difficultés causées par l'appréciation du dollar canadien, la hausse des prix de l'énergie et la concurrence livrée par les exportateurs européens. Cependant, les clients continuent de faire confiance aux serres canadiennes pour leur offrir des produits frais et salubres.

Secteur de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire

Dans le secteur canadien de l'agriculture, la transformation revêt une grande importance. La demande des consommateurs pour des produits à valeur ajoutée plus chers augmente lentement à mesure que les économies canadienne et mondiale s'améliorent. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a eu pour effet de rendre les produits d'exportation canadiens moins attrayants que leurs homologues américains, a toutefois entraîné des difficultés pour les secteurs de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire. Par contre, le dollar canadien élevé a également permis aux entreprises de réaliser des gains d'efficience en achetant leur nouvel équipement des États-Unis.

Valeur des terres agricoles

FAC compile et publie deux fois l'an son rapport *Valeur des terres agricoles*, la seule source canadienne qui met en lumière les fluctuations de la valeur des terres agricoles dans chaque province et à l'échelle nationale.

La valeur moyenne des terres agricoles canadiennes a augmenté de 2,1 p. 100 entre juillet et décembre 2010, poursuivant sa hausse enregistrée au cours des dix dernières années. La valeur des terres agricoles est demeurée la même ou a augmenté dans chaque province.

Au cours des trois derniers semestres, la valeur des terres agricoles a augmenté en moyenne de 3,6 p. 100 au printemps de 2010, de 3,0 p. 100 à l'automne de 2010 et de 2,1 p. 100 au printemps de 2011. La plus importante hausse moyenne enregistrée à l'échelle nationale a été de 7,7 p. 100 en 2008.

La dernière fois que la valeur moyenne a diminué, c'était en 2000 (0,6 p. 100).

L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré la plus forte hausse de la valeur moyenne de ses terres agricoles, soit 3,2 p. 100, suivie de la Saskatchewan, dont la hausse a été de 2,7 p. 100. Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario ont affiché une croissance de 2,4 p. 100, tandis que l'Alberta et le Manitoba ont enregistré des hausses de 1,5 et 1,3 p. 100, respectivement. Le Québec (0,9 p. 100), la Nouvelle-Écosse (0,6 p. 100) et la Colombie-Britannique (0,4 p. 100) complètent la liste des provinces ayant enregistré une montée des prix de leurs terres agricoles. La valeur des terres est demeurée inchangée à Terre-Neuve-et-Labrador.

Ratios d'endettement

Bien que l'endettement des fermes canadiennes ait augmenté, la valeur de leurs actifs a aussi augmenté. Cela explique pourquoi le ratio d'endettement de l'industrie agricole canadienne est demeuré constant, à 19 p. 100, entre 2005 et 2009. Au cours des cinq années précédentes, la valeur nette des fermes canadiennes avait augmenté de 53,7 milliards de dollars. Les directeurs des relations d'affaires de FAC travaillent avec chaque client pour les aider à analyser et à comprendre les répercussions d'une dette sur leur entreprise. FAC surveille également la santé financière globale de l'industrie agricole. Pour assurer le succès à long terme de l'industrie et de chaque propriétaire d'entreprise, il importe que la dette soit utilisée pour accroître la rentabilité. Bien que le total de la dette agricole canadienne ait augmenté de 33 p. 100 entre 2005 et 2009, son rapport au bénéfice net n'a augmenté que d'un modeste 11 p. 100.

Rentabilité de l'industrie

Au 31 décembre 2010, FAC détenait 27,9 p. 100 de la dette agricole canadienne. En 2010, compte tenu de la récession, l'accès au crédit constituait un enjeu dans l'ensemble de l'économie. Toutefois, le marché de la dette agricole canadienne a augmenté de 6,1 p. 100 en 2010, ce qui révèle un accès au crédit pour l'agriculture canadienne. L'accès au crédit pour les grands fabricants d'équipement agricole s'est amélioré en raison de l'arrivée – ou du retour – dans le marché de trois autres institutions financières.

Les recettes monétaires agricoles totales pour 2010 se sont améliorées au quatrième trimestre pour de nombreux secteurs d'activité, surtout celui des grains et des oléagineux.

Les recettes totales du marché agricole ont diminué de 1,5 p. 100 pour s'établir à 43,8 milliards de dollars, mais sont demeurées 6,7 p. 100 plus élevées que la moyenne quinquennale précédente. Les recettes

agricoles du secteur des cultures (recettes de la production de cultures et de l'élevage du bétail plus les paiements aux titres de programmes) ont chuté de 1,7 p. 100 en 2010. Plus précisément, les recettes de la production de cultures ont diminué de 6,3 p. 100, alors que celles de l'élevage du bétail ont augmenté de 4,7 p. 100. Les revenus nets en espèces (incluant les paiements aux titres de programmes) ont aussi connu une hausse de 4 p. 100. Par rapport à la moyenne quinquennale de 2003 à 2007, la valeur totale des recettes du marché agricole avait enregistré une hausse de 26 p. 100 et les revenus nets en espèces avaient augmenté de 25 p. 100 en 2009.

Répercussions actuelles et potentielles sur FAC

Depuis plus de dix ans, FAC enregistre chaque année une croissance importante de ses activités. Les produits et les frais d'administration ont augmenté au même rythme que les produits et services offerts et que le portefeuille de prêts global de la société. Au cours de la même période, FAC a amélioré son ratio d'efficience et grossi son portefeuille de prêts. Cette tendance favorable devrait se maintenir durant les cinq prochaines années. FAC comprend l'importance de restreindre ses dépenses et de demeurer financièrement viable, peu importe le cycle économique, afin d'appuyer ses clients pendant les périodes de prospérité et les périodes difficiles. Il est essentiel de maintenir un niveau élevé de satisfaction de la clientèle et d'engagement des employés afin d'assurer la croissance et la réussite continues de l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

FAC demeure financièrement solide, avec des capitaux propres et des réserves pour pertes sur créances de 3 354,8 millions de dollars, un faible ratio de levier et des pratiques de gestion du risque de qualité supérieure. Étant donné que FAC prête à l'ensemble de l'industrie agricole canadienne, son portefeuille est diversifié tant sur le plan sectoriel que géographique, ce qui contribue à réduire le risque.

FAC entame le prochain exercice dans une situation financière solide et prévoit atteindre ses objectifs stratégiques en 2011-2012. La société continuera de suivre de près les tendances financières externes et internes, d'en évaluer les conséquences et d'élaborer des stratégies proactives à cet égard. Les niveaux de risque feront l'objet d'une surveillance étroite afin de s'assurer qu'ils demeurent à des niveaux acceptables.

L'engagement de FAC envers l'agriculture canadienne est inébranlable. La société continuera de surveiller la conjoncture économique et de réagir en conséquence afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour assurer sa solidité financière.

Survol stratégique

Vision et stratégie

À titre de plus important fournisseur de financement agricole au Canada, FAC œuvre pour l'avenir de l'agroindustrie en offrant du financement, de l'assurance, des logiciels, des programmes d'apprentissage ainsi que d'autres services commerciaux aux producteurs, aux agroentrepreneurs et aux entreprises agroalimentaires. Solide et stable, FAC s'est engagée à servir l'industrie peu importe le cycle économique. Passionné de l'agriculture, son personnel est voué à la réussite de la clientèle et de l'industrie, et est guidé par la vision de FAC :

Toute la chaîne de valeur agricole est d'avis que FAC œuvre « pour l'avenir de l'agroindustrie » en offrant des produits financiers, des outils et des connaissances adaptés aux exploitations agricoles et aux agroentreprises. Nos clients font la promotion de FAC et ne peuvent s'imaginer faire des affaires sans elle. FAC est une société socialement responsable et un employeur de choix à l'échelle du pays. FAC est axée sur l'amélioration continue afin de faciliter les processus d'affaires pour les clients comme pour les employés. FAC est financièrement viable et investit considérablement dans l'industrie agricole et agroalimentaire.

Indicateur de performance global de FAC

L'orientation stratégique de FAC est alignée sur les priorités gouvernementales. Pour la mettre au point, nous avons tenu compte de l'Énoncé du ministre relatif aux priorités de 2010 et du cadre stratégique pour l'agriculture, Cultivons l'avenir, mis de l'avant par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

FAC utilise un indicateur de performance global pour contrôler et mesurer les progrès par rapport à la stratégie d'entreprise. Afin de réaliser sa vision et d'exécuter sa mission, FAC a élaboré des objectifs et des stratégies qu'elle a regroupés sous cinq thèmes stratégiques.

- Engagement envers l'agriculture
- Expérience client
- Efficience et exécution
- Culture et expérience employé
- Solidité financière

Thèmes stratégiques et résultats pour 2010-2011

L'indicateur de performance global de 2010-2011 résume le rendement de la société par rapport aux objectifs fixés. Les objectifs et les cibles stratégiques sont fondés sur la stratégie d'entreprise décrite dans le résumé du plan d'entreprise de 2010-2015. Les résultats de FAC montrent clairement son engagement envers les producteurs, les agroentrepreneurs et l'industrie.

Thème : Engagement envers l'agriculture

Financement agricole Canada (FAC) est reconnue comme une source de produits, de connaissances et de services financiers exceptionnels et adaptés à l'agriculture, en plus d'être reconnue comme une société socialement responsable.

Résultat essentiel

En 2020, 85 p. 100 des clients et 25 p. 100 des intervenants sont d'avis que FAC est le fournisseur de choix de produits, de connaissances et de services financiers pour le secteur agricole et reconnaissent FAC comme une société socialement responsable.

Résumé des résultats de 2010-2011

FAC a atteint ou dépassé ses cibles de 2010-2011 liées au thème Engagement envers l'agriculture, et est en voie de réaliser sa stratégie à long terme. Elle a lancé le programme Agri-avenir, qui s'inscrit dans les initiatives qu'elle met en œuvre pour appuyer les jeunes agriculteurs à chaque étape de leur carrière. FAC a également offert gratuitement de la formation et des publications aux producteurs des quatre coins du Canada.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Indicateur de la responsabilité sociale d'entreprise	Produire un rapport en fonction de l'indicateur	Cible atteinte	Produire un rapport en fonction de l'indicateur	Conforme au plan : FAC a amélioré ses mesures de rendement en termes de responsabilité sociale d'entreprise dans chacune de ses cinq catégories prioritaires. Des renseignements détaillés seront fournis dans un nouveau rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise, qui paraîtra au T3 de 2011-2012.
Indice de la réputation d'entreprise	50 ou plus	Cible remplacée : FAC ne mesure plus son indice de la réputation d'entreprise sur une base semestrielle; les clients et les intervenants répondent maintenant à des sondages plus fréquents.	Élaborer une nouvelle approche et une nouvelle stratégie d'évaluation	Cible dépassée : Une étude visant à comparer la réputation de FAC à celle des principales marques nationales a été effectuée. FAC a considérablement amélioré sa position par rapport aux producteurs; elle a gagné de la notoriété et a affirmé sa réputation positive. En effet, de la 22 ^e place qu'elle occupait en 2005, elle est passée à la 5 ^e place.
Indice de couverture favorable des médias	10 points au-dessus de la moyenne globale des institutions financières	Cible non atteinte : L'indice global de couverture favorable des institutions financières s'est élevé à 53, et celui de FAC à 61.	7 points au-dessus de la moyenne globale des institutions financières ¹	Cible dépassée : L'indice de couverture favorable des médias pour 2010-2011 a été de 64. Ce résultat est neuf points au-dessus de l'indice global pour les institutions financières (qui a aussi augmenté de deux points cette année, pour s'établir à 55).

Notes :

1) L'indice de couverture favorable des médias a été modifié de 10 points à 7 points au T3 de 2009-2010, puisque la cible antérieure était trop élevée compte tenu de la récession économique.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Investir dans des initiatives pour l'avenir de l'agroindustrie	Investir dans des initiatives qui favorisent l'industrie agricole et agroalimentaire au Canada et qui contribuent à sa réussite.	Cible atteinte : En 2010-2011, FAC a continué de promouvoir l'industrie agricole et agroalimentaire au Canada et de la faire progresser en offrant des événements d'apprentissage et des publications, et en commanditant des salons professionnels et des associations de l'industrie. Ces activités comprennent notamment le journal <i>AgriSuccès</i> (75 250 abonnés), le magazine Web <i>FAC Express</i> (32 609 abonnés), 288 événements d'apprentissage (29 574 participants) et 26 salons professionnels.
Aider les jeunes agriculteurs et les agroentrepreneurs	Concevoir d'autres programmes destinés aux jeunes agriculteurs et agroentrepreneurs.	Cible atteinte : En 2010-2011, le programme Agri-avenir a été lancé dans les collèges/universités agricoles canadiens. Ce programme offre du financement pouvant atteindre 2 000 \$ pour la planification, la promotion et l'organisation d'un événement éducatif. En 2010-2011, huit collèges/universités s'y sont inscrits et 760 étudiants ont participé aux événements.
Être un chef de file dans la transmission de connaissances qui favorisent la réussite des producteurs et des agroentrepreneurs	Créer et mettre en œuvre une stratégie du savoir à long terme qui regroupe les connaissances, les innovations et les idées pratiques pour les producteurs et les agroentrepreneurs.	Cible atteinte : Le comité de travail a utilisé un outil d'évaluation pour fixer les priorités des moyens proposés pour accroître les connaissances des employés. Le modèle de communautés de pratique a été remplacé par des réseaux du savoir en ligne qui fournissent aux employés des connaissances sur divers sujets. Ces réseaux ont pour objet de faire profiter davantage les clients et l'industrie des connaissances que nous acquérons.
	Offrir les programmes, les événements et les publications d'Apprentissage FAC à l'industrie agricole.	Cible atteinte : Plusieurs programmes pilotes (DVD, webinaires, baladodiffusion et cours en ligne) sont offerts aux producteurs pour déterminer ce qu'ils estiment souhaitable et important pour leur entreprise. Exemple : des vidéos d'entrevues avec les conférenciers de forums sur la gestion agricole ont été produites et mises sur le site Web de FAC, et ont donné lieu à 782 visionnements en un mois.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Veiller à ce que FAC agisse dans l'intérêt véritable de tous les intervenants	<p>Élaborer une stratégie intégrée de gestion de la réputation, ce qui comprend la gestion des relations avec les médias, la gestion des enjeux, la participation de la communauté Web et la surveillance interne.</p>	<p>Conforme au plan : Une structure et des processus de gouvernance ont été créés afin de vérifier la présence de risques liés à la réputation et pour gérer des problèmes ou des événements externes. Le déploiement de la stratégie nationale de relations avec les médias est terminé et a contribué à une couverture favorable par les médias, comme il est mentionné à la page précédente.</p>
Être une société socialement responsable	<p>Amélioration des collectivités</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Investir 1 M\$ dans des projets d'immobilisations des collectivités rurales par l'intermédiaire du fonds AgriEsprit de FAC. b) Appuyer les communautés de langue officielle en situation minoritaire. c) Appuyer les collectivités où vivent et travaillent plus de la moitié de nos employés. <p>Recueillir des données de référence sur l'empreinte écologique de FAC.</p>	<p>Cible atteinte :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le fonds AgriEsprit de FAC a versé 1 M\$ en dons, qui ont permis de financer 104 projets d'immobilisations visant à améliorer les collectivités rurales. b) Le Fonds Expression de FAC a distribué un total de 50 000 \$ à des projets qui contribuent à la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire et qui aident les résidants à faire valoir la diversité culturelle et linguistique de leur région. c) Le Fonds FAC de Regina a investi 100 000 \$ pour appuyer 18 projets d'amélioration des collectivités mis en œuvre par des organismes de bienfaisance et des sociétés à but non lucratif de Regina. <p>Conforme au plan : FAC a fait appel aux services d'une société externe afin de mesurer la composition des déchets au siège social. Les services d'un ingénieur-conseil ont été retenus afin d'établir une mesure de référence des émissions de gaz à effet de serre de FAC pour 2011-2012.</p>

Thème : Expérience client

Les clients vivent l'expérience client unique de FAC et sont des porte-parole passionnés de FAC.

Résultat essentiel

En 2020, FAC offre une expérience client extraordinaire aux clients, aux clients potentiels et aux fournisseurs. L'indice de l'expérience client de FAC est de 65 ou plus.

Résumé des résultats de 2010-2011

FAC a dépassé sa cible pour l'expérience client; plus d'un client sur six lui accordent une note parfaite à ce sujet. Elle est très fière de la confiance et de la loyauté que lui manifestent ses clients.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Indice de l'expérience client	57,94 %	En avance sur la cible avec un résultat de 60,81 %.	58,44 %	Cible dépassée : La cible a été dépassée, avec un résultat de 61,64 %.
Prêts aux jeunes agriculteurs	1,43 G\$	En avance sur la cible avec un résultat de 1,8 G\$. 2009-2010 est un exercice record sur le plan des décaissements aux jeunes producteurs.	1,71 G\$	En retard sur la cible avec un résultat de 1,63 G\$. Au 31 mars 2011, les décaissements nets constituaient 95 p. 100 de la cible.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Être reconnue au Canada pour ses pratiques exemplaires et son offre constante d'une expérience client extraordinaire	Mener une analyse des écarts fondée sur l'indice de l'expérience client dans le but de définir les besoins des clients et de minimiser le manque d'uniformité dans le service à la clientèle.	Conforme au plan : FAC a mené une étude qualitative sur l'expérience client et les modes de prestation pour mieux comprendre ce qui compte le plus pour les clients et ainsi déterminer les modes de prestation à privilégier.
	Définir les attentes relatives aux connaissances agricoles et financières du personnel qui sert directement les clients et les intégrer aux processus de vente afin d'offrir une expérience client extraordinaire.	Conforme au plan : FAC a défini ses attentes relatives aux connaissances du personnel qui sert directement les clients durant leur carrière à FAC. De plus, des présentations intitulées Le savoir comme outil de vente ont été données partout au pays. Une étude a aussi été menée pour connaître les habitudes et les comportements des employés à l'égard des connaissances. Les prochaines étapes incluent la gestion du changement, la sensibilisation ainsi que le recensement des lacunes en matière de connaissances.
Contribuer à la réussite de l'industrie agricole et agroalimentaire en servant l'ensemble de la chaîne de valeur	Mener une campagne de sensibilisation dans les marchés de l'agroalimentaire et de l'agroentreprise.	Cible atteinte : La campagne publicitaire sur l'Agri-valeur a été menée et des publicités prenant la forme de témoignages de clients sont parues dans des publications clés de l'industrie partout au pays.
	Donner aux employés des compétences, des produits et des services adaptés aux besoins uniques des agroentrepreneurs et des exploitants d'entreprises agroalimentaires.	Cible atteinte : Un examen sommaire des produits a été effectué. Les directeurs de produits ont aidé les employés à mieux connaître les produits et services offerts par FAC. Les directeurs des relations d'affaires de l'Agri-valeur ont reçu des trousseaux personnalisés répondant aux besoins particuliers des clients.
Faciliter les processus à suivre par les clients pour faire affaire avec FAC	Élargir la gamme de modes de prestation en offrant des options supplémentaires aux clients au moyen des Centres de service à la clientèle.	Cible atteinte : Le projet pilote de traitement des demandes de prêts sur garantie immobilière par les Centres de service à la clientèle (CSC) est terminé et s'est avéré une réussite. Plus de 100 demandes de prêts ont été acheminées aux CSC. Nous avons défini les besoins d'affaires et techniques afin de gérer les relations avec les clients, et nous avons mis en œuvre des solutions.
	Créer une stratégie pour le Web et des modes de prestation électroniques afin d'accroître la capacité des clients et des partenaires de faire affaire avec FAC par voie électronique.	Cible atteinte : Pour mettre en œuvre les stratégies établies, nous avons mis sur pied un comité de gouvernance du Web et des modes de prestation en ligne. Des interdépendances essentielles ont été relevées entre les applications prévues pour le Web, les services en ligne et l'intranet, et les applications mobiles futures.

Thème : Efficience et exécution

L'agilité de FAC dans ses processus de prise de décision et son infrastructure technique et opérationnelle facilite les processus d'affaires pour les clients et les employés.

Résultat essentiel

En 2020, FAC est perçue comme un organisme efficient, efficace et agile par les clients, les partenaires d'affaires et les employés.

Résumé des résultats de 2010-2011

FAC a dépassé les cibles d'indicateurs de la facilité de faire des affaires, tant du point de vue des clients que des employés. Elle a aussi dépassé la cible du pointage de maturité de la gestion de projets. La mise en place du programme de transformation des affaires et de la technologie progresse bien. FAC continue de trouver des moyens de maximiser ses résultats.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Indice de l'expérience client (indicateur de la facilité de faire des affaires) ¹	52,57 %	En avance sur la cible avec un résultat de 58,08 %. Cela signifie que 6 répondants sur 10 ont accordé à FAC une note parfaite.	53,07 %	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 59,85 %.
Engagement des employés (indicateurs de la facilité de faire des affaires) ²	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	En retard sur la cible avec un résultat de 77,8 %. La moyenne des 50 employeurs de choix était de 78,8 %.	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 78,8 %. Le pointage de la facilité de faire des affaires est constitué de la moyenne des résultats obtenus à cinq facteurs issus du sondage sur l'engagement des employés. Le résultat obtenu par les 50 employeurs de choix était de 77,6 %.
Maturité de la gestion de projets ³	Pointage de maturité de la gestion de projets de 37 %	En avance sur la cible avec un résultat de 43 %.	Pointage de maturité de la gestion de projets de 40 %	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 51 %.

Notes :

- 1) Indicateur de la facilité de faire des affaires : pourcentage des clients qui répondent 5 (note maximale) sur une échelle de 1 à 5 à la question suivante : Est-il facile de faire affaire avec FAC?
- 2) Les indicateurs de la facilité de faire des affaires sont : les collègues, l'environnement de travail physique; les ressources; les processus de travail; les tâches.
- 3) L'indice de maturité est fondé sur le pointage de gestion de projet OPM3 de ProductSuite.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Optimiser la façon dont FAC fait des affaires	Terminer la mise en place du programme de transformation des affaires et de la technologie (programme BK)	Cible atteinte (avec ajustements) : Au 31 mars 2011, après 51 mois d'existence, le programme BK était achevé à 88 %. Les travaux ont progressé à un bon rythme, mais des modifications ont dû être apportées aux plans de déploiement. Par conséquent, la conversion des prêts multiples est prévue pour octobre 2011. Elle accuse donc un retard d'un mois par rapport à l'estimation initiale.
Déterminer les fonctions, les services et les processus qui pourraient être assurés par d'autres méthodes de prestation ou partenariats		<p>Conforme au plan : La TI a émis une demande de propositions afin d'impartir l'infrastructure du réseau à un nouveau fournisseur. FAC a choisi un fournisseur privilégié, et un contrat devrait être conclu avec lui d'ici juillet 2011.</p> <p>D'autres exemples d'initiatives sont notamment la reconception du processus de vérification, la recherche d'une nouvelle méthode de recrutement d'employés potentiels et de nouveaux modes de distribution pour la vente de logiciels (détailleurs agricoles).</p>
Optimiser la façon dont FAC fait des affaires en faisant un examen d'optimisation de la société dans son ensemble		<p>Cible atteinte : Une étude d'optimisation externe a été menée et a permis de conclure que FAC exerce ses activités avec beaucoup d'efficience. Des idées pour d'autres travaux d'exploration ont été proposées. Cette année, l'Équipe des cadres dirigeants a commandé l'exécution d'un projet visant à évaluer formellement ces possibilités. Un plan de projet et une méthodologie ont été élaborés, et plusieurs possibilités ont été évaluées.</p> <p>Des processus et plusieurs politiques ont été finalisés dans le cadre du projet de reconception des processus d'affaires pour les Alliances.</p> <p>Un nouveau modèle d'interaction d'affaires a été déployé afin de redéfinir la façon dont la TI interagit avec les autres divisions de FAC.</p> <p>Au T2, FAC a terminé la première phase du projet de remplacement de VAL. Ce système appuie la politique de FAC sur l'évaluation, qui établit les normes, les critères et les processus à suivre pour évaluer les actifs qui sont pris en garantie pour les prêts. La deuxième phase de ce projet sera terminée en 2011-2012.</p>

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Optimiser la façon dont FAC fait des affaires	Améliorer la maturité de gestion de projets, notamment en ce qui concerne la réalisation des bénéfices.	<p>Cible dépassée : avec un résultat de 51 %. Les travaux exhaustifs du Bureau de gestion des projets d'entreprise (BGPE) et de la TI ont consisté notamment à mettre à exécution un plan de communication. Les messages de ce plan portaient sur l'importance de gérer les ressources, sur ses avantages et sur les services conseils que peut offrir le BGPE. Le Bureau a entamé les consultations auprès de plusieurs unités afin de les aider à comprendre et à mettre en place les mesures de gestion des ressources dans leur équipe.</p> <p>Depuis le 1^{er} octobre 2010, les projets applicables doivent respecter le processus de réalisation des avantages.</p>
	Élaborer un plan détaillé de gestion de l'information d'entreprise, y compris la gestion du contenu.	<p>Conforme au plan : Les démarches visant à étudier cette possibilité nécessiteront la mise en place d'un programme pluriannuel comportant plusieurs projets. FAC a investigué le programme de gestion de l'information d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et son système AgriDoc et a conclu qu'elle pourrait tirer profit de ces travaux.</p>
Assurer la continuité des activités	Améliorer les plans d'atténuation des effets d'une pandémie H1N1 ou d'autres interruptions imprévues des activités.	<p>Conforme au plan : La menace d'une pandémie n'a pas été sentie en 2010-2011, mais continue de faire l'objet d'un suivi. Le plan de continuité des activités de FAC a été mis à jour. Cependant, aucun changement significatif n'a été apporté à la section portant sur les pandémies.</p>
Mettre en œuvre une stratégie Web et de prestation en ligne	Mettre en œuvre une stratégie Web et de prestation en ligne pour accroître la présence de FAC sur le Web.	<p>Conforme au plan : Une stratégie Web a été approuvée, un comité de gouvernance a été mis sur pied et des principes directeurs ont été établis. La collecte de données sur les exigences d'affaires est en cours.</p>
	Élaborer un plan pour améliorer la prestation par voie électronique de produits et services.	<p>Conforme au plan : La stratégie a été mise en œuvre, la recherche a été menée et la restructuration a été effectuée.</p>

Thème : Culture et expérience employé

La culture à rendement élevé de FAC et l'engagement profond de son personnel font ressortir le meilleur de chacun, ce qui fait de FAC un employeur de choix.

Résultat essentiel

En 2020, FAC est un employeur de choix qui offre un leadership inspirant et propose des possibilités de croissance professionnelle pour toute personne qui recherche l'excellence. FAC atteindra un pointage d'engagement des employés égal ou supérieur au pointage moyen des 50 employeurs de choix au Canada.

Résumé des résultats de 2010-2011

La grande importance accordée par FAC à sa culture interne a contribué à l'engagement élevé de son personnel et à une expérience employé positive. Plusieurs initiatives ont été entreprises en 2010-2011, notamment une stratégie pour la santé et le mieux-être et un nouveau programme de leadership. Un nouveau système de gestion de l'apprentissage a été déployé, qui permet à chaque employé de faire le suivi de sa formation et de son perfectionnement.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Indice d'engagement des employés	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	En avance sur la cible avec un résultat de 86 %. La moyenne des 50 employeurs de choix était de 80 %.	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 82 %. La moyenne des 50 employeurs de choix était de 78 %.
Engagement des employés – indicateurs de l'expérience employé ¹	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	En avance sur la cible avec un résultat de 78,2 %. La moyenne obtenue par les 50 employeurs de choix était de 75,4 %.	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 75,4 %. L'indice de l'expérience employé se compose de la moyenne des résultats obtenus à cinq facteurs précis. La moyenne obtenue par les 50 employeurs de choix était de 74,2 %.
Engagement des employés – indicateurs du leadership ²	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	En avance sur la cible avec un résultat de 79 %. La moyenne obtenue par les 50 employeurs de choix était de 73,2 %.	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 73,2 %. L'indice de leadership se compose de la moyenne des résultats de cinq facteurs issus du sondage annuel sur l'engagement des employés. La moyenne obtenue par les 50 employeurs de choix était de 71,4 %.

Notes :

1) Indicateurs de l'expérience employé – le pointage correspond à la moyenne des pointages obtenus pour les facteurs suivants : possibilités de carrière; apprentissage et perfectionnement; motivation intrinsèque; gestion du rendement; équilibre travail-vie personnelle.

2) Indicateurs de leadership – le pointage correspond à la moyenne des pointages obtenus pour les facteurs suivants : leadership de la haute direction; gestionnaire; reconnaissance; possibilités de carrière; gestion du rendement.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Maintenir et améliorer l'expérience employé de FAC	Perfectionner les compétences des employés en matière de rétroaction et d'encadrement	<p>Cible atteinte : En 2010-2011, 936 employés ont suivi la formation sur le leadership personnel intitulée « Le leader en vous ».</p>
	Mettre en œuvre la stratégie de santé et de mieux-être des employés	<p>Cible atteinte : Nous avons établi un compte de mieux-être des employés le 1^{er} janvier 2011. Les contrats avec le nouveau fournisseur du Programme d'aide aux employés et à leur famille (PAEF) ont été négociés.</p> <p>Les modules d'apprentissage sur les régimes de retraite à cotisations et à prestations déterminées ont été créés.</p>
	Maintenir et améliorer l'expérience employé de FAC en préparant et en mettant en œuvre les réponses de la société aux points soulevés par le sondage sur l'engagement des employés	<p>Cible atteinte : Une stratégie fondée sur les résultats du sondage sur l'engagement des employés a été approuvée, tout comme des plans d'action à l'échelle de FAC. La stratégie est axée sur l'amélioration des aptitudes en leadership de chaque leader de FAC.</p> <p>Le jour du recensement de FAC sur la diversité a eu lieu le 19 octobre. Le taux de réponse a été de 80 %. Des événements ayant pour but de sensibiliser les employés à la diversité ont eu lieu au siège social. Les Ressources humaines ont participé à un programme de placement professionnel d'une durée de six semaines offert par la Regina Open Door Society. Une formation sur la sensibilisation aux diverses cultures a été donnée aux gestionnaires qui participaient au programme d'emploi d'été pour les étudiants autochtones. Un partenariat a été établi avec la Regina Aboriginal Professionals Association dans le but de mettre en œuvre des plans de célébration de la Journée nationale des Autochtones, le 21 juin 2011.</p>

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Améliorer les aptitudes au leadership	Instaurer un nouveau programme de perfectionnement en leadership	Cible atteinte : Un nouveau programme de perfectionnement du leadership a été instauré. Le programme « Les cinq principes du leadership » a été offert à 120 dirigeants.
	Voir à ce que des pratiques de gestion du changement efficaces soient en place au moment de la mise en œuvre d'initiatives	Cible atteinte : Des séances de consultation sur la gestion du changement et la communication ont eu lieu en cours d'exercice. Un nouvel outil renfermant les messages clés au sujet des initiatives de changement a été lancé afin d'aider les dirigeants à communiquer les changements.
Fournir de la formation et des connaissances qui permettent la croissance continue des employés	Mettre en œuvre la phase suivante de la stratégie d'apprentissage de FAC	Cible atteinte : Le Système de gestion de l'apprentissage (SGA) a été lancé. Le SGA est un nouveau système qui permet aux employés de consulter toutes les occasions d'apprentissage à FAC, de s'y inscrire et d'en faire le suivi. Les plans de gestion des effectifs de division ont été finalisés et celui de l'effectif de la société a été approuvé.

Thème : Solidité financière

FAC est financièrement viable et autonome à long terme, et elle investit beaucoup dans l'agroindustrie. Elle fait également appel à des partenariats précieux.

Résultat essentiel

En 2020, le bilan de FAC est solide, son portefeuille dans le domaine de l'agriculture, de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire est diversifié, et le rendement de ses capitaux propres est de 12 p. 100.

Résumé des résultats de 2010-2011

En 2010-2011, FAC a atteint ou dépassé toutes ses cibles financières sauf celle pour le capital-risque investi. Plusieurs initiatives ont été entreprises afin de protéger la société grâce à de saines pratiques de gouvernance, de gestion du risque et de conformité. Le cadre de gestion du risque d'entreprise (GRE) a été mis à jour afin d'y intégrer davantage une stratégie, des processus et des politiques. Un programme de sécurité d'entreprise a été élaboré afin de protéger le fonds de renseignement, les actifs physiques et le personnel de FAC. Le plan de conversion aux normes internationales d'information financière (IFRS) a été mis à exécution, et FAC est prête à produire ses rapports conformément à ces nouvelles normes.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Bénéfice net ¹	226,8 M\$	En avance sur la cible avec un résultat de 280,2 M\$.	318,4 M\$	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 459,2 M\$. Ce résultat est principalement attribuable à un écart favorable au titre de la charge pour pertes sur créances, en raison surtout des mises à jour et des ajustements apportés au modèle de provision et au risque de portefeuille moins élevé que prévu. Des écarts favorables au titre des marges d'intérêt nettes et des frais d'administration contribuent également à ce résultat.
Rendement des capitaux propres ¹	11,2 %	En avance sur la cible avec un résultat de 14,0 %.	14,5 %	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 19,5 %. Ce dépassement est attribuable au bénéfice net supérieur à la cible.
Ratio d'efficience ²	47,2 %	En avance sur la cible avec un résultat de 41,2 %.	41,6 %	Cible dépassée : La cible a été dépassée avec un résultat de 35,9 %. Ce dépassement est principalement attribuable à l'écart favorable au titre des intérêts créditeurs nets, auquel s'ajoutent des frais d'administration inférieurs à la cible.
Ratio de levier ^{1,3}	7,5:1	En retard sur la cible avec un résultat de 8,4:1.	8,1:1	Cible atteinte : La cible a été dépassée avec un résultat de 7,4:1. Ce dépassement s'explique par des capitaux propres supérieurs à la cible et par la nécessité moindre d'emprunter des fonds.

Notes :

1) Le bénéfice net et le total du passif et des capitaux propres ont été rajustés pour tenir compte de la présentation actuelle de la participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables.

2) Le ratio d'efficience a été revu de manière à y inclure les dépenses au titre de l'engagement en agriculture.

3) Les prêts, le total de l'actif et le total du passif de 2010 ont été redressés à la suite d'un ajustement sur exercices antérieurs.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2009-2010	Résultats de 2009-2010	Cibles de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Croissance du portefeuille ^{3,4}	Financement de la production primaire : 5,24 %	En avance sur la cible avec un résultat de 13,69 %	7,7 %	Cible dépassée : La cible a été atteinte avec un résultat de 7,9 %. Cela est principalement attribuable à des paiements anticipés inférieurs à la cible, contrebancés en partie par des remboursements de capital supérieurs à la cible.
	Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire : 10,26 %	En avance sur la cible avec un résultat de 23,18 %		
Capital-risque investi	67,3 M\$	En avance sur la cible avec un résultat de 69,0 M\$	92,4 M\$	En retard : La cible n'a pas été atteinte avec un résultat de 66,1 M\$. L'investissement total est inférieur à la cible, ce qui est principalement attribuable au fait que des occasions de placement avantageuses pour le fonds Avrio ne se sont pas présentées assez tôt durant l'exercice.

Notes :

3) Les prêts, le total de l'actif et le total du passif de 2010 ont été redressés à la suite d'un ajustement sur exercices antérieurs.

4) La mesure de la croissance du portefeuille a été mise à jour. Elle est maintenant fondée sur la croissance totale du portefeuille, et a été déplacée sous le thème de la solidité financière en 2010-2011.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
Établir un cadre de gestion financière qui cible la croissance, le risque, les marges et le rendement du portefeuille	Poursuivre la mise en œuvre d'un cadre de gestion du capital économique.	<p>Cible atteinte : Un cadre de gouvernance et de responsabilisation a été établi. Un rapport préliminaire sur les achats de réduction du taux d'intérêt a été présenté au Comité de gestion de l'actif-passif. Pour mesurer le risque de marché du cadre de gestion du capital économique, FAC a créé une validation indépendante du modèle utilisé pour calculer la valeur à risque et de ses résultats.</p> <p>Des recherches initiales ont été entamées sur un cadre global de gestion du capital. La phase de recherche du projet se prolongera jusqu'en juin 2011 et l'élaboration du cadre se poursuivra jusqu'en décembre 2011.</p>
	Évaluer et mettre à jour la culture et les pratiques de risque de crédit en fonction de l'évolution de la conjoncture.	<p>Cible atteinte : L'énoncé sur la culture de prêt a été réitéré dans des communications continues. Selon les résultats d'un sondage interne, la majorité des employés estiment qu'ils reçoivent des messages cohérents au sujet de la gestion du risque, de la tarification et de la croissance. Les résultats du sondage révèlent aussi que FAC continue de maintenir un équilibre entre la croissance, le risque et le profit, tout en augmentant intentionnellement la qualité.</p>
Protéger la société grâce à de saines pratiques de gouvernance, de gestion du risque et de conformité	Continuer la mise en œuvre de contrôles internes améliorés.	<p>Conforme au plan : Une analyse de l'ensemble des données de l'environnement de contrôle des processus liés au programme BK a été effectuée et les observations qui en découlent sont intégrées aux processus d'entreprise.</p>
	Mettre à jour le cadre de gestion du risque d'entreprise.	<p>Conforme au plan : Le cadre de GRE est en voie d'intégrer davantage la GRE dans les processus et les politiques de la société, et d'améliorer la culture de risque. Des recherches ont été menées sur la propension au risque de la société.</p>

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives de 2010-2011	Résultats de 2010-2011
	Améliorer les mesures de sécurité d'entreprise.	Conforme au plan : Un programme de sécurité d'entreprise a été créé pour protéger les fonds de renseignement, les actifs physiques et le personnel de FAC selon une approche coordonnée et axée sur le risque, à l'échelle de la société. Ce programme comporte quatre volets : gouvernance/politique; classification des produits d'information; sécurité des installations et du personnel; assurance relative aux programmes. Des politiques à l'échelle de la société ont été préparées pour les quatre volets.
	Mettre en œuvre les changements aux politiques et aux processus afin qu'ils soient conformes aux nouvelles IFRS.	En avance sur la cible : Le bilan d'ouverture a été dressé selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les changements apportés aux conventions comptables en raison de la transition, ainsi que les exigences clés de divulgation par la direction ont été présentés au Comité de vérification du Conseil d'administration. Une nouvelle exigence de divulgation trimestrielle, instaurée par le Secrétariat du Conseil du Trésor, a eu pour résultat de devancer les échéances des IFRS de neuf mois. Tous les livrables requis pour mettre en œuvre les IFRS ont été fournis. Tous les processus requis pour dresser le premier groupe d'états financiers conformes aux IFRS ont passé les tests avec succès. Ces processus passeront maintenant au statut d'activités courantes et seront surveillés dans les règles.

Examen des résultats financiers

Résultats financiers par rapport au plan

Chaque année, dans le cadre de son processus de planification stratégique, FAC établit un plan d'entreprise détaillé qui comprend des cibles qui se rattachent à diverses mesures financières pour l'exercice à venir. Le tableau ci-dessous permet de comparer les résultats réels aux cibles du plan pour l'exercice 2010-2011.

Croissance rentable et gestion financière efficace

(millions de dollars, sauf indication contraire)	Réal. 2011	Plan 2011
Croissance du portefeuille		
Prêts	21 334,5	21 057,1
Taux de croissance des prêts (%)	7,9	7,7
Décaissements nets	6 153,2	6 089,9
Capital-risque		
Placements – total du capital en cours	66,1	92,4
Placements – valeur comptable	58,0	83,3
Logiciels de gestion FAC		
Produit net tiré des ventes	1,8	1,7
Assurance FAC		
Produit brut tiré de l'assurance	18,1	17,0
Produit net tiré de l'assurance	11,1	8,5
Rentabilité du portefeuille		
Intérêts créditeurs nets	738,5	697,4
Marge d'intérêt nette (%)	3,44	3,35
Qualité du crédit		
Prêts en souffrance	41,7	72,9
Prêts douteux	241,4	294,8
Charge pour pertes sur créances	27,9	95,4
Provision pour pertes sur créances	586,2	715,9
Efficience		
Frais d'administration	270,8	294,2
Ratio d'efficience (%)	35,9	41,6
Gestion du capital		
Ratio de levier (\$ de dette par \$ de capitaux propres)	7,4	8,1
Résultats de l'actionnaire		
Bénéfice net	459,2	318,4
Rendement des capitaux propres (%)	19,5	14,5

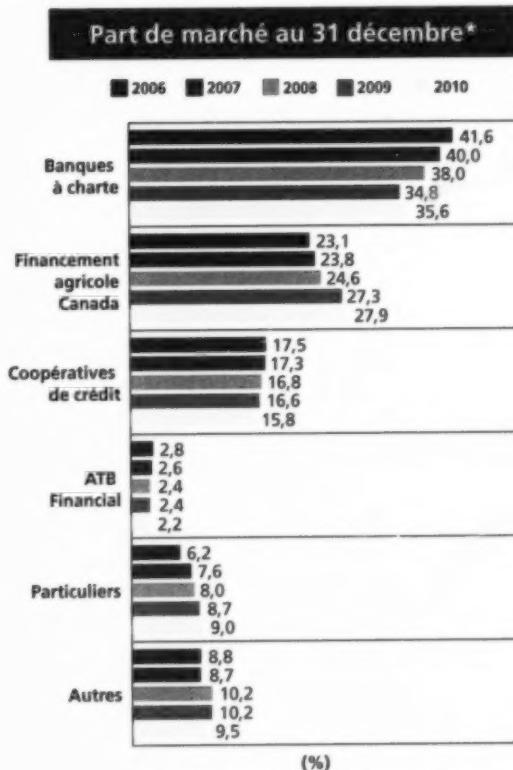
Résultats financiers par rapport à l'exercice précédent et perspectives

Le reste du Compte rendu analytique de la direction se veut un examen des résultats sur douze mois ainsi que des attentes relatives aux résultats de 2011-2012 de FAC.

Croissance du portefeuille

Part de marché

Selon Statistique Canada, la dette agricole en cours a augmenté de 6,1 p. 100 et a atteint 66,4 milliards de dollars en 2010. La part de FAC de ce marché est passée de 0,6 à 27,9 p. 100 en 2010 pour se chiffrer à 18,5 milliards de dollars. Ce résultat positionnait FAC en deuxième place, la part la plus importante de 23,6 milliards revenant aux banques à charte.



*Les résultats historiques sont également mis à jour chaque année par Statistique Canada.

Activités de prêt

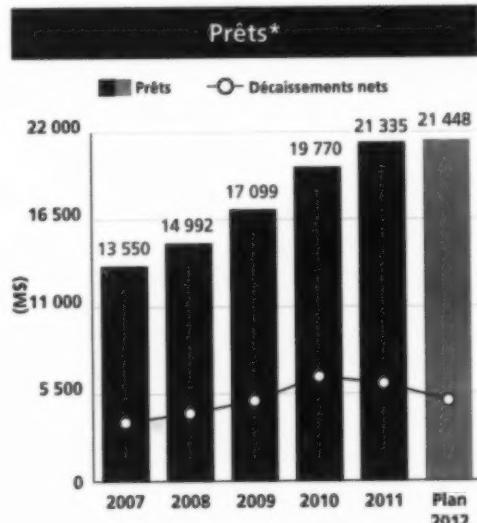
Les activités de prêt de FAC sont regroupées dans les champs d'activité suivants : le financement de la production primaire, le financement de

l'agroentreprise et de l'agroalimentaire et les Alliances FAC (financement au point de vente) (se reporter à la section Champs d'activité à la page 52).

En 2010-2011, FAC a connu sa dix-huitième année consécutive de croissance. Le montant de ses prêts a augmenté de 1 565 millions de dollars, pour s'établir à 21 335 millions (19 770 millions en 2009-2010). Le taux de croissance du portefeuille, qui s'est chiffré à 7,9 p. 100, a ralenti en raison des niveaux de décaissements inférieurs. Les décaissements nets ont diminué de 433 millions de dollars ou 6,6 p. 100 par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 6 153 millions en 2010-2011. Le taux de renouvellement a augmenté de 0,4 p. 100, pour s'établir à 97,7 p. 100, ce qui a contribué à la croissance du portefeuille de prêts. Ce résultat est contrebalancé par une augmentation des remboursements anticipés durant l'exercice, dont le taux a augmenté de 0,3 p. 100 pour atteindre 5,4 p. 100.

Cette croissance des prêts est surtout attribuable aux décaissements aux producteurs primaires de tous les principaux secteurs. La production primaire et le financement au point de vente représentent 83,4 p. 100 des décaissements nets de FAC.

La croissance devrait continuer de ralentir en 2011-2012, compte tenu d'une augmentation des prêts de 113 millions de dollars, soit un taux de croissance de 0,5 p. 100. Il est possible d'attribuer cette diminution du taux de croissance à une baisse anticipée des décaissements nets (766 millions), lesquels devraient s'établir à 5 387 millions de dollars en 2011-2012. Le taux de renouvellements devrait diminuer légèrement pour s'établir à 96,0 p. 100 en 2011-2012, et les paiements anticipés devraient augmenter pour s'établir à 6,5 p. 100.



*Les prêts de 2010 ont été redressés à la suite d'un ajustement sur exercices antérieurs.

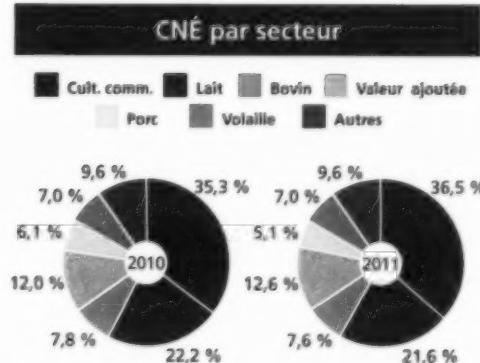
Croissance du portefeuille par secteur

FAC accorde du financement dans tous les secteurs de l'agriculture, ce qui lui permet de diversifier son portefeuille de prêts et de réduire les risques associés à certains secteurs en particulier. Ces pratiques s'inscrivent dans les thèmes stratégiques qui portent sur l'engagement envers l'agriculture et la solidité financière et permettent une gestion efficace du risque afin d'assurer la viabilité à long terme de FAC.

Par rapport à l'exercice précédent, les décaissements nets enregistrés en 2010-2011 ont diminué dans tous les secteurs principaux sauf celui de la valeur ajoutée, qui a connu une augmentation de 3,8 p. 100. Le secteur de la valeur ajoutée comprend la transformation et les activités à l'appui des secteurs de production primaire. Les baisses les plus importantes des décaissements nets ont été enregistrées dans les secteurs du porc et du lait, qui ont connu des baisses respectives de 29,0 et 21,3 p. 100.

Bien que les décaissements nets aient diminué dans la plupart des principaux secteurs, par rapport à 2009-2010, cette baisse a été contrebalancée par une diminution des autres activités du portefeuille, notamment les paiements de capital et les remboursements nets, ce qui s'est soldé par une croissance du CNÉ dans tous les secteurs sauf celui du porc. Ce dernier a diminué, passant de 6,1 à 5,1 p. 100 du CNÉ total de FAC. Sur 12 mois, le CNÉ a augmenté dans les secteurs laitier et bovin, mais leur part respective a diminué de 22,2 à 21,6 p. 100 et de 7,8 à 7,6 p. 100 du CNÉ total.

Le secteur des cultures commerciales continue de représenter le secteur qui contribue le plus au CNÉ et aux décaissements nets de FAC en 2010-2011, soit 36,5 p. 100 du CNÉ total.



Décaissements nets par secteur

	2007	2008	2009	2010	2011
Cult. comm.	1 403	1 708	1 853	2 784	2 691
Lait	615	633	872	1 034	814
Bovin	422	433	467	621	619
Valeur ajoutée	360	448	683	986	1 023
Porc	216	218	190	255	181
Volaille	228	228	313	358	322
Autres	471	617	690	547	503

(M\$)

Croissance du portefeuille par région géographique

En prêtant à tous les secteurs de l'industrie agricole à l'échelle du Canada, FAC répartit les risques sur une base géographique tout en faisant la promotion de l'agriculture à titre d'industrie solide et dynamique à l'échelle du pays. FAC possède plus de 100 bureaux d'un océan à l'autre afin de servir ses clients.

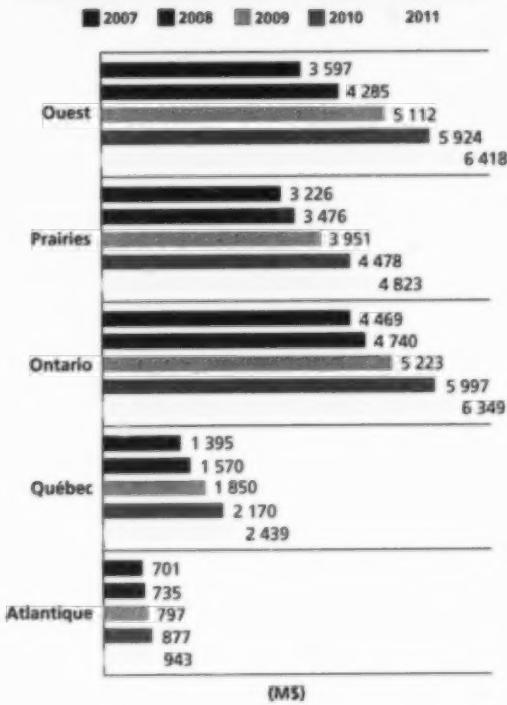
En 2010-2011, FAC a enregistré une augmentation de son CNÉ dans toutes les régions du Canada. Le Québec et l'Ouest sont à nouveau les régions qui ont connu les hausses les plus marquées, soit de 12,4 et 8,3 p. 100, respectivement.

En 2010-2011, les décaissements nets ont diminué dans les régions de l'Ouest, des Prairies et de l'Ontario, et ont augmenté dans les régions du Québec et de l'Atlantique. La diminution la plus marquée a été enregistrée dans la région de l'Ontario, où les décaissements nets ont baissé de 21,9 p. 100.

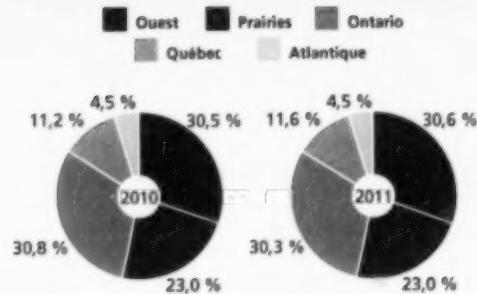
Les régions de l'Ouest et des Prairies détiennent plus de la moitié du CNÉ et des décaissements nets. Leur part globale des décaissements nets a augmenté, de 1,1 p. 100 en 2009-2010 pour s'établir à 58,0 p. 100.

La région de l'Ouest a été la plus grande contributrice au CNÉ en 2010-2011, sa part ayant augmenté de 0,1 p. 100. La part respective de l'Ontario a diminué de 0,5 p. 100.

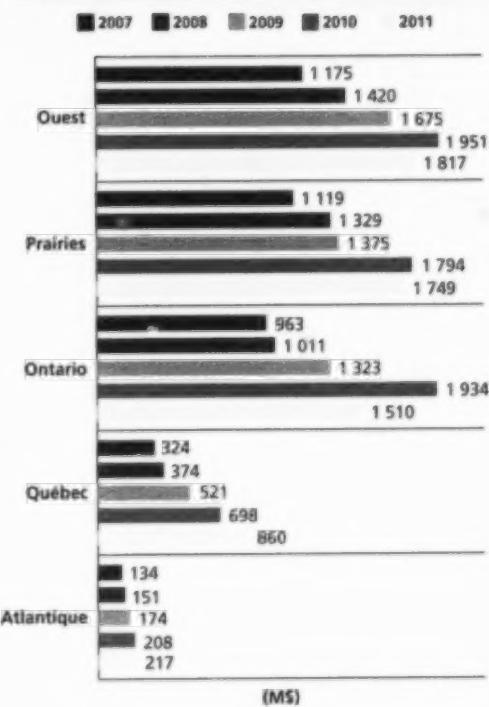
CNÉ par région



CNÉ par région



Décaissements nets par région



Champs d'activité

FAC fournit du financement, de l'assurance, des logiciels de gestion, de l'information et des produits et services d'apprentissage à plus de 100 000 clients aux quatre coins du pays par l'intermédiaire de ses divers champs d'activité :

- Financement de la production primaire
- Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire
- Alliances FAC
- Investissement FAC
- Assurances FAC
- Apprentissage FAC
- Logiciels de gestion FAC

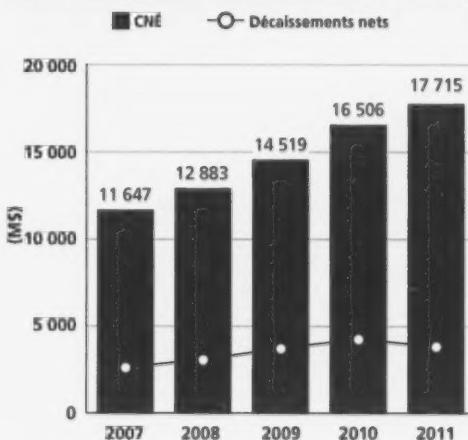
Tous les produits offerts par l'intermédiaire de ces champs d'activité sont conçus sur mesure pour répondre aux besoins de l'agriculture canadienne. Les produits de prêt standards comprennent les prêts à taux d'intérêt variable ou fixe et sont assortis de diverses options sur le plan du terme, de l'amortissement et de la fréquence des paiements. Les autres produits de prêt offerts comprennent des prêts qui présentent des caractéristiques comme le report des paiements de capital ou d'intérêt, des prêts renouvelables garantis et non garantis qui peuvent être remboursés progressivement et faire l'objet de nouvelles avances au besoin, des prêts dont le taux d'intérêt est lié à la cote de solvabilité du client et des prêts dont le calendrier de remboursement est personnalisé en fonction des flux de trésorerie typiques des secteurs. FAC offre du financement sur garantie immobilière et mobilière, sous forme de prêts et de crédits-bails.

Financement de la production primaire accorde des prêts aux producteurs primaires et représente le plus

important champ d'activité de FAC. Les clients de ce champ d'activité produisent des matières premières telles que les cultures céréalières, le lait, les fruits et les légumes et font l'élevage de bovins, de porcs, de volaille, de moutons et d'autres espèces de bétail. Ce champ d'activité comprend en outre, mais sans s'y limiter, le financement accordé aux vignobles, aux serres et aux exploitations forestières et aquicoles.

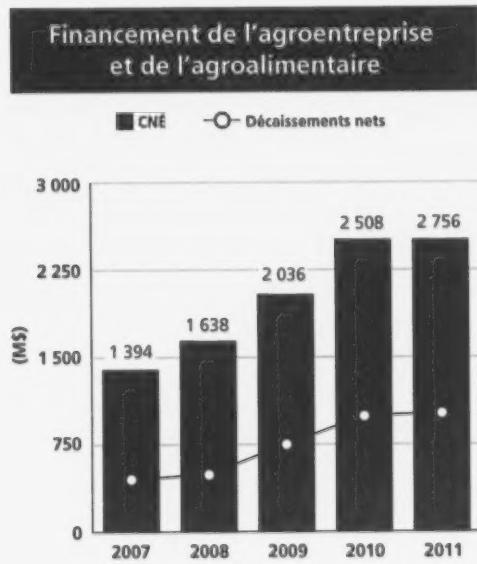
La production primaire représente 84,5 p. 100 du CNÉ total de FAC en 2010-2011. Le CNÉ s'est élevé de 1 209 millions de dollars, portant le portefeuille à 17 715 millions. Le taux de croissance du CNÉ a baissé de 13,7 p. 100 au dernier exercice à 7,3 p. 100 en 2010-2011. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse de 10,1 p. 100 des décaissements nets, lesquels se sont établis à 3 828 millions de dollars en 2010-2011.

Financement de la production primaire



Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire regroupe les clients qui fournissent un appui direct aux producteurs primaires. Cette clientèle se compose typiquement de fournisseurs ou de transformateurs qui vendent des produits aux producteurs primaires, leur en achètent ou leur offrent des services. Ces clients comprennent, entre autres, les fabricants d'équipement, les concessionnaires, les fournisseurs d'intrants, les grossistes, les entreprises de marketing et les transformateurs.

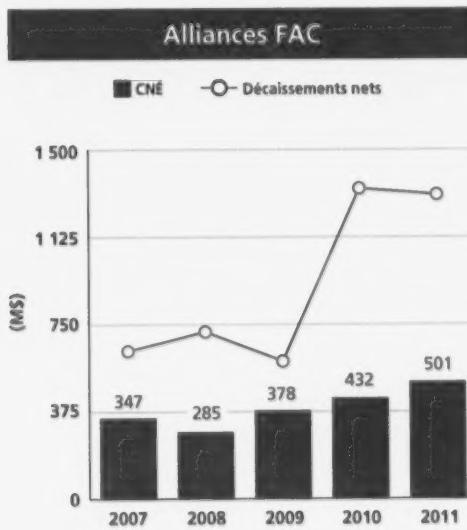
Le secteur de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire a enregistré une croissance de 9,9 p. 100 portant son CNÉ à 2 756 millions de dollars. Les décaissements nets ont augmenté de 2,5 p. 100 pour s'établir à 1 019 millions de dollars.



La stratégie de FAC est de créer un portefeuille optimal pour le Financement de la production primaire et pour le Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire. Cette stratégie établit un juste équilibre entre la croissance et les occasions du marché, le volume et la marge.

Alliances FAC est responsable de la majeure partie du financement de FAC destiné à l'achat d'équipement, d'intrants de culture et d'animaux au point de vente. Ce champ d'activité permet à FAC de prêter à des clients de l'industrie agricole par l'intermédiaire d'un réseau de partenaires agricoles ou financiers, dont des concessionnaires d'équipement, des détaillants d'intrants de culture, des négociants d'animaux et des fabricants. Grâce à ce réseau, FAC est en mesure de fournir des produits et des services à ses clients de façon efficace et efficiente.

Le champ d'activité des Alliances de FAC a connu une croissance de 16,0 p. 100 portant son CNÉ à 501 millions de dollars. En 2010-2011, les décaissements nets ont diminué de 2,0 p. 100 pour s'établir à 1 306 millions de dollars. Les décaissements en cours d'exercice ont dépassé le CNÉ en fin d'exercice en raison de la nature à court terme des produits de financement dans ce secteur.



Investissement FAC est le champ d'activité de FAC axé sur le capital-risque. Son objectif est de répondre au besoin croissant de l'industrie agricole pour de nouvelles sources de financement.

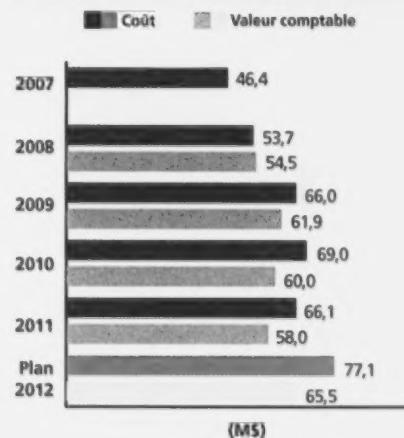
Le portefeuille de capital-risque comprend les placements effectués directement par FAC (Fonds FAC) et ceux effectués par l'intermédiaire du fonds Avrio Ventures Limited Partnership (Fonds Avrio). En 2006, FAC a investi 50 millions de dollars dans ce fonds et a attiré un investissement supplémentaire de 25 millions de dollars d'autres associés commanditaires intéressés à investir dans l'industrie agricole. Le fonds a pour objectif d'investir dans des entreprises, de l'étape de commercialisation à celle de croissance dans les secteurs des bioproduits industriels, de la technologie alimentaire et des ingrédients nutraceutiques.

En 2010-2011, FAC a réalisé un produit de 4,4 millions de dollars, provenant principalement de la participation dans une entité émettrice sur laquelle la société exerce une influence importante et des intérêts gagnés sur des placements dans des titres de créance. La valeur comptable du portefeuille de capital-risque total de 58,0 millions de dollars tient compte des 18,7 millions détenus directement par FAC et des placements totalisant 39,3 millions détenus dans le Fonds Avrio. Au cours de l'exercice 2010-2011, de nouveaux placements de 12,1 millions de dollars ont été financés et la valeur comptable du placement sur lequel la société a une influence importante a augmenté de 2,8 millions à la suite de la capitalisation de la participation. Ces hausses ont été contrebalancées par des remboursements et des désinvestissements de 13,3 millions de dollars, des pertes réalisées de 2,2 millions sur les désinvestissements et une diminution de la juste valeur de 1,2 million. Les coinvestisseurs ont versé 1,1 million de dollars supplémentaires en placements individuels effectués au cours de l'exercice. La valeur

comptable des montants de placement est abordée de façon plus détaillée dans les notes complémentaires 9 et 20 des états financiers consolidés.

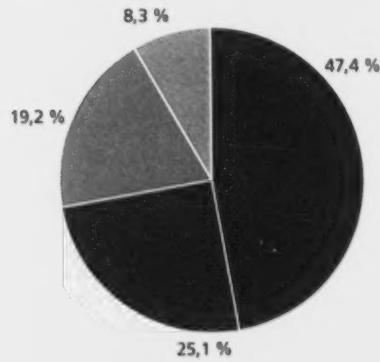
Malgré les échéances et les désinvestissements continuels des placements existants, le portefeuille de capital-risque devrait continuer de croître à mesure qu'Investissement FAC saisit de nouvelles occasions visant à accroître les types de placement et leur montant. Le 17 mars 2011, Avrio Ventures a informé ses commanditaires qu'elle avait respecté les critères d'investissement du Fonds Avrio et qu'elle avait l'intention de créer un deuxième fonds. La société a approuvé un placement dans ce nouveau fonds sous réserve de pouvoir en négocier les modalités et les conditions à la clôture.

Encours des placements de capital-risque



Encours des placements de capital-risque par secteur*

- Agrobiotechnologie
- Production et transformation de produits alimentaires
- Carburants et produits chimiques d'origine biologique
- Production primaire à l'échelle commerciale

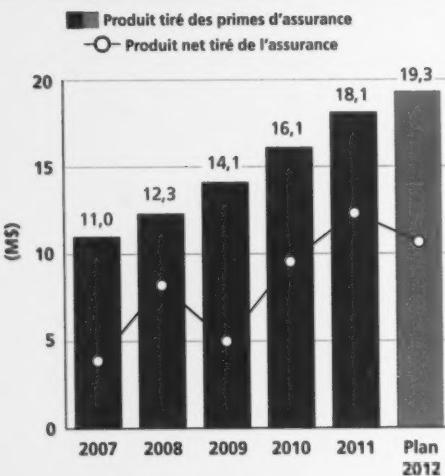


*Placements au coût

Assurances FAC offre des produits d'assurance-vie et d'assurance-accidents du créancier qui protègent ses clients, leur entreprise et leur famille. La Compagnie d'assurance Sun Life du Canada administre les programmes d'assurance de FAC.

Les primes d'assurance-vie, après déduction des demandes d'indemnité, contribuent directement au bénéfice net de FAC. Une augmentation constante du produit tiré des primes d'assurance a été observée au cours des derniers exercices en raison de la croissance du portefeuille de FAC, mais aussi parce qu'une importance particulière est accordée à la protection d'assurance dans l'offre d'une solution de prêt complète au client. Les primes d'assurance-vie ont augmenté pour s'établir à 18,1 millions de dollars en 2010-2011 (16,1 millions en 2009-2010). Le produit net tiré de l'assurance varie d'un exercice à l'autre selon les indemnités versées. En 2010-2011, le total des indemnités engagées s'est établi à 7,0 millions de dollars, comparativement à 7,6 millions à l'exercice précédent, ce qui s'est soldé par un produit net tiré de l'assurance de 11,1 millions de dollars (8,5 millions en 2009-2010).

Produit tiré de l'assurance



Apprentissage FAC est le programme d'information et de formation de FAC et il s'inscrit dans l'engagement de la société à continuer d'investir dans l'agriculture. En 2010-2011, 13 908 personnes ont assisté à l'un des 151 événements de base d'Apprentissage FAC et 15 666 personnes ont participé à 137 événements dans le cadre de programmes dont FAC est un partenaire.

FAC offre plusieurs solutions d'apprentissage destinées à répondre aux besoins sans cesse croissants de connaissances spécialisées des producteurs primaires et des agroentrepreneurs. Ces solutions comprennent :

- des ateliers de gestion et des tournées d'apprentissage;
- les forums FAC;
- des programmes de partenariats avec des partenaires de l'industrie;
- le magazine bimensuel *AgriSuccès* (anciennement désigné sous le nom de *Journal AgriSuccès*);
- le cyberbulletin hebdomadaire *FAC Express*;
- des outils de formation en ligne incluant des webinaires et des vidéos.

Logiciels de gestion FAC est axé sur le développement, la promotion et l'amélioration de logiciels de gestion agricole destinés à l'agriculture canadienne.

Les progiciels offerts par Logiciels de gestion FAC assurent l'avenir de l'agroindustrie en proposant aux agriculteurs des solutions utiles qui les aideront à réussir à long terme. Ces produits comprennent Analyste AgExpert et Gestionnaire de champs PRO. Le logiciel Analyste AgExpert est un logiciel de gestion financière conçu sur mesure pour les agriculteurs. Le logiciel Gestionnaire de champs PRO est un système de tenue de registres sur les champs pour tout type de culture.

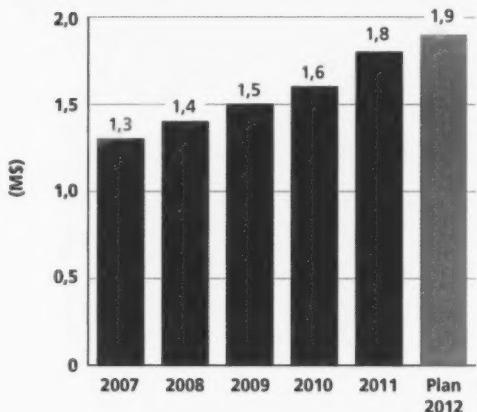
En 2010-2011, le produit net tiré des ventes, y compris le soutien technique, a augmenté de 12,5 p. 100 pour s'établir à 1,8 million de dollars et, selon les prévisions, il atteindra 1,9 million en 2011-2012.

Rentabilité

Intérêts créditeurs nets et marge d'intérêt nette

Les variations de la marge d'intérêt nette et du volume du portefeuille sont les principaux facteurs qui expliquent la hausse des intérêts créditeurs nets. La marge d'intérêt nette doit couvrir le risque de crédit et les frais d'administration et générer un bénéfice suffisant pour permettre à la société de financer sa croissance future.

Produit net tiré des ventes



Le tableau suivant présente des données historiques sur les différentiels de taux d'intérêt et la marge d'intérêt nette. Ces différentiels correspondent à la différence entre les intérêts gagnés sur l'actif productif et les intérêts payés sur le passif portant intérêt.

Marge d'intérêt nette

	2011		2010		2009		2008		2007	
(millions de dollars)	Solde moyen	Taux								
Actif productif :										
Solde du capital de prêts à taux fixe	6 369,6	5,97 %	6 557,1	6,25 %	7 170,2	6,50 %	6 601,5	6,63 %	5 313,9	6,55 %
Solde du capital de prêts à taux variable	13 921,7	3,72 %	11 769,9	3,09 %	8 562,1	4,89 %	7 523,8	6,84 %	7 507,4	6,76 %
Placements	995,9	0,80 %	874,4	0,27 %	711,1	2,50 %	645,5	4,44 %	838,7	4,22 %
Placements de capital risque	50,1	2,06 %	57,8	4,07 %	57,2	5,39 %	54,4	6,46 %	40,9	12,26 %
Total de l'actif productif	21 337,3	4,35 %	19 259,2	4,15 %	16 500,6	5,58 %	14 825,2	6,72 %	13 700,9	6,66 %
Total du passif portant intérêt	18 869,9	1,01 %	17 056,6	1,13 %	14 440,3	2,86 %	12 879,0	4,36 %	11 933,0	4,17 %
Total du différentiel de taux d'intérêt		3,34 %		3,02 %		2,72 %		2,36 %		2,49 %
Impact des éléments ne portant pas intérêt		0,10 %		0,14 %		0,33 %		0,58 %		0,58 %
Marge d'intérêt nette		3,44 %		3,16 %		3,05 %		2,94 %		3,07 %

Les taux d'intérêt sur le total des actifs productifs ont augmenté de 2009-2010 à 2010-2011 en raison de la hausse des taux d'intérêt sur les prêts à taux variable de FAC qui a eu lieu lorsque la Banque du Canada a augmenté le taux de financement à un jour. De plus, le taux d'intérêt sur la dette de FAC a diminué en raison des charges d'intérêts réduites au titre des rachats de dettes. En 2009-2010, FAC a engagé des charges de 65,3 millions de dollars en dépenses supplémentaires pour le rachat de 1 086,3 millions de dollars de dettes sur les marchés financiers. En 2010-2011, FAC a racheté 209,9 millions de dollars de dettes supplémentaires sur les marchés financiers à un coût de 17,0 millions, et a constaté un montant

de 19,3 millions au titre de l'amortissement des gains de juste valeur découlant des rachats de dettes effectués au cours des exercices précédents. L'impact net du total des rachats de dettes en 2010-2011 est une augmentation des intérêts créditeurs nets de 2,3 millions de dollars. L'augmentation de 67,6 millions résultant de l'impact sur les intérêts créditeurs nets de 2009-2010 à 2010-2011 est un principal contributeur à la hausse de la marge d'intérêt nette.

Le tableau suivant décrit les hausses, sur 12 mois, des intérêts créditeurs nets et les variations attribuables aux fluctuations du volume du portefeuille et de la marge d'intérêt nette.

Intérêts créditeurs nets et marge d'intérêt nette

(millions de dollars)	Plan 2012	2011	2010	2009	2008	2007
Intérêts créditeurs	738,9	738,5	609,9	508,0	434,4	415,5
Actif total moyen	21 908,2	21 462,3	19 290,2	16 649,9	14 764,7	13 530,6
Marge d'intérêt nette (%)	3,37	3,44	3,16	3,05	2,94	3,07
Variation annuelle des intérêts créditeurs nets :						
de l'augmentation de volume de prêts	14,5	56,2	81,7	39,9	32,9	33,7
des fluctuations de la marge d'intérêt nette	(14,1)	72,4	20,2	33,7	(14,0)	(6,6)
Variation totale des intérêts créditeurs nets	0,4	128,6	101,9	73,6	18,9	27,1

Par rapport au dernier exercice, FAC a enregistré une croissance à la fois de ses intérêts créditeurs nets et de sa marge d'intérêt nette. Les intérêts créditeurs nets ont augmenté de 21,1 p. 100 pour atteindre 738,5 millions de dollars. L'actif total moyen a augmenté de 11,3 p. 100 pour s'établir à 21 462,3 millions de dollars en raison de la hausse des prêts. La marge d'intérêt nette devrait baisser pour se chiffrer à 3,37 p. 100 en 2011-2012. Cela est attribuable à la fois à une diminution prévue des marges de prêt et à une diminution du différentiel entre le taux gagné par FAC sur son actif et son taux d'emprunt. En 2010-2011, les coûts d'emprunt de FAC sont demeurés extrêmement faibles compte tenu de la demande toujours élevée pour des emprunts gouvernementaux, ce qui a pour effet de maintenir les taux faibles par rapport à l'actif. En 2011-2012, les taux d'intérêt et la concurrence devraient augmenter, ce qui entraînerait une diminution des marges.

Autres produits

FAC génère des produits grâce à ses champs d'activité qui ne sont pas liés au financement, notamment Investissement FAC, Assurances FAC et la vente de produits et de services de soutien de Logiciels de gestion FAC. En 2010-2011, FAC a connu une hausse de 55,2 p. 100 au titre des produits, qui ont atteint 16,0 millions de dollars, de ces sources qui ne sont pas liées au financement. Cette hausse s'explique principalement par la part des gains de FAC dans un placement de capital-risque sur lequel elle exerce une influence importante et par une augmentation du produit net tiré de l'assurance. Ces sources de produits devraient diminuer pour s'établir à 11,6 millions de dollars en 2011-2012.

Qualité du crédit

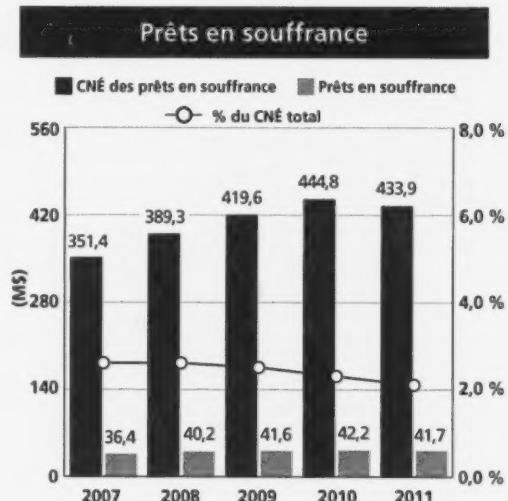
Dans le cadre de la stratégie de FAC visant à offrir une expérience client extraordinaire et à appuyer l'agriculture canadienne, la société effectue un suivi continual de son portefeuille et de l'industrie afin de cerner et d'élaborer des solutions de façon proactive qui aideront les clients à traverser des périodes difficiles. FAC a mis sur pied des programmes sur mesure pour venir en aide aux clients de secteurs qui font face à de sérieuses difficultés. Elle offre également plusieurs produits assortis d'options de report de paiements qui accordent aux clients une plus grande souplesse de remboursement et les aident à surmonter les périodes difficiles ou à saisir les occasions qui se présentent.

Les ajustements aux calendriers de remboursement sont apportés afin d'aider les clients. Toutefois, ils peuvent, de même que les options de report de paiements, donner lieu à une sous-estimation de l'impact de la conjoncture économique sur le volume de prêts douteux et de prêts en souffrance. Les solutions offertes aux clients leur donnent plus de souplesse sur le plan du remboursement de leur emprunt, et ce, de différentes façons, notamment en leur permettant de modifier leur calendrier de remboursement. Le nombre de clients qui utilisent les programmes de soutien et les options de report de paiements fait l'objet d'un suivi rigoureux afin d'évaluer la santé globale du portefeuille et de s'assurer que des pratiques de gestion du risque adéquates sont en place.

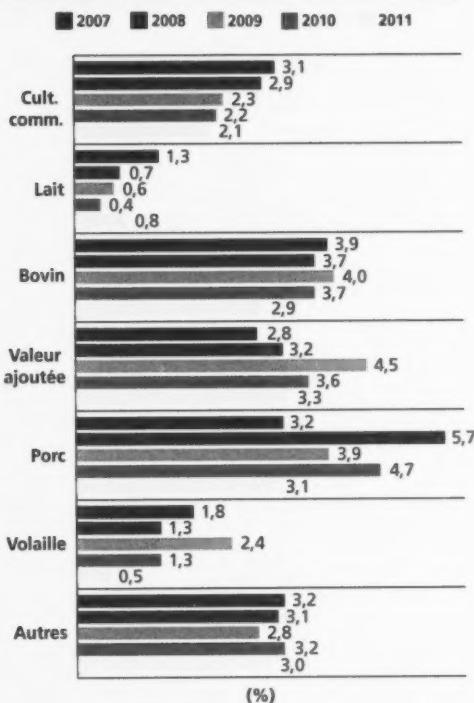
FAC a mis en place de solides pratiques d'affaires dans le but d'analyser la qualité du crédit et de faire un suivi constant des prêts douteux et en souffrance. À partir de cette analyse, FAC pourra estimer avec plus de précision le montant requis de sa provision pour pertes sur créances et déterminer si le risque se situe à l'intérieur de seuils de tolérance acceptables. Outre sa provision pour pertes sur créances, FAC a la capacité de soutenir des pertes supplémentaires étant donné sa solide situation en termes de capitaux propres.

Prêts en souffrance

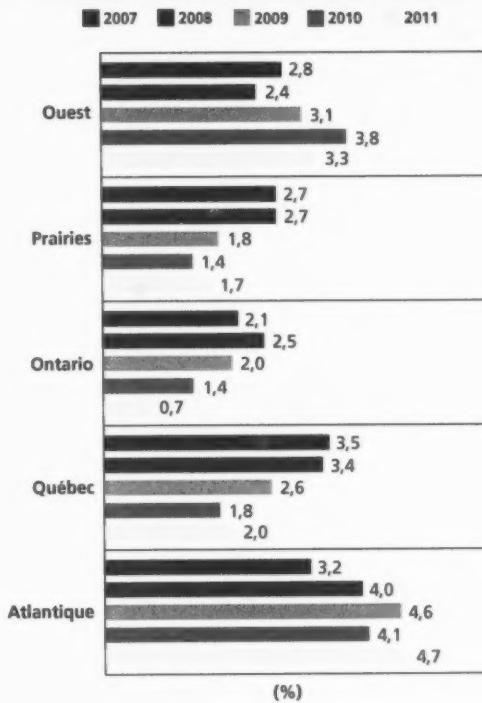
En 2010-2011, le CNÉ des prêts en souffrance a diminué de 2,5 p. 100 pour s'établir à 433,9 millions de dollars, et les prêts en souffrance ont diminué de 1,2 p. 100 pour s'établir à 41,7 millions. Le CNÉ des prêts en souffrance, en pourcentage du CNÉ total, s'est amélioré de 0,2 p. 100 pour s'établir à 2,1 p. 100, ce qui témoigne de l'efficacité des mesures d'atténuation du risque telles que la diversification du portefeuille et l'application de saines pratiques de gestion du risque. Les prêts en souffrance devraient augmenter pour atteindre 84,7 millions de dollars en 2011-2012, en raison d'un niveau de risque accru et de la croissance prévue du portefeuille.



**CNÉ des prêts en souffrance
en % du CNÉ par secteur**



**CNÉ des prêts en souffrance
en % du CNÉ par région**



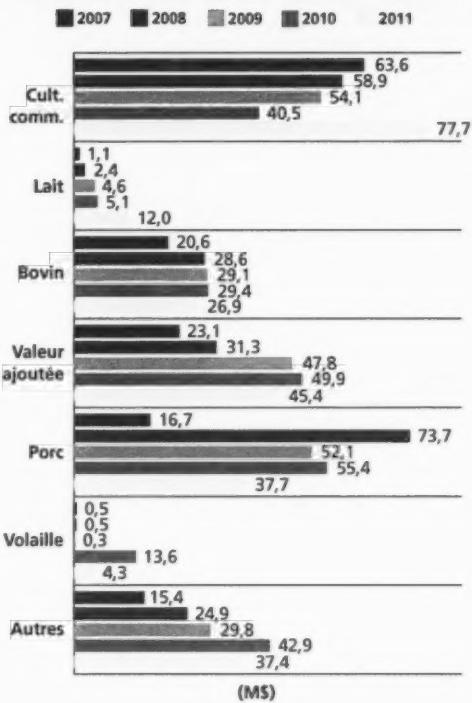
Prêts douteux

En 2010-2011, les prêts douteux ont augmenté de 4,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 241,4 millions. Les prêts douteux exprimés en pourcentage des prêts se sont améliorés de 0,1 p. 100 pour s'établir à 1,1 p. 100. En 2011-2012, les prêts douteux devraient augmenter de 58,9 millions de dollars pour s'établir à 300,3 millions en raison d'une augmentation du niveau de risque et de la croissance des prêts.

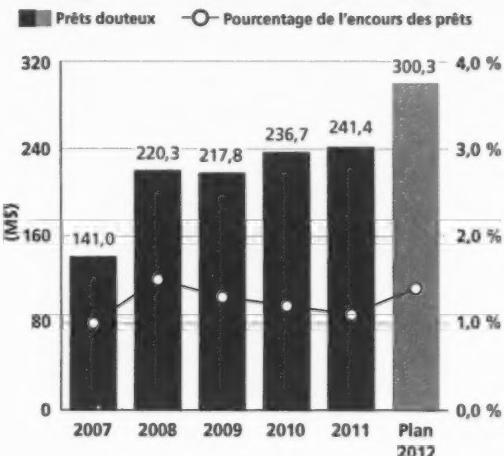
À l'échelle sectorielle, le secteur des cultures commerciales a affiché la plus forte hausse des prêts douteux sur 12 mois (37,2 millions de dollars), portant la valeur des prêts douteux à 77,7 millions de dollars. Pour sa part, le secteur du porc a connu la plus forte baisse des prêts douteux sur 12 mois (17,7 millions de dollars), ce qui a eu pour effet de réduire la valeur de ces prêts à 37,7 millions.

Les programmes de soutien à la clientèle de FAC, dont il est question plus haut, donnent aux employés de FAC la possibilité d'offrir proactivelement du soutien aux clients ou aux secteurs qui éprouvent des difficultés financières. En 2010-2011, FAC a effectué 1 819 ajustements aux calendriers de remboursement des clients. De ce nombre, 374 ajustements ont été effectués dans le cadre de programmes de soutien à des secteurs particuliers. Les ajustements aux calendriers de remboursement en pourcentage du CNÉ ont diminué, passant de 4,5 p. 100 en 2009-2010 à 3,3 p. 100 en 2010-2011.

Prêts douteux par secteur



Prêts douteux

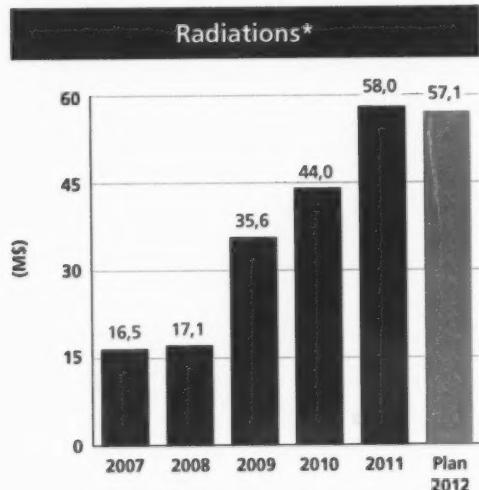


Radiations

Les montants de prêt jugés irrécouvrables par la direction sont considérés comme des montants en défaut et peuvent donner lieu à une radiation totale ou partielle, selon le niveau et la valeur de la garantie.

En 2010-2011, le montant des radiations, déduction faite des sommes recouvrées, a augmenté pour s'établir à 58,0 millions de dollars. Les radiations en pourcentage des prêts ont augmenté, passant de 0,2 à 0,3 p. 100.

Les radiations devraient diminuer de 0,9 million de dollars ou 1,6 p. 100 en 2011-2012, pour s'établir à 57,1 millions. Les radiations sous forme de pourcentage des prêts devraient demeurer à 0,3 p. 100. Des pertes supplémentaires pourraient être subies à cause des conditions économiques actuelles.

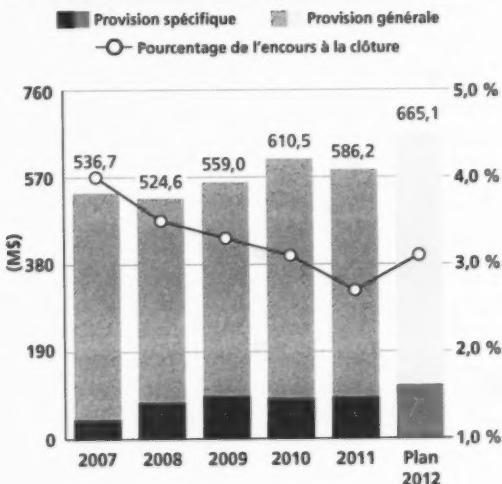


*Nettes des sommes recouvrées

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances est une estimation utilisée pour rajuster le montant des prêts en fonction de la valeur estimative de réalisation. Outre l'utilisation d'indicateurs comme les prêts en souffrance et les prêts douteux, la direction doit se fier à des estimations et faire preuve de jugement pour déterminer la valeur de réalisation appropriée. Ces facteurs, combinés au caractère évolutif du contexte d'exploitation externe, peuvent faire en sorte que les pertes sur créances réalisées diffèrent considérablement des estimations actuelles et, par conséquent, obligent la société à augmenter ou à diminuer la charge pour pertes sur créances.

Provision pour pertes sur créances



La provision pour pertes sur créances comporte deux composantes :

Provision spécifique – la meilleure estimation de la direction quant aux pertes subies sur des prêts particuliers qui sont devenus douteux. Il s'agit du manque à gagner entre la valeur de réalisation tirée de la garantie offerte pour le prêt et le montant total non réglé du prêt au moment où celui-ci a été classé douteux.

Provision générale – la meilleure estimation, par la direction, des pertes subies inhérentes au portefeuille, relativement aux prêts dont le caractère douteux n'a pas été établi avec certitude. L'analyse menée pour établir la provision générale tient compte de prêts pour lesquels une certaine détérioration de la qualité du crédit a été observée. Elle repose également sur une estimation des pertes non déterminées à la suite d'événements récents ou de l'évolution de la conjoncture économique, ainsi que des pertes qui pourraient être attribuables aux tendances économiques générales. Grâce à cette analyse, la direction est en mesure de prévoir les pertes sur créances au portefeuille qui ne se sont pas encore traduites concrètement par une détérioration observable de prêts spécifiques.

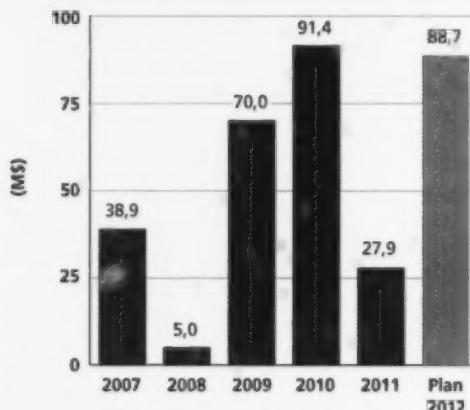
En 2010-2011, la provision pour pertes sur créances a été diminuée à 586,2 millions de dollars, soit 24,3 millions de moins qu'à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à une modification des paramètres du modèle utilisé pour calculer la provision pour pertes sur créances et à une amélioration de la santé du portefeuille. Les paramètres mis à jour reflètent l'expérience de pertes plus faibles que prévu de FAC au cours des derniers exercices. La provision pour pertes sur créances en termes de pourcentage des prêts à la clôture a diminué, passant de 3,1 à 2,7 p. 100. La provision devrait être augmentée de 13,5 p. 100 pour atteindre 665,1 millions de dollars en 2011-2012.

Charge pour pertes sur créances

Une fois que la direction a établi la provision pour pertes sur créances et les radiations, la charge pour pertes sur créances est imputée au bénéfice net selon le montant requis pour ramener la provision pour pertes sur créances au niveau approprié.

Pour rétablir la provision au niveau approprié de 586,2 millions de dollars, la charge pour pertes sur créances a été diminuée à 27,9 millions de dollars en 2010-2011. En 2011-2012, la charge pour pertes sur créances devrait augmenter pour s'établir à 88,7 millions de dollars, en raison d'une hausse du niveau de risque et de la croissance des prêts.

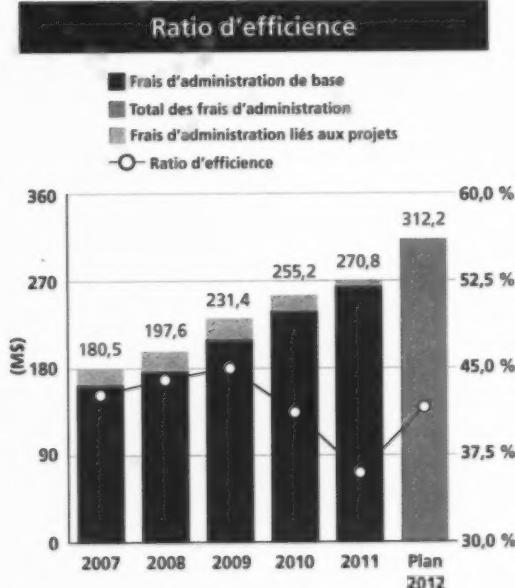
Charge pour pertes sur créances



Efficience

Le ratio d'efficience mesure le pourcentage des produits gagnés qui est dépensé en frais d'exploitation. Un faible ratio d'efficience indique une utilisation efficiente des ressources de la société. Les frais d'administration de FAC comprennent les frais de base et les frais liés aux projets. Les frais de base représentent les coûts associés aux activités quotidiennes de FAC, comme les salaires et avantages sociaux et les dépenses engagées pour les déplacements et la formation. Les frais liés aux projets représentent des coûts relatifs à des projets particuliers entrepris par FAC afin d'appuyer les opérations et l'atteinte des objectifs stratégiques.

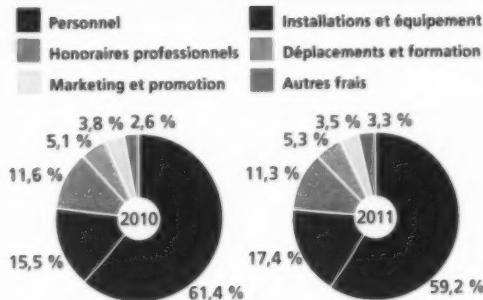
En 2010-2011, les frais de base ont augmenté de 26,0 millions de dollars, pour s'établir à 263,9 millions. Les frais liés à des projets ont diminué de 10,4 millions de dollars en 2010-2011, pour s'établir à 6,9 millions, en raison d'une plus grande utilisation de ressources pour des projets d'immobilisations qu'en 2009-2010. Bien que, dans l'ensemble, les frais d'administration aient augmenté en 2010-2011, le ratio d'efficience s'est amélioré de 41,2 à 35,9 p. 100 en raison d'une hausse des intérêts créditeurs nets.



En 2010-2011, les plus importantes hausses au titre des frais d'administration ont été enregistrées aux postes des installations et de l'équipement et du personnel. Ces hausses ont découlé principalement de l'amortissement des charges liées aux logiciels et des besoins en ressources pour soutenir la croissance des activités et les initiatives stratégiques. Les dépenses liées aux installations et à l'équipement ont augmenté de 1,9 p. 100 pour représenter 17,4 p. 100 du total des frais d'administration. Les frais associés au personnel continuent de représenter la plus importante proportion (59,2 p. 100) des frais d'administration en 2010-2011.

FAC prévoit que les frais d'administration augmenteront à 312,2 millions de dollars en 2010-2011 et que le ratio d'efficience augmentera à 41,6 p. 100. FAC s'efforcera de maintenir les coûts sous cette prévision. Les frais d'administration augmenteront afin de soutenir la croissance continue du portefeuille et aussi en raison des pressions inflationnistes normales et des charges d'amortissement supplémentaires découlant des projets de capitalisation en cours.

Frais d'administration par catégorie



Financement et liquidités

Activité de financement

Le 21 avril 2008, FAC a commencé à emprunter directement du gouvernement fédéral grâce au Programme d'emprunt des sociétés d'État. Elle a encore une dette sur les marchés financiers qu'elle a contractée avant cette date.

Au cours de l'exercice 2010-2011, FAC a effectué des emprunts à court et à long terme par l'intermédiaire des programmes suivants :

- Programme de papier commercial canadien (pour les fonds en dollars américains)
- Programme d'emprunt des sociétés d'État

Financement à court terme

Le financement à court terme est constitué d'emprunts dont la durée à l'échéance est d'un an ou moins. Ces emprunts sont effectués dans le cadre du Programme de papier commercial canadien et du Programme d'emprunt des sociétés d'État. Au 31 mars 2011, l'encours des emprunts à court terme s'élevait à 8,0 milliards de dollars (8,8 milliards au 31 mars 2010). Une proportion de 7,6 milliards de l'encours total des emprunts à court terme provient du Programme d'emprunt des sociétés d'État.

Cotes de crédit

	Dette intérieure		Dette étrangère	
	Long terme	Court terme	Long terme	Court terme
Moody's	Aaa	P1	Aaa	P-1
Standard & Poor's	AAA	A-1+	AAA	A-1+

Instruments financiers

Le bilan de FAC est principalement constitué d'instruments financiers qui comprennent, entre autres, des éléments comme la trésorerie, les prêts et les placements. L'utilisation d'instruments financiers expose FAC aux fluctuations des taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, à celles du taux de change. Dans le cadre de sa gestion globale du passif, FAC utilise des instruments dérivés pour couvrir les

Financement à long terme

Le financement à long terme est constitué de tous les emprunts dont la durée à l'échéance est supérieure à un an, ce qui comprend les emprunts à taux fixe et les billets à taux variable. Les billets à taux variable se caractérisent par une échéance supérieure à un an et un taux d'intérêt variable qui est rajusté en fonction du taux des bons du Trésor à un mois ou à trois mois. En 2010-2011, FAC a emprunté un total de 5,8 milliards de dollars sous forme d'emprunts à long terme, soit une baisse par rapport aux 6,5 milliards empruntés à l'exercice précédent. En 2010-2011, tous les emprunts à long terme ont été effectués au moyen du Programme d'emprunt des sociétés d'État.

Dans l'ensemble, la croissance totale des emprunts durant l'exercice 2010-2011 a représenté une hausse de 1,2 milliard de dollars ou de 6,7 p. 100. Cette croissance est conforme à la croissance générale du portefeuille de prêts de 1,6 milliard de dollars ou de 7,9 p. 100 pour la même période.

Cotes de crédit

Les nouveaux titres de créances et les titres de créances en circulation émis par FAC sur le marché financier constituent des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada. En 2010-2011, Moody's Investors Service et Standard & Poor's n'ont pas modifié la cote de crédit de FAC. Les cotes de crédit de FAC sur les marchés étrangers et canadiens au 31 mars 2011 sont exposées en détail ci-dessous.

risques et réduire la volatilité des produits afin de protéger sa rentabilité à long terme. La gestion du risque lié aux instruments dérivés est abordée plus à fond à la note complémentaire 24 des états financiers consolidés. L'évaluation des instruments financiers de FAC fondée sur la juste valeur est décrite à la note complémentaire 20 des états financiers consolidés.

Flux de trésorerie

La trésorerie a diminué de 26,2 millions de dollars pour s'établir à 601,8 millions au 31 mars 2011 (628,0 millions au 31 mars 2010). En 2010-2011, des montants de trésorerie de 454,9 millions et de 1,7 milliard de dollars ont été consacrées respectivement aux activités d'exploitation et aux activités de placement, et un montant de 1,2 milliard est provenu des activités de financement.

Gestion du capital

Capital investi

L'actif brut de FAC se chiffre à 22 496,2 millions de dollars, dont 3 354,8 millions sont appuyés par des capitaux propres et une provision pour pertes sur créances. Compte tenu de ce niveau de capital investi, 14,9 p. 100 de l'actif n'a pas besoin d'être financé au moyen de fonds d'emprunt. FAC prévoit que cette proportion augmentera pour s'établir à 15,9 p. 100 en 2011-2012, en raison d'une croissance du portefeuille inférieure à celle des bénéfices non répartis.

(millions de dollars)	Plan 2012	2011	2010	2009	2008	2007
Capitaux propres :						
Capital	547,7	547,7	547,7	547,7	547,7	547,7
Bénéfices non répartis	2 186,3	2 025,7	1 584,3	1 321,0	1 132,0	914,4
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	17,1	13,4	9,5	7,6	0,2	0,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	187,7	181,8	203,6	407,2	97,1	0,0
Total partiel	2 938,8	2 768,6	2 345,1	2 283,5	1 777,0	1 462,1
Provision pour pertes sur créances	665,1	586,2	610,5	559,0	524,6	536,7
Total du capital investi	3 603,9	3 354,8	2 955,6	2 842,9	2 301,6	1 998,8
Actif brut ne nécessitant pas d'emprunts (%)	15,9	14,9	14,1	15,5	14,4	13,9

Ratio de levier

FAC utilise le ratio de levier comme principale mesure de la suffisance du capital. Sur le plan de la gestion financière, elle l'utilise aussi pour évaluer sa capacité à financer sa croissance future et à remplir ses obligations à long terme. La surveillance du ratio de levier aide la société à s'assurer qu'elle demeure financièrement autonome et viable.

Pour son ratio de levier, FAC demeure sous la limite de 12:1 qui lui est imposée par la loi.

De 2009-2010 à 2010-2011, le ratio de levier de FAC s'est amélioré, passant de 8,4:1 à 7,4:1. En 2011-2012, selon les prévisions, ce ratio s'améliorera davantage pour s'établir à 6,9:1. Un élément qui contribue à cette amélioration est le lien entre la croissance du portefeuille et des capitaux propres. Lorsque les capitaux propres affichent une croissance supérieure à celle du portefeuille, le ratio de levier diminue étant donné le besoin réduit d'emprunter des fonds. En 2010-2011, la croissance des capitaux propres a été de 20,8 p. 100, ce qui a dépassé la croissance du portefeuille de 7,9 p. 100.

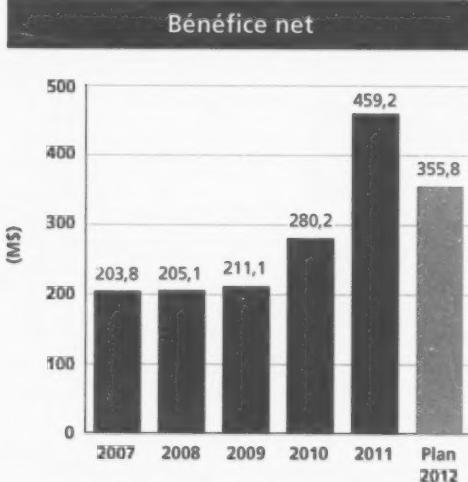
Gains réalisés par l'actionnaire

Pour évaluer sa réussite globale sur le plan de la solidité financière, FAC utilise trois mesures d'entreprise clés : le bénéfice net, le rendement des capitaux propres et le ratio de levier. Comme il en est question dans la section ci-dessus, le ratio de levier s'est amélioré, passant de 8,4:1 en 2009-2010 à 7,4:1 en 2010-2011. Cette hausse est attribuable à une croissance des capitaux propres supérieure à la croissance du portefeuille.

Bénéfice net

Dans le cadre de son engagement envers l'agriculture, FAC réinvestit ses bénéfices en agriculture en finançant la croissance de son portefeuille et en développant de nouveaux produits et services commerciaux qui appuient l'industrie.

Le bénéfice net est constitué des intérêts créditeurs nets et des autres produits, de la charge pour pertes sur créances, des frais d'administration et des ajustements de juste valeur. En 2010-2011, le bénéfice net a augmenté de 179,0 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des intérêts créditeurs nets et à la baisse de la charge pour pertes sur créances. Ces hausses ont été contrebalancées par une augmentation des frais d'administration. Le bénéfice net devrait diminuer de 22,5 p. 100 en 2011-2012 en raison principalement de marges d'intérêt nettes plus basses, d'une charge pour pertes sur créances plus élevée et de frais d'administration accrus.

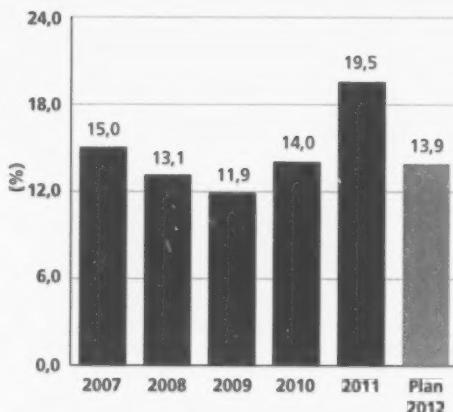


Rendement des capitaux propres

Ce ratio permet de déterminer l'efficience avec laquelle FAC utilise ses capitaux propres pour réaliser des bénéfices. Il sert à évaluer le rendement financier, la viabilité et la capacité de la société de financer sa croissance future et ses initiatives stratégiques.

Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 19,5 p. 100 en 2010-2011, en hausse par rapport à 14,0 p. 100 en 2009-2010. La hausse sur 12 mois est attribuable à une hausse du bénéfice net. Le rendement des capitaux propres devrait diminuer pour s'établir à 13,9 p. 100 en 2011-2012. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des intérêts créditeurs nets, à l'augmentation de la charge pour pertes sur créances et à des frais d'administration plus élevés.

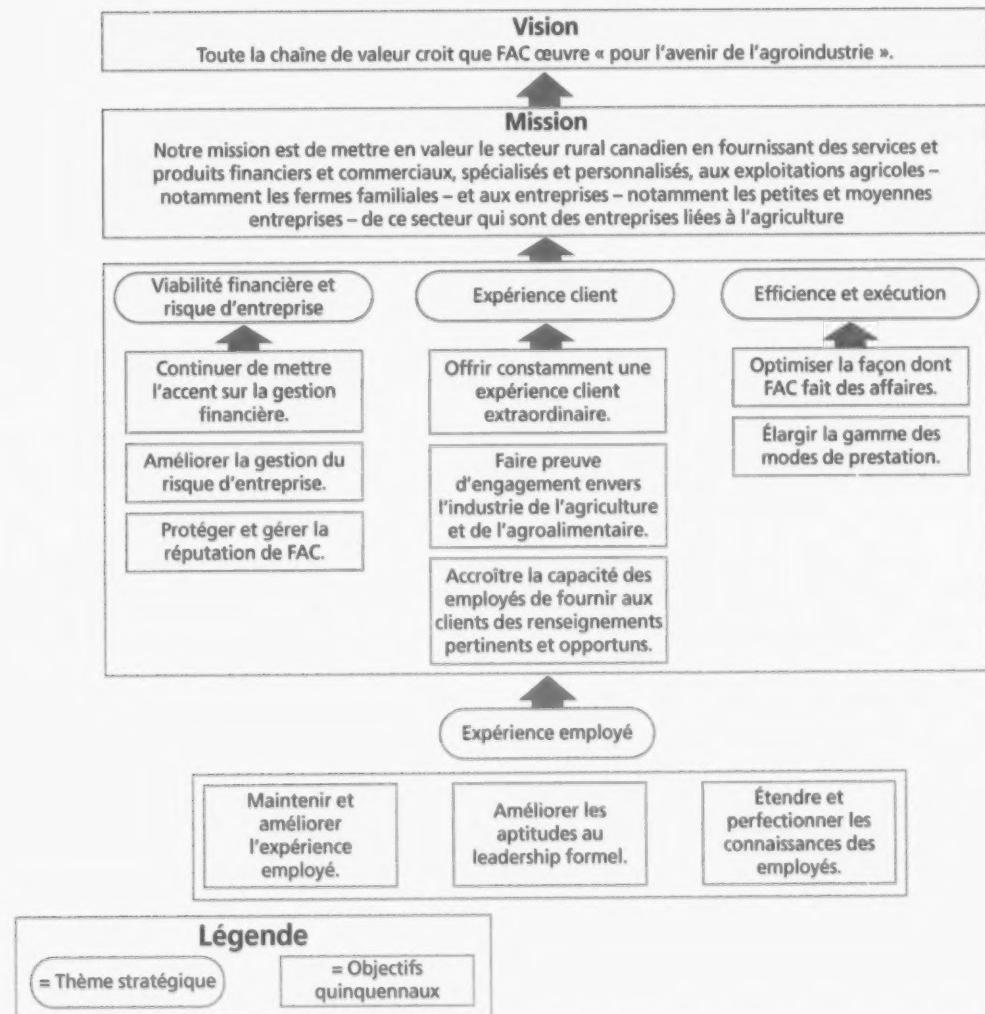
Rendement des capitaux propres



Cibles, objectifs et initiatives futurs pour 2011-2012

FAC a recours à quatre thèmes stratégiques aux fins de la planification d'entreprise. Une carte stratégique permet de visualiser comment l'atteinte des 11 objectifs stratégiques quinquennaux qui appuient ces thèmes aidera FAC à concrétiser sa vision et à réaliser sa mission. Le thème de l'expérience employé et ses objectifs connexes constituent la pierre angulaire de cette stratégie. En effet, c'est grâce au leadership, à l'expertise et au savoir de ses employés que FAC pourra mettre en œuvre les initiatives prévues dans le cadre des trois autres thèmes stratégiques. Ensemble, ces 11 objectifs guident la société vers la concrétisation de sa vision et la réalisation de sa mission.

Carte stratégique



L'indicateur de performance global 2011-2012 de la société présente de manière succincte la manière dont nous envisageons de continuer à fournir des produits, des services et des connaissances adaptés aux besoins uniques de l'industrie agricole et agroalimentaire.

Thème stratégique : Expérience client

Résultat essentiel

En 2020, FAC continue d'offrir une expérience client extraordinaire. Selon l'indice de l'expérience client, deux clients sur trois (65 p. 100) attribuent à FAC une note de 5 sur 5 quant à leur expérience avec la société.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2011-2012	Cibles de 2012-2013	Cibles de 2013-2014
Indice de l'expérience client	60	60	60
Total des prêts consentis aux jeunes agriculteurs	1,48 G\$	1,73 G\$	1,87 G\$
Nombre de participants aux programmes de formation	10 500	11 000	11 250

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives 2011-2012
Offrir constamment une expérience client extraordinaire	<p>Améliorer constamment l'expérience client en tenant compte de la rétroaction et en mettant en œuvre des mesures pertinentes</p> <p>Restructurer les processus liés aux alliances externes</p> <p>Mettre au point des services sur mesure par segment de marché, y compris une expertise spécialisée pour les prêts élevés</p> <p>Mettre en œuvre une stratégie Web</p>
Faire preuve d'engagement envers l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire, particulièrement en ce qui concerne les producteurs et les jeunes agriculteurs	<p>Améliorer les programmes visant à appuyer les jeunes agriculteurs</p> <p>Mettre en œuvre une stratégie du savoir procurant une valeur ajoutée aux clients</p> <p>Accroître la collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) en ce qui concerne des enjeux clés ayant une incidence sur le secteur agricole</p> <p>Améliorer l'offre de capital-risque</p>
Accroître la capacité des employés de fournir aux clients des renseignements pertinents et en temps voulu	<p>Déterminer les attentes en matière de connaissances liées à l'agriculture et aux finances chez les employés en contact direct avec la clientèle, puis les intégrer au processus de vente</p> <p>Offrir aux employés plus de renseignements à transmettre aux clients, y compris des connaissances propres aux secteurs, des publications et des messages clés</p>

Thème stratégique : Efficience et exécution

Résultat essentiel

En 2020, FAC continue d'être reconnue comme une société très efficiente, efficace et agile avec laquelle il est facile de faire affaire. La société affiche un ratio d'efficience de 45 p. 100 ou moins.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2011-2012	Cibles de 2012-2013	Cibles de 2013-2014
Ratio d'efficience	41,6 %	41,3 %	41,1 %
Engagement des employés (indicateurs de la facilité de faire des affaires) ¹⁾	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix

1) Les indicateurs de la facilité de faire des affaires englobent : les collègues, l'environnement de travail physique; les ressources; les processus de travail; les tâches.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives 2011-2012
Optimiser la façon dont FAC fait des affaires	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le programme de transformation des processus d'affaires et de la technologie (BK) Mettre en œuvre une stratégie d'optimisation Implanter un nouveau logiciel d'évaluation des biens Mettre au point des mécanismes de gestion des processus d'affaires à l'échelle de la société Mettre en œuvre un programme de gestion de l'information
Élargir la gamme des modes de prestation	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer une stratégie intégrée à l'égard des modes de prestation Améliorer la stratégie en matière de cyberaffaires Créer une stratégie visant à accroître l'accès à du financement approuvé

Thème stratégique : Expérience employé

Résultat essentiel

En 2020, FAC continue d'être un employeur de choix en favorisant une culture qui motive les employés à offrir une expérience client extraordinaire. FAC atteint un pointage d'engagement des employés égal ou supérieur au pointage moyen des 50 employeurs de choix au Canada.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2011-2012	Cibles de 2012-2013	Cibles de 2013-2014
Indice d'engagement des employés	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix
Indice des employés : Indicateurs de l'expérience employé ¹	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix
Indice du leadership (sous-ensemble des données tirées du sondage sur l'engagement des employés – indicateurs du leadership) ²	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix	Pointage supérieur ou égal à la moyenne des pointages des 50 employeurs de choix
Mesure liée à l'apprentissage	Mesure à établir	À déterminer	À déterminer

1) Indicateurs de l'expérience employé – le pointage correspond à la moyenne des pointages obtenus pour les facteurs suivants : possibilités de carrière; apprentissage et perfectionnement; motivation intrinsèque; gestion du rendement; équilibre travail-vie personnelle.

2) Indicateur de leadership – le pointage correspond à la moyenne des pointages obtenus pour les facteurs suivants : leadership de la haute direction; gestionnaires; reconnaissance; possibilités de carrière; gestion du rendement.

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives 2011-2012
Maintenir et améliorer l'expérience employé	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre une stratégie à jour en matière de culture Renforcer l'effectif au moyen du plan d'équité en matière d'emploi et de la stratégie en matière de diversité Mettre en œuvre un programme de formation visant à favoriser le leadership à tous les niveaux
Améliorer les aptitudes au leadership formel	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre une stratégie en matière de leadership et de planification de la relève Améliorer la planification de l'effectif
Étendre et perfectionner les connaissances des employés	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le programme Notions essentielles du financement Améliorer l'accès des employés à des connaissances spécialisées sur le plan de l'agriculture et des finances au moyen de l'intranet, d'outils de collaboration, de fichiers balados et du Web

Thème stratégique : Viabilité financière et risque d'entreprise

Résultat essentiel

En 2020, FAC a un portefeuille diversifié dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire. FAC continue d'être financièrement viable et autonome et affiche un bilan solide ainsi qu'un rendement de ses capitaux propres supérieur ou égal à 12 p. 100.

Mesures d'entreprise	Cibles de 2011-2012	Cibles de 2012-2013	Cibles de 2013-2014
Bénéfice net	355,8 M\$	378,9 M\$	408,2 M\$
Rendement des capitaux propres	13,9 %	12,9 %	12,3 %
Ratio de levier	6,9:1	6,5:1	6,2:1
Croissance du portefeuille	3,3 %	7,0 %	7,0 %
Pointage de maturité de la GRE	Mesure à établir	À déterminer	À déterminer
Pointage SPTR	770 points	770 points	770 points
Indice de couverture favorable des médias	7 points au-dessus de la moyenne globale des établissements financiers	7 points au-dessus de la moyenne globale des établissements financiers	7 points au-dessus de la moyenne globale des établissements financiers

Objectifs stratégiques quinquennaux	Initiatives 2011-2012
Continuer de mettre l'accent sur la gestion financière	Préparer et élaborer un cadre de gestion du capital économique.
Améliorer la gestion du risque d'entreprise (GRE)	Améliorer les mesures de contrôle internes Mettre en œuvre le cadre modifié de GRE Mettre en œuvre un programme de sécurité d'entreprise amélioré
Protéger et gérer la réputation de FAC à titre de société adoptant des pratiques éthiques et faisant preuve d'une grande intégrité	Mettre en œuvre une stratégie intégrée de gestion de la réputation Recueillir des données de référence sur l'empreinte écologique de FAC

Gestion du risque d'entreprise

Gérer les risques afin de protéger la société et de créer de la valeur

Pratiquement toutes les décisions que prend une institution financière comportent une part de risque. Lorsqu'il est question de prêter à des clients, d'établir les priorités organisationnelles ou de décider dans quels secteurs investir, les risques possibles sont toujours pris en considération.

FAC fait preuve de diligence à l'égard de la gestion du risque d'entreprise (GRE) et l'intègre à la planification stratégique de l'ensemble de ses secteurs d'activité et de ses initiatives.

Gouvernance du risque

Le Conseil d'administration surveille le cadre de gouvernance du risque de FAC, qui s'appuie sur des politiques et des comités qui guident le processus décisionnel de la société.

Les risques potentiels sont cernés et analysés de différentes façons, notamment au moyen d'examen externes et de consultations avec des experts internes en la matière. L'Équipe des cadres supérieurs (ÉCS) de FAC contribue à déterminer les principaux risques d'entreprise, lesquels sont ensuite présentés au Conseil d'administration pour obtenir son avis. Les membres de l'Équipe des cadres dirigeants (ÉCD) élaborent des plans d'atténuation des risques, surveillent les progrès et font rapport tous les trimestres au Conseil d'administration par l'intermédiaire de l'indicateur de performance global.

Un certain nombre de comités internes sont responsables d'élaborer et de surveiller les politiques, les processus et les pratiques de gestion du risque de FAC. Ces comités rendent régulièrement des comptes au président-directeur général et à l'ÉCD, selon le cas, ou au Conseil d'administration.

Conseil d'administration et ses comités

Le Conseil d'administration surveille la gestion du risque et veille à ce que des politiques, des systèmes de contrôle et des pratiques soient en place afin de gérer les principaux risques commerciaux et financiers. Trois comités ont été mis sur pied pour aider le Conseil d'administration à s'acquitter de cette tâche.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration s'assure que la direction a cerné les principaux risques et a mis en place des politiques, des systèmes de contrôle et des pratiques raisonnables pour gérer ces risques et contrôler l'efficacité des plans correctifs.

Le Comité des ressources humaines se penche sur les grandes questions de politique des ressources humaines, examine le plan de relève de la société et guide le Conseil d'administration à l'égard de toutes les questions relatives au président-directeur général.

Le Comité de gouvernance d'entreprise examine les pratiques de gouvernance et fait des recommandations à cet effet au Conseil d'administration.

Comités de la haute direction de FAC qui se penchent sur les risques

Le président-directeur général et l'Équipe des cadres dirigeants sont responsables de la prise de décisions d'entreprise, notamment de la vision stratégique, de la gestion du risque d'entreprise, de la stratégie de placement, de l'affectation des ressources d'entreprise et de la résolution des grandes questions stratégiques.

L'Équipe des cadres supérieurs de FAC participe à l'établissement des priorités d'entreprise qui permettront d'atteindre les objectifs stratégiques conformément au mandat et à l'orientation approuvée de la société.

Le Comité de gestion de l'actif-passif (CGAP) dirige la fonction de gestion de l'actif-passif de FAC, ce qui comprend l'établissement et la tenue à jour de politiques et de procédures en matière de gestion du risque du portefeuille, l'orientation de la fixation des prix des prêts, l'intégration des stratégies d'entreprise et l'atteinte des cibles de rendement du portefeuille.

Le Comité de crédit de FAC prend des décisions de prêt concernant les demandes qui proviennent de clients du secteur de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire dont le risque total est supérieur à 10 millions de dollars dans le cas d'une entreprise établie et à 5 millions dans le cas d'une entreprise en démarrage. Le comité examine aussi les demandes de prêt provenant de clients du secteur de la production primaire dont le risque total est supérieur à 15 millions de dollars dans le cas d'une exploitation établie et à 7,5 millions dans le cas d'une exploitation en démarrage.

Le Comité de la politique de crédit surveille les politiques de prêt pour s'assurer qu'elles tiennent compte de la tolérance au risque de crédit de la société, qu'elles correspondent aux meilleures pratiques de l'industrie et qu'elles respectent les lois et règlements fédéraux, provinciaux et régionaux.

Le Comité de l'expérience employé fournit des directives et des conseils au sujet des principaux aspects de l'expérience employé, de l'orientation et de la gestion du changement à FAC.

Le Comité directeur de la GRE surveille le cadre, les politiques et les stratégies de gestion du risque d'entreprise de FAC ainsi que les améliorations qui leur sont apportées, et fait des recommandations à cet effet. Il approuve aussi les plans d'action annuels relatifs aux principaux risques d'entreprise.

Le Comité Horizon fournit une orientation stratégique à l'ÉCD en ce qui concerne les questions de gestion du rendement et de la rémunération. Ce comité évalue également tous les postes par rapport au système de classification de FAC.

Le Comité de retraite fournit des conseils au Comité des ressources humaines du Conseil d'administration concernant la surveillance de la structure de gouvernance qui a été approuvée pour soutenir le régime de retraite.

Le Comité de coordination de la sécurité surveille la conception et l'élaboration de la politique et des principes de sécurité de FAC afin de s'assurer que les employés et les actifs de FAC sont protégés.

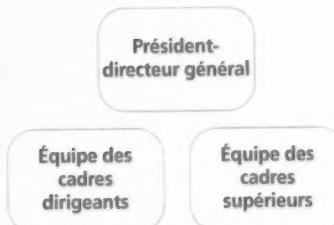
L'Équipe de mise en œuvre de la stratégie approuve les projets d'entreprise qui facilitent la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise de FAC.

Le Comité des placements de capital-risque prend toutes les décisions relatives aux recommandations de placement et surveille le rendement des placements de capital-risque au titre du Fonds FAC.

Conseil d'administration et comités du Conseil



Haute direction



Comités de la haute direction



Principaux risques de FAC

Le risque correspond à un événement, à une action ou à une inaction susceptible de menacer la capacité de FAC de réaliser son mandat opérationnel et d'atteindre ses objectifs d'affaires. FAC a recensé cinq risques principaux : le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque stratégique et le risque lié à la réputation.

Le risque de crédit

Le risque de crédit correspond à la possibilité de subir une perte financière parce qu'un emprunteur ou une autre contrepartie n'a pas remboursé un prêt ou honoré ses obligations financières à l'égard de la société. Il s'agit du plus important risque auquel est exposée la société.

Le Conseil d'administration a la responsabilité générale d'approuver le niveau de tolérance au risque de crédit de la société et s'en remet à différents comités, divisions et services pour gérer efficacement les risques de crédit qui ont une incidence sur la société.

L'évaluation du risque de crédit a pour point de départ les transactions individuelles. Le personnel de prêt et de risque de crédit de FAC évalue et gère le risque de crédit en s'assurant que chaque prêt est conforme aux politiques et aux lignes directrices.

En plus gérer le risque de crédit au niveau des transactions, la division Portefeuille et risque de crédit évalue le risque de crédit à l'échelle globale en fournissant des outils et des modèles qui permettent de quantifier les risques, d'établir la provision pour pertes sur prêts et sur contrats de location-financement et de surveiller la suffisance du capital. La Division utilise des politiques, des processus, des systèmes, des contrôles internes et des stratégies pour gérer le risque de crédit lié au portefeuille. FAC surveille aussi étroitement le contexte d'exploitation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin de s'assurer que les politiques, les activités et les pratiques de prêt de la société sont appropriées et pertinentes.

La note complémentaire 24 des états financiers consolidés renferme de plus amples renseignements sur la façon dont FAC gère le risque de crédit.

Le risque de marché

Le risque de marché correspond à la possibilité que la société essuie une perte en raison de variations négatives de facteurs de marché sous-jacents, comme les taux d'intérêt et les taux de change.

Les politiques liées au risque de marché sont examinées régulièrement par le CGAP et approuvées par le Conseil d'administration. La Trésorerie a la responsabilité de mettre en œuvre les directives de gestion du risque de marché. Elle rend compte de ses activités et des positions de l'actif-passif régulièrement au CGAP et au Conseil d'administration.

La société s'est donné des politiques et des limites en matière de risque de marché afin de s'assurer de cerner, d'évaluer et de gérer les risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change et d'en faire rapport au bon moment. La gestion du risque de marché à FAC englobe également le risque lié à la juste valeur des instruments dérivés et le risque de liquidité. Les politiques liées au risque de marché comprennent des limites relatives à la variabilité des intérêts créditeurs nets et de la valeur marchande des capitaux propres dans le portefeuille par rapport aux variations des taux d'intérêt.

FAC atténue le risque de liquidité au moyen d'un portefeuille de placements liquides, de l'accès à du financement au moyen du Programme d'emprunt des sociétés d'État et de l'accès à une marge de crédit d'exploitation.

La note complémentaire 24 des états financiers consolidés renferme de plus amples renseignements sur la façon dont FAC gère le risque de marché.

Le risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte directe ou indirecte découlant de processus internes, d'employés ou de systèmes inadéquats ou non fonctionnels, d'événements externes, du défaut de se conformer ou de s'adapter à des exigences réglementaires ou prévues par la loi, ou encore d'un litige.

FAC s'est engagée à protéger la valeur liée à ses clients et à son actionnaire en gérant de façon proactive les risques opérationnels. Les gestionnaires ont la responsabilité de gérer le risque opérationnel en veillant à ce que des politiques et des procédures adéquates soient en place dans leurs unités d'affaires respectives et en s'assurant que les mesures de contrôle fonctionnent de façon efficace.

Dans le cadre de son programme de vérification des opérations de campagne, FAC examine les activités de prêt et offre des possibilités d'amélioration continue dans les domaines de l'évaluation et de l'atténuation des risques, de la conformité à la politique de prêt et de l'intégrité des données.

Les cas de fraude sont susceptibles d'influer sur la perception qu'entretiennent les clients et le public à l'égard de FAC, ainsi que sur leur désir de faire affaire avec la société. FAC réduit son exposition au risque de fraude grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique de gestion du risque de fraude approuvée par le Conseil d'administration, et par une formation sur la sensibilisation à la fraude offerte à ses employés.

Afin de s'assurer que la société puisse continuer de fonctionner en cas d'interruption de ses activités, FAC met à jour et à l'épreuve activement son programme de gestion de la continuité des activités.

La société gère la sécurité d'entreprise par l'intermédiaire d'une équipe interdivisionnelle de coordination de la sécurité qui fait la promotion des politiques, des pratiques exemplaires et des stratégies de traitement des incidents en matière de sécurité afin d'optimiser la protection des ressources humaines, des biens matériels, de l'information (sur les clients, la société et les employés) et des actifs technologiques.

FAC entreprend actuellement les étapes finales d'un renouvellement majeur de ses systèmes de technologie de l'information (TI), ce qui simplifiera et automatisera de nombreux processus d'affaires afin que l'infrastructure de TI puisse soutenir la conduite des activités à l'avenir. Les risques liés à ce projet sont atténués par une gouvernance approfondie du risque et la présentation de rapports exhaustifs, par des examens continus menés par la Vérification et un consultant externe, ainsi que par des activités de formation et de gestion du changement.

Le risque stratégique

Le risque stratégique désigne les risques liés à l'environnement externe. Il englobe les compétiteurs ainsi que la capacité de la société d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies d'entreprise efficaces.

Les cadres dirigeants élaborent chaque année la stratégie d'entreprise sous la surveillance du Conseil d'administration. L'établissement de rapports trimestriels à l'intention des cadres dirigeants et des membres du Conseil d'administration permet d'assurer un suivi des progrès accomplis à l'égard du plan stratégique. Le contexte externe, y compris le marché financier canadien et l'industrie agricole, fait l'objet d'un examen continu afin de déterminer si des changements stratégiques doivent être apportés pour gérer les risques émergents. FAC communique régulièrement avec le gouvernement fédéral afin de veiller à ce que les activités de la société soient alignées sur les priorités du gouvernement.

Le risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation désigne le risque que des intervenants clés et d'autres publics développent une perception négative de FAC, ce qui porterait atteinte à sa réputation et nuirait à sa capacité à recruter et à fidéliser des clients, des employés et des partenaires d'affaires.

En tant que société d'État fédérale, FAC doit rendre compte à tous les Canadiens et Canadiennes. Afin d'éviter toute atteinte à sa réputation, qu'elle soit réelle ou perçue, FAC a mis en place une solide structure de gouvernance qui comprend des politiques et des procédures pour guider les employés dans leurs interactions avec leurs collègues, les clients, les partenaires de l'industrie, les fournisseurs, les médias et le grand public.

Dans le cadre de son processus d'évaluation des demandes de prêt, FAC tient compte de l'intégrité des demandeurs et de l'impact possible de faire affaire avec eux sur sa réputation. Lorsqu'ils présentent une demande de prêt, les clients signent une déclaration indiquant qu'à leur connaissance, ils ne voient aucune raison pour laquelle FAC devrait avoir des réserves concernant le financement de leur entreprise. FAC accorde des prêts uniquement à des personnes intègres.

Modifications apportées aux normes comptables

Dernières modifications

États financiers consolidés et participation minoritaire

Le 1^{er} avril 2010, la société a procédé à l'adoption anticipée du chapitre 1601, États financiers consolidés, et du chapitre 1602, Participations minoritaires, du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA). En raison de l'adoption de ces nouvelles normes, la participation minoritaire de la société est maintenant présentée comme un élément distinct des capitaux propres plutôt qu'entre le passif et les capitaux propres dans le bilan consolidé, et la participation minoritaire n'est plus inscrite comme une déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu, mais apparaît maintenant comme un élément distinct de l'État consolidé des résultats d'exploitation, de l'État consolidé du résultat étendu et de l'État consolidé des variations des capitaux propres, qui fait état de l'affectation du bénéfice net, du total du résultat étendu et des capitaux propres, respectivement, entre l'actionnaire de la société et la participation minoritaire.

Modifications futures

Normes internationales d'information financière

En vertu d'une décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la société commencera à dresser ses états financiers en fonction des Normes internationales d'information financières (IFRS) à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2012, dont les résultats comparatifs au 31 mars 2011. Le passage des Principes comptables généralement reconnus (PCGR) aux IFRS a été une initiative d'envergure pour la société. La société a établi et a suivi un plan de conversion aux IFRS qui comprend une structure de gouvernance formelle afin d'assurer le suivi des progrès et des décisions critiques prises pendant la conversion. FAC continuera de surveiller les nouvelles IFRS et celles qui seront modifiées pour déterminer leur impact sur la société.

La société a retenu les services d'un expert-conseil indépendant pour travailler en partenariat avec elle, au besoin, pendant le processus de conversion. Une étude de haut niveau a été menée pour déterminer les répercussions qu'auront les IFRS sur les politiques, les processus et les systèmes de la société. Les résultats de cette étude ont servi de base pour développer le plan de conversion détaillé de la société.

Après examen des ressources requises pour le projet de conversion aux IFRS, la société a affecté des ressources à temps plein ainsi que d'autres employés sur une base occasionnelle, lorsque leur expertise était jugée nécessaire pour mener le projet à terme.

Le tableau suivant regroupe les éléments clés du plan de conversion de la société, ainsi que les étapes importantes et l'état actuel. Le plan de conversion de la société a été mis en œuvre entre juillet 2008 et mars 2011. Précédemment, la direction avait annoncé que la mise en œuvre du plan de conversion se terminerait en juin 2012. Au cours de l'exercice, la société a terminé la mise en œuvre des politiques et des procédures requises pour garantir la conformité aux IFRS et a pris la décision qu'il n'était plus nécessaire de mener un projet spécifique portant sur la mise en œuvre des IFRS. Les autres tâches énumérées dans le plan de conversion correspondent aux responsabilités quotidiennes de la société et seront surveillées parallèlement à celles-ci. L'établissement des premiers états financiers annuels conformes aux IFRS continue d'être un objectif clé de la société, sans égard au processus de surveillance en place.

Élément	Étape importante	Etat actuel
Communication de l'information financière		
Déterminer les différences sur les plans de la comptabilité et de la communication de l'information financière.	Approbation par les cadres dirigeants de la convention comptable IFRS et des choix IFRS 1 – T2, 2009-2010.	L'approbation par les cadres dirigeants des choix de conventions comptables et des choix IFRS 1 a été obtenue.
Sélectionner les conventions comptables IFRS continues.		
Sélectionner les choix comptables IFRS 1.		
Développer le format des états financiers dressés selon les IFRS, y compris les définitions d'informations à fournir.	Élaboration de l'ébauche de présentation des états financiers d'ici le T4 de 2009-2010.	L'ébauche du format des états financiers IFRS a été finalisée.
Quantifier les effets de la conversion.	Élaboration du bilan d'ouverture IFRS au plus tard à la fin du T2 de 2010-2011.	Le bilan d'ouverture IFRS a été finalisé; les effets de la conversion ont été quantifiés.
Systèmes et processus		
Déterminer les répercussions des changements à la convention comptable sur les systèmes et les processus et mettre en œuvre les changements requis.	Les changements aux systèmes et aux processus sont mis en place à temps pour supporter les exigences de communication en double de l'information financière au cours de l'exercice 2010-2011.	Les changements requis aux systèmes et aux processus ont été mis en œuvre, dont l'élaboration d'un système de communication en double de l'information financière pour l'exercice 2010-2011. Les changements requis n'étaient pas majeurs.
Confirmer que les systèmes et les processus viennent à l'appui des besoins de données aux fins de la communication de l'information financière.	Les états financiers comparatifs sont établis et la communication de renseignements financiers est effectuée au cours de l'exercice 2010-2011.	Les états financiers IFRS ont été dressés pour l'exercice de comparaison.
Veiller à ce que l'environnement de contrôle soit maintenu au fur et à mesure que les changements aux systèmes et aux processus sont mis en œuvre.	Toutes les répercussions importantes sur le plan des contrôles ont été évaluées au moment de la planification de la mise en œuvre des changements aux systèmes et aux processus.	Les répercussions, dans l'environnement de contrôle, des changements aux systèmes et aux processus ont été évaluées. Aucun changement important n'a été requis.
Entreprise		
Évaluer les répercussions sur tous les secteurs de la société et mettre en œuvre les changements requis.	Les répercussions sur tous les secteurs de la société doivent être déterminées d'ici le T2 de 2009-2010.	L'évaluation des répercussions sur d'autres secteurs de la société est achevée. Les répercussions ont été communiquées aux secteurs de la société et les changements requis ont été mis en œuvre. Ces changements n'étaient pas majeurs.
Communiquer le plan de conversion, les répercussions des IFRS et la progression de la mise en œuvre à l'interne et à l'externe.	Tenir à jour et mettre à exécution les plans de gestion du changement et de communication tout au long du projet.	Des mises à jour sont fournies au Comité de vérification à chaque réunion. Des séances spéciales se sont tenues pour communiquer les répercussions des normes IFRS déterminées et les choix comptables IFRS 1, et pour présenter le bilan d'ouverture IFRS.
Déterminer les niveaux appropriés de formation sur les IFRS pour chaque secteur de la société et fournir cette formation.		Une formation détaillée sur les IFRS a été donnée aux membres clés de l'équipe de projet des IFRS. Les besoins de formation et d'information pour le reste de la société ont été déterminés et des mesures sont en place pour répondre à ces besoins.

Les paragraphes suivants décrivent les principaux changements que la société prévoit apporter à ses conventions comptables en raison de la conversion aux IFRS, ainsi que les choix comptables IFRS 1 qu'elle prévoit faire. Les descriptions présentées ci-dessous sont fondées sur les normes comptables qui, de l'avis de la société, seront en vigueur pour sa première période de communication de l'information financière selon les IFRS. Ces descriptions pourraient être modifiées selon les circonstances et tout changement susceptible d'être apporté aux normes.

Il est impossible de déterminer avec certitude l'incidence que les IFRS auront sur les états financiers consolidés de la société tant que toutes les normes qui seront applicables en date du 31 mars 2012, date de clôture du premier exercice IFRS de la société, ne seront pas connues. Les répercussions quantifiées présentées plus bas sont donc sujettes à changement.

L'impact global de la transition aux IFRS, le 1^{er} avril 2010, sur les bénéfices non répartis de la société devrait être une diminution de 127,9 millions de dollars.

Avantages des employés

(i) En vertu des IFRS, la société prévoit que sa convention comptable consistera à comptabiliser les gains et les pertes actuariels au poste des autres éléments du résultat étendu le 31 mars de chaque année. En vertu des PCGR, la société comptabilise actuellement les gains et les pertes actuariels enregistrés au fil du temps selon la méthode du corridor. La société prévoit choisir de comptabiliser tous les gains et toutes les pertes actuariels accumulés pour ses régimes à prestations déterminées à la date de la transition. L'ajustement transitoire sur les bénéfices non répartis en rapport avec ce poste devrait être une diminution de 63,4 millions de dollars. De plus, la société prévoit se prévaloir de l'exemption de divulguer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs du plan, le surplus/déficit du régime à prestations déterminées et les écarts entre résultats et prévisions avant la date de la transition.

(ii) En vertu des IFRS, la société doit comptabiliser immédiatement un passif pour tous les coûts des services passés découlant des modifications aux régimes, pourvu que les prestations soient déjà acquises. Si elles ne le sont pas, la société doit comptabiliser ce passif selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle de service, et ce, jusqu'à ce que les prestations soient acquises. En vertu des PCGR canadiens, le coût de toutes les prestations au titre des services passés, découlant des modifications aux

régimes, était amorti sur la durée moyenne résiduelle de service des salariés actifs au moment où la modification était comptabilisée. Au moment de la transition, la société prévoit comptabiliser le coût de toutes les prestations acquises au titre des services passés. L'incidence de cette approche sur les bénéfices non répartis devrait être une diminution de 1,3 million de dollars.

(iii) En vertu des IFRS, si la société détient un actif net du régime pour son obligation au titre des prestations constituées, il doit se limiter au total des coûts des services passés non comptabilisés et de la valeur actualisée des avantages économiques existants sous forme de tout remboursement futur du régime ou de toute réduction des cotisations futures au régime. Aux fins de calcul de la valeur actualisée des avantages économiques, la société tient compte de toute exigence minimale de capitalisation applicable à l'un ou l'autre de ses régimes. La société dispose d'un avantage économique si l'avantage est réalisable pendant la durée du régime ou au moment du règlement de ses obligations. Ce n'est pas ainsi que les PCGR du Canada calculaient le plafond de l'actif. Au moment de la transition, la société prévoit comptabiliser un passif supplémentaire, et l'incidence devrait être une diminution de 41,8 millions de dollars des bénéfices non répartis.

(iv) En vertu des IFRS, la date de mesure de l'obligation au titre des prestations constituées et des actifs du régime doit en être une à laquelle les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas considérablement des montants qui seraient établis à la fin de l'exercice. Selon les PCGR canadiens, les actifs des régimes et l'obligation au titre des prestations constituées étaient mesurés trois mois avant la date de clôture des états financiers annuels. Au moment de la transition, la société prévoit comptabiliser une diminution des bénéfices non répartis de 21,4 millions de dollars, découlant du changement de la date de mesure.

(v) Les IFRS exigent de la société qu'elle comptabilise un passif pour les absences rémunérées à court terme non acquises. La dépense est comptabilisée lorsque l'employé rend des services qui augmentent son droit à des absences rémunérées futures qui ne sont pas acquises. Les PCGR du Canada n'exigeaient pas qu'un passif soit comptabilisé pour ce type d'avantage à court terme pour les employés. L'ajustement transitoire visant à comptabiliser cette obligation devrait occasionner une diminution des bénéfices non répartis de 1,2 million de dollars.

Coûts de constitution des prêts

En vertu des IFRS, les coûts de constitution des prêts doivent être progressifs et directement attribuables à la constitution des prêts. Ils doivent être reportés et comptabilisés sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque les états financiers étaient dressés selon les PCGR canadiens, une partie des frais d'administration étaient reportés et comptabilisés sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif, puisque ces frais étaient considérés comme des coûts directs découlant de la négociation et de l'exécution des ententes de prêt. Ces coûts ne remplissent pas les critères des coûts de constitution des prêts selon les IFRS et la société prévoit comptabiliser le solde reporté au moment de la transition. L'incidence de la transition sur les bénéfices non répartis devrait être une diminution de 6,0 millions de dollars.

Frais imposés après la constitution d'un prêt

Dans le cas d'états financiers dressés selon les IFRS, les frais imposés après la constitution d'un prêt sont comptabilisés immédiatement comme produit. Il s'agit notamment des frais de conversion, des frais associés à un nouvel amortissement, des frais de conversion à un prélèvement à réduction de capital et des frais de modification du calendrier de remboursement qui, selon les PCGR canadiens, étaient reportés et comptabilisés sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La société prévoit comptabiliser le solde reporté au moment de la transition. L'incidence de la transition sur les bénéfices non répartis devrait être une augmentation de 5,7 millions de dollars.

Désactualisation

Lorsqu'un prêt est classé douteux, le montant comptabilisé est ramené à la valeur estimative de réalisation au moyen d'un ajustement de la provision pour pertes sur créances. La perte de valeur est comptabilisée et correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux

de trésorerie prévus actualisés. Au cours des exercices ultérieurs, tout changement de la valeur actuelle des flux de trésorerie prévus attribuable au passage du temps entraîne un ajustement de la provision pour pertes sur créances effectué au moyen de l'ajustement pour prêts qui ne sont plus douteux; le montant de cet ajustement est comptabilisé comme produit. Aux termes des IFRS, ce produit est comptabilisé dans les intérêts créditeurs, alors qu'aux termes des PCGR du Canada, ce produit était comptabilisé à titre de réduction de la charge pour pertes sur créances. L'adoption de cette nouvelle politique de comptabilisation des produits ne devrait pas avoir d'effet sur les états financiers de la société au moment de la transition.

Placements dans des sociétés affiliées

En vertu des IFRS, les placements dans des sociétés affiliées qui sont consolidés par la société mère d'un organisme de placements en capital-risque doivent être comptabilisés au coût selon la méthode de la mise en équivalence. Selon les PCGR canadiens, les placements de capital-risque consolidés par la société mère d'un organisme de placements en capital-risque sur lequel elle a une influence notable étaient comptabilisés à leur juste valeur. L'incidence de la transition aux IFRS devrait être une augmentation de 1,1 million de dollars des bénéfices non répartis et une augmentation de 0,5 million de dollars de la participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables.

Autres IFRS choisies à la transition

Regroupements d'entreprises

La société prévoit choisir de ne pas appliquer rétrospectivement IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, aux regroupements effectués avant la date de passage aux IFRS. Par conséquent, les regroupements d'entreprises antérieurs ne seraient pas ajustés et il n'y aurait pas d'effet sur les états financiers de la société au moment de la transition résultant de l'adoption de cette exemption.

Contrats de location-acquisition

Pour les accords qui ont été évalués selon les PCGR canadiens, la société prévoit exercer son droit, en vertu d'IFRS 1, de ne pas déterminer à nouveau si un accord comprend un contrat de location-acquisition aux termes d'IFRIC 4. Les accords conclus avant la date d'entrée en vigueur de CPN-150 du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) et qui n'ont pas été évalués subséquemment en vertu de CPN-150 ont été évalués en vertu d'IFRIC 4. Aucun autre contrat de location-acquisition n'a été trouvé. Ce choix ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers au moment de la transition.

Coûts d'emprunt

Lorsqu'elle dressait ses états financiers selon les PCGR du Canada, la société comptabilisait ses coûts d'emprunt à mesure qu'ils étaient engagés. Au moment de la transition, la société prévoit choisir de capitaliser ses coûts d'emprunt seulement dans le but de qualifier les actifs pour lesquels la date d'inscription à l'actif était la même que la date de transition ou antérieure à celle-ci. Ce choix ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers au moment de la transition.

Les tableaux suivants illustrent de façon plus détaillée l'incidence que la transition aux IFRS devrait avoir sur la situation financière et les résultats financiers de la société.

Rapprochement des capitaux propres

(milliers de dollars)	1 ^{er} avril 2010
Total des capitaux propres selon les PCGR du Canada	2 345 055 \$
Écarts faisant augmenter (diminuer) les bénéfices non répartis	
Avantages des employés	(87 454)
Coûts de constitution des prêts	(6 038)
Frais imposés après la constitution d'un prêt	5 725
Participations dans des sociétés affiliées	1 064
Écarts faisant diminuer le cumul des autres éléments du résultat étendu	
Avantages des employés	(41 755)
Écarts faisant augmenter la participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	
Placements dans des sociétés affiliées	526
Total des capitaux propres selon les IFRS	2 217 123 \$

Rapprochement du bilan consolidé en date du 1^{er} avril 2010

(milliers de dollars)

Comptes établis selon les PCGR du Canada	PCGR du Canada	Ajustements attribuables aux IFRS	IFRS	Comptes établis selon les IFRS
Actif				
Trésorerie	628 023 \$	– \$	628 023 \$	Trésorerie
Placements temporaires	199 818	–	199 818	Placements temporaires
Créances	32 802	–	32 802	Créances
Actifs dérivés	66 945	–	66 945	Actifs dérivés
	927 588	–	927 588	
Prêts nets	19 159 940	(313)	19 159 627	Prêts nets
Contrats de location-financement nets	2 827	–	2 827	Contrats de location-financement nets
Placements de capital-risque	59 987	1 590	61 577	Placements de capital-risque
	19 222 754	1 277	19 224 031	
Matériel et améliorations locatives	31 513	–	31 513	Matériel et améliorations locatives
Logiciels	42 814	–	42 814	Logiciels
Matériel sous contrat de location-exploitation	14 867	–	14 867	Matériel sous contrat de location-exploitation
Autres actifs	46 791	(33 915)	12 876	Autres actifs
	135 985	(33 915)	102 070	
Total de l'actif	20 286 327 \$	(32 638) \$	20 253 689 \$	Total de l'actif
Passif				
Créditeurs et charges à payer	48 619 \$	1 229 \$	49 848 \$	Passif
Passifs dérivés	6 843	–	6 843	Créditeurs et charges à payer
	55 462	1 229	56 691	Passifs dérivés
Emprunts				Emprunts
Dette à court terme	8 810 407	–	8 810 407	Dette à court terme
Dette à long terme	8 948 764	–	8 948 764	Dette à long terme
	17 759 171	–	17 759 171	
Autres passifs	126 639	94 065	220 704	Autres passifs
Capitaux propres				
Surplus d'apport	547 725	–	547 725	Capitaux propres
Bénéfices non répartis	1 584 266	(86 703)	1 497 563	Surplus d'apport
Cumul des autres éléments du résultat étendu	203 603	(41 755)	161 848	Bénéfices non répartis
				Cumul des autres éléments du résultat étendu
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de l'entité mère	2 335 594	(128 458)	2 207 136	Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de l'entité mère
Participation minoritaire dans une entité à détenteurs de droits variables	9 461	526	9 987	Participation minoritaire dans une entité ad hoc
	2 345 055	(127 932)	2 217 123	
Total du passif et des capitaux propres	20 286 327 \$	(32 638) \$	20 253 689 \$	Total du passif et des capitaux propres

Responsabilité de la direction relativement aux états financiers consolidés

Le Conseil d'administration de Financement agricole Canada a examiné et approuvé les présents états financiers consolidés et le Rapport annuel, et la direction se porte garante de toute l'information qui y est donnée. Certains chiffres présentés dans les états financiers consolidés sont nécessairement fondés sur les meilleures estimations et les décisions de la direction, notamment la provision pour pertes sur créances, l'obligation au titre des prestations constituées, la réserve pour sinistres, les entités à détenteurs de droits variables et la juste valeur des instruments financiers.

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière présentée ailleurs dans le Rapport annuel concorde avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

La direction, dont la responsabilité est de veiller à l'intégrité et à la fidélité des états financiers consolidés, maintient des systèmes et des pratiques de contrôle financier et de gestion conçus pour offrir une assurance raisonnable que les opérations sont

adéquatement autorisées et enregistrées, que les actifs sont protégés, que les passifs sont passés en charge, que les documents comptables sont tenus selon les règles et que la société respecte les lois et les règles relatives aux conflits d'intérêt pertinentes. Au système de contrôle interne s'ajoute un service de vérification interne, qui examine périodiquement les différents aspects de l'exploitation de la société.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités de présentation de rapports financiers et de contrôle interne par l'entremise de son Comité de vérification. Ce comité est composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la société. Le Comité de vérification se réunit régulièrement avec les membres de la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes. Enfin, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au Comité de vérification.

La responsabilité de vérifier les opérations et les états financiers consolidés de la société et de faire rapport incombe au vérificateur général du Canada, qui agit à titre indépendant.



Le président-directeur général
Greg Stewart, P.Ag.



Le vice-président exécutif et principal
dirigeant financier
Rick Hoffman, CMA, MBA

Regina, Canada
Le 1^{er} juin 2011



Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Rapport sur les états financiers consolidés

J'ai effectué, l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Financement agricole Canada, qui comprennent le bilan consolidé au 31 mars 2011, et l'état consolidé des résultats d'exploitation, l'état consolidé du résultat étendu, l'état consolidé des variations des capitaux propres et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur

l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Financement agricole Canada au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis les principes comptables généralement reconnus du Canada ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de Financement agricole Canada dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers consolidés ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur Financement agricole Canada*, aux règlements administratifs de Financement agricole Canada ainsi qu'aux instructions données en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le vérificateur général du Canada par intérim,

John Wiersema, FCA

Le 1^{er} juin 2011
Ottawa, Canada

Bilan consolidé

31 mars (milliers de dollars)	2011	2010 redressé (note 3)
Actif		
Trésorerie	601 840 \$	628 023 \$
Placements temporaires (note 4)	284 162	199 818
Créances	12 676	32 802
Actifs dérivés (note 5)	47 407	66 945
	946 085	927 588
Prêts nets (notes 6 et 8)	20 748 432	19 159 940
Contrats de location-financement nets (notes 7 et 8)	4 912	2 827
Placements de capital-risque (note 9)	58 024	59 987
	20 811 368	19 222 754
Matériel et améliorations locatives (note 10)	29 314	31 513
Logiciels (note 11)	42 124	42 814
Matériel sous contrat de location-exploitation (note 12)	19 077	14 867
Autres actifs (note 13)	62 089	46 791
	152 604	135 985
Total de l'actif	21 910 057 \$	20 286 327 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	50 656 \$	48 619 \$
Passifs dérivés (note 5)	4 724	6 843
	55 380	55 462
Emprunts (note 15)		
Dette à court terme	8 029 920	8 810 407
Dette à long terme	10 921 999	8 948 764
	18 951 919	17 759 171
Autres passifs (note 16)	134 128	126 639
Capitaux propres		
Surplus d'apport	547 725	547 725
Bénéfices non répartis	2 025 725	1 584 266
Cumul des autres éléments du résultat étendu	181 804	203 603
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de l'entité mère	2 755 254	2 335 594
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	13 376	9 461
	2 768 630	2 345 055
Total du passif et des capitaux propres	21 910 057 \$	20 286 327 \$

Engagements, cautionnements et éventualités (note 21).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par :

Le président-directeur général,
Greg Stewart, P.Ag.

Le président du Comité de vérification,
John Klippenstein, CMA

État consolidé des résultats d'exploitation

31 mars (milliers de dollars)	2011	2010
Intérêts créditeurs		
Prêts et contrats de location-financement	937 091 \$	797 441 \$
Placements	9 559	5 888
	946 650	803 329
	208 156	193 450
Intérêts débiteurs		
Intérêts créditeurs nets (note 17)	738 494	609 879
Charge pour pertes sur créances (note 8)	27 932	91 402
Intérêts créditeurs nets après la charge pour pertes sur créances	710 562	518 477
Produit net tiré de l'assurance	11 130	8 563
Autres produits	4 858	1 749
Bénéfice net et sources de revenus autres que d'intérêt	726 550	528 789
Frais d'administration (note 18)	270 801	255 165
Bénéfice net avant l'ajustement de juste valeur	455 749	273 624
Ajustement de juste valeur (note 19)	3 446	6 568
Bénéfice net	459 195 \$	280 192 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable à :		
Bénéfice net attribuable à l'actionnaire de l'entité mère	459 959 \$	281 916 \$
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	(764)	(1 724)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat étendu

31 mars (milliers de dollars)	2011	2010
Bénéfice net	459 195 \$	280 192 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	498	(186 689)
Virement au bénéfice net des gains réalisés sur dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	(21 060)	(16 896)
Variation des pertes nettes sur dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	(20 562)	(203 585)
Pertes nettes non réalisées sur placements temporaires disponibles à la vente	(1 237)	(6)
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	(21 799) \$	(203 591) \$
Total du résultat étendu	437 396 \$	76 601 \$
Total du résultat étendu (perte) attribuable à :		
à l'actionnaire de l'entité mère	438 160 \$	78 325 \$
à la participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	(764)	(1 724)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

(milliers de dollars)	Solde, 1 ^{er} avril 2010	Résultat étendu	Dividende versé	Distributions à la participation minoritaire	Solde, 31 mars 2011
Surplus d'apport	547 725 \$	– \$	– \$	– \$	547 725 \$
Bénéfices non répartis	1 584 266	459 959	(18 500)	–	2 025 725
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	203 859	(20 562)	–	–	183 297
Pertes nettes non réalisées sur actifs disponibles à la vente	(256)	(1 237)	–	–	(1 493)
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	203 603	(21 799)	–	–	181 804
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	9 461	(764)	–	4 679	13 376
Total	2 345 055 \$	437 396 \$	(18 500) \$	4 679 \$	2 768 630 \$

(milliers de dollars)	Solde, 1 ^{er} avril 2009	Résultat étendu	Dividende versé	Distributions à la participation minoritaire	Solde, 31 mars 2010
Surplus d'apport	547 725 \$	– \$	– \$	– \$	547 725 \$
Bénéfices non répartis	1 320 950	281 916	(18 600)	–	1 584 266
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	407 444	(203 585)	–	–	203 859
Pertes nettes non réalisées sur actifs disponibles à la vente	(250)	(6)	–	–	(256)
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	407 194	(203 591)	–	–	203 603
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	7 555	(1 724)	–	3 630	9 461
Total	2 283 424 \$	76 601 \$	(18 600) \$	3 630 \$	2 345 055 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie

31 mars (milliers de dollars)	2011	2010 redressé (note 3)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	459 959 \$	281 916 \$
Ajustements pour déterminer les rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation :		
Ajustement pour prêts qui ne sont plus douteux	6 470	—
Charge pour pertes sur créances	27 932	91 402
Ajustement de juste valeur	(3 446)	(6 568)
Amortissement (1)	(7 928)	(2 828)
Pertes (gains) de change	(47)	165
Autres	(2 931)	44
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(26 351)	(23 552)
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	1 253	(15 809)
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	454 911 \$	356 388 \$
Activités de placement		
Variation nette des prêts	(1 586 227) \$	(2 653 264) \$
Variation nette des contrats de location-financement	(2 020)	(2 858)
Variation nette des placements temporaires	(84 314)	(155 936)
Acquisition de placements de capital-risque	(12 002)	(11 282)
Produit à la cession et au remboursement de placements de capital-risque	15 582	8 793
Achat de matériel et améliorations locatives	(8 649)	(13 439)
Achat de logiciels	(14 563)	(18 169)
Achat de matériel sous contrat de location-exploitation	(7 862)	(11 295)
Cession (acquisition) de propriétés immobilières destinées à la vente	(24)	845
Sorties de fonds liées aux activités de placement	(1 700 079) \$	(2 856 605) \$
Activités de financement		
Dette à long terme émise	5 775 881 \$	6 494 404 \$
Dette à long terme remboursée	(3 486 289)	(3 351 310)
Dette à court terme émise	42 093 003	71 043 951
Dette à court terme remboursée	(43 164 403)	(71 834 808)
Produit de la vente de dérivés	19 293	98 683
Dividende versé	(18 500)	(18 600)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	1 218 985 \$	2 432 320 \$
Variation de la trésorerie		
Trésorerie au début de l'exercice	628 023	695 920
Trésorerie à la fin de l'exercice	601 840 \$	628 023 \$
La trésorerie comprend :		
Liquidités	18 106 \$	7 377 \$
Placements à court terme	583 734	620 646
Information supplémentaire		
Intérêts payés au cours de l'exercice	211 617 \$	249 649 \$

(1) Comprend l'amortissement du matériel et des améliorations locatives, des logiciels, du matériel sous contrat de location-exploitation, du cumul des autres éléments du résultat étendu, de la prime/l'escompte de l'émission d'obligations, des commissions reportées et des coûts directs initiaux de location-financement reportés.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

1. La société

Pouvoirs et objectifs

Financement agricole Canada (la société) a été constituée en 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État mandataire classée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La société appartient à cent pour cent au gouvernement du Canada et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 2 avril 1993, la *Loi sur la Société du crédit agricole* est entrée en vigueur en remplacement de la *Loi sur le crédit agricole* et de la *Loi sur le crédit aux groupements agricoles* qui ont été toutes deux abrogées. La Loi prévoit la prorogation de la société, l'emplacement de son siège social à Regina, en Saskatchewan, et l'élargissement de son mandat pour lui donner des pouvoirs plus étendus en matière de prêt et d'administration.

Le 14 juin 2001, la *Loi sur Financement agricole Canada* a reçu la sanction royale, mettant à jour la *Loi sur la Société du crédit agricole*. En vertu de cette nouvelle loi, la société poursuit ses activités sous l'appellation de Financement agricole Canada et peut dorénavant offrir une gamme élargie de services aux producteurs et aux agroentrepreneurs.

En septembre 2008, la société et quelques autres sociétés d'État ont reçu une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, exigeant de prendre dûment en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages. Au cours de l'exercice 2010-2011, la société a continué de veiller à la mise en application des exigences du paragraphe 89(6) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

La société a pour mission de mettre en valeur le secteur rural canadien en fournissant des services et des produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés aux exploitations agricoles – notamment les fermes familiales – et aux entreprises – notamment les petites et moyennes entreprises – de ce secteur qui sont des entreprises liées à l'agriculture. Les activités de la société visent principalement les exploitations agricoles, notamment les fermes familiales.

2. Principales conventions comptables

Règles de présentation

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

La préparation des états financiers consolidés selon les PCGR exige, de la direction, des estimations, des hypothèses et des opinions qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Il est possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations. Les parties les plus importantes qui sont fondées sur les estimations et les opinions de la direction sont la provision pour pertes sur créances, l'obligation de prestations constituées, la réserve pour les demandes d'indemnité, les entités à détenteurs de droits variables et la juste valeur des instruments financiers.

Les principales conventions comptables utilisées pour dresser les états financiers consolidés sont résumées dans les pages qui suivent.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de la société en commandite Avrio Ventures Limited Partnership (Avrio). Cette société en commandite entre dans la catégorie d'une entité à détenteurs de droits variables dont la société est le principal bénéficiaire étant donné qu'elle détient une participation de 67 % dans la société en commandite. Les opérations importantes effectuées entre la fin de l'exercice d'Avrio (31 décembre) et la fin de l'exercice de la société ont été ajustées. Tous les soldes et toutes les opérations interentreprises importantes ont été éliminés. La participation minoritaire, qui représente les capitaux propres dans Avrio qui ne sont pas attribuables à la société, a été incluse dans le bilan consolidé, l'état consolidé des résultats d'exploitation, l'état consolidé du résultat étendu et l'état consolidé des variations des capitaux propres.

Classement et désignation des instruments financiers

Les actifs financiers sont classés ou désignés comme « prêts et créances », « détenus à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente ». Les passifs financiers sont classés ou désignés comme « détenus à des fins de transaction » ou « autres ».

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés dont les paiements fixes ou déterminables ne sont pas cotés dans un marché actif. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers ou des passifs financiers achetés ou engagés dans l'intention de produire des profits à court terme, des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme éléments de relations de couverture ou des instruments financiers qui sont désignés comme détenus à des fins de transaction dès leur constatation initiale. Les instruments financiers disponibles à la vente sont détenus pour une période indéterminée et peuvent être vendus à des fins de liquidités ou à la suite de fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours des actions.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à leur juste valeur et par la suite comptabilisés selon leur classement.

Trésorerie

La trésorerie comprend les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme hautement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et dont la date d'échéance est habituellement de 90 jours ou moins de leur date d'acquisition. L'intérêt gagné sur la trésorerie est compris dans les intérêts créditeurs sur placements.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont des placements dont les dates d'échéance se situent entre 91 et 365 jours à compter de leur date d'acquisition. Ils sont acquis principalement à des fins de liquidité et sont désignés comme actifs disponibles à la vente. Les placements temporaires sont comptabilisés à leur juste valeur selon la date de règlement, au moyen d'une technique d'évaluation décrite dans la section Juste valeur des instruments financiers. Les gains et pertes non réalisés sont compris dans le cumul des autres éléments du revenu étendu. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés au moment où ils sont exigibles et sont compris dans les intérêts créditeurs sur placements.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés créent des droits et des obligations destinés à atténuer un ou plusieurs des risques financiers inhérents à un instrument financier principal sous-jacent. La société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change en fonction des limites approuvées par le Conseil d'administration. Ces limites reposent sur les lignes directrices établies par le ministère des Finances. La société n'utilise aucun instrument dérivé pour spéculer.

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des éléments de couverture dans le cadre de relations de couverture efficaces sont classés comme éléments détenus à des fins de transaction. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont constatés à leur juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation décrite dans la section Juste valeur des instruments financiers, alors que les gains et pertes sont constatés dans l'ajustement de juste valeur. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés comme actifs lorsque leur juste valeur est positive et comme passifs lorsque leur juste valeur est négative. Les intérêts gagnés et les intérêts à payer sur les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont respectivement compris dans les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs.

Comptabilité de couverture de flux de trésorerie

Les instruments dérivés qui sont désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La partie efficace des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu alors que la partie inefficace des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée dans l'ajustement de juste valeur. Les instruments dérivés qui sont désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés comme des actifs lorsque leur juste valeur est positive et comme des passifs lorsque leur juste valeur est négative. Les intérêts créditeurs ou débiteurs associés aux instruments dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés de la même manière que l'élément couvert, soit à titre d'ajustements aux intérêts créditeurs ou aux intérêts débiteurs respectivement.

La comptabilité de couverture de flux de trésorerie est prospectivement abandonnée lorsque l'instrument dérivé est liquidé, arrive à échéance ou n'est plus admissible comme un élément de couverture de flux de trésorerie efficace. Lorsqu'une relation de couverture de flux de trésorerie est abandonnée, tous les gains ou pertes cumulatifs comptabilisés antérieurement à titre d'autres éléments du résultat étendu sont virés au poste des intérêts créditeurs nets pendant le reste du terme de l'instrument de couverture initial en tenant compte de l'incidence, sur ces intérêts créditeurs nets, de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas des instruments dérivés qui demeurent en cours après la date d'abandon de la relation de couverture, tous les gains ou pertes de juste valeur ultérieurs sont comptabilisés immédiatement à titre d'ajustement de juste valeur.

Prêts

Les prêts sont classés comme prêts ou créances. Les prêts sont inscrits à leur valeur nette après déduction de la provision pour pertes sur créances et des commissions sur prêts reportées et sont évalués à leur coût après amortissement à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont constatés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à ce que le prêt soit classé douteux. Une fois qu'un prêt est classé douteux, la désactualisation de la valeur actualisée de la garantie est comptabilisée à titre de réduction de la charge pour pertes sur créance selon le taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les commissions liées à l'établissement des prêts, notamment les commissions d'engagement et de renégociation, sont considérées comme faisant partie intégrante du rendement réalisé sur les prêts et sont comptabilisées à titre d'intérêts créditeurs sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En outre, certains coûts différenciels directs liés à l'établissement des prêts sont reportés et déduits des commissions afférentes.

Un prêt est classé douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité sur le plan du crédit s'est détériorée au point où il n'existe plus de certitude raisonnable de percevoir dans un délai acceptable le montant du capital et des intérêts. De plus, tout prêt affichant un montant en souffrance supérieur à 500 \$ pendant 90 jours est classé douteux, sauf s'il est suffisamment garanti. Lorsqu'un prêt est classé douteux, le montant comptabilisé est ramené à la valeur estimative de réalisation au moyen d'une augmentation de la provision pour pertes sur créances. Si la valeur estimative de réalisation change après l'estimation initiale du prêt douteux, l'écart donnera lieu à un ajustement de la provision pour pertes sur créances.

Les intérêts créditeurs cessent d'être comptabilisés lorsqu'un prêt est classé douteux. Tout versement reçu en remboursement d'un prêt douteux est porté au crédit de l'investissement comptabilisé pour le prêt en question. Le prêt douteux est réinscrit comme prêt productif lorsqu'il existe une assurance raisonnable, de l'avis de la direction, du recouvrement ultime du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt douteux redevient productif, la provision pour pertes sur créances est réduite par l'ajustement pour prêts qui ne sont plus douteux, qui correspond au montant des intérêts créditeurs maintenant comptabilisés.

Les prêts sont radiés et sont imputés à la provision pour pertes sur créances s'il n'existe pas une assurance raisonnable de recouvrement futur.

Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement sont classés comme prêts ou créances. Ils sont inscrits à leur valeur nette après déduction de la provision pour pertes sur créances et sont constatés en fonction du montant total des paiements futurs minimums prévus au contrat de location-financement, auquel s'ajoutent les valeurs résiduelles estimées moins le revenu financier non gagné. Le produit tiré des contrats de location-financement est constaté de façon à produire un taux de rendement constant sur le contrat de location-financement.

Provision pour pertes sur créances

La société constate une provision pour pertes sur créances, qui correspond à la meilleure estimation par la direction des pertes subies dans le portefeuille de prêts et de contrats de location-financement en date du bilan. Le montant de la provision augmente ou diminue en fonction de la charge pour pertes sur créances, de la subvention gouvernementale au titre du Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc (PRPPIC), comme il est décrit dans la section Aide de l'État, et de l'ajustement pour prêts qui ne sont plus douteux, comme il est décrit dans la section Prêts. Cette provision est réduite des radiations nettes des sommes recouvrées.

En date de chaque bilan, la société détermine s'il existe des éléments probants indiquant qu'un prêt ou un contrat de location-financement a subi une perte de valeur. Si des éléments probants indiquent que le prêt ou le contrat de location-financement a subi une perte de valeur, la valeur comptable du prêt ou du contrat de location-financement est réduite au poste de la provision pour pertes sur créances, et le montant de la perte est constaté au moyen de la charge pour pertes sur créances. Pour déterminer la provision pour pertes sur créances, la direction regroupe les pertes sur créances en deux composantes : une provision spécifique et une provision générale.

Provision spécifique : Fondée sur un examen des comptes individuels, la provision spécifique est établie de manière à évaluer les prêts ou les contrats de location-financement douteux au moindre de leur valeur comptable au bilan et leur valeur estimative de réalisation. La valeur de réalisation est fondée sur la juste valeur de la garantie sous-jacente ainsi que sur le délai et les coûts estimatifs liés à la réalisation de la garantie. Si la valeur estimative de réalisation change après l'estimation initiale des prêts et contrats de location-financement douteux, l'écart donnera lieu à un ajustement à la provision spécifique. Dans le cas des prêts accordés dans le cadre du programme de financement de trésorerie, la société ne détient aucun bien en garantie et la valeur estimative de réalisation est déterminée en fonction des flux de trésorerie prévus, en tenant compte du délai et des coûts estimatifs liés à leur réalisation.

Provision générale : Une provision générale est établie pour évaluer les pertes sur créances estimatives qui ont été subies à la date du bilan et qui sont liées à des prêts ou contrats de location-financement particuliers du portefeuille pour lesquels une détérioration de la qualité du crédit a été observée, mais qui ne répondent pas aux critères de la société pour établir une provision spécifique. La société utilise un modèle pour déterminer les pertes estimatives associées à ce type de prêts ou de contrats de location-financement. Ce modèle tient compte de signes précis de détérioration de la qualité du crédit, tels que des changements négatifs à la capacité de remboursement des emprunteurs. Le montant de la provision générale est calculé par l'application de taux de défaut de paiement aux montants de perte estimatifs sur les prêts et les contrats de location-financement en cause. Ces facteurs reposent sur les données historiques de la société et sont ajustés afin de refléter la conjoncture actuelle.

La provision générale, qui est calculée sur une base collective, permet également d'évaluer les pertes subies en date du bilan mais qui ne peuvent pas être associées à des prêts ou à des contrats de location-financement particuliers. Pour déterminer le montant de cette portion de la provision générale, la direction évalue les conditions commerciales et économiques, l'expérience de pertes historiques sur créances ajustée en fonction de la conjoncture actuelle du marché, la composition du portefeuille de prêts et de contrats de location-financement et d'autres facteurs pertinents. À titre de prêteur à un seul secteur d'activité, la société est particulièrement exposée aux tendances économiques défavorables et aux autres risques et incertitudes propres à certains secteurs et à certaines régions agricoles. En conséquence, la direction inclut ces facteurs dans son évaluation.

La provision pour pertes sur créances est une estimation à des fins comptables. Des événements peuvent avoir lieu qui rendent invalides les hypothèses sur lesquelles repose l'estimation; ainsi, les pertes sur créances réelles pourraient varier sensiblement par rapport à l'estimation de la direction. La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction sont examinées régulièrement pour tenter de réduire tout écart entre les pertes estimatives et les pertes réelles.

Placements de capital-risque

Les placements de capital-risque comprennent les placements qui sont détenus directement par la société (Fonds FAC) et les placements détenus par Avrio Ventures Limited Partnership (Fonds Avrio). Les placements du Fonds FAC visent essentiellement à financer des petites et moyennes entreprises qui sont au stade de début de croissance jusqu'au stade de maturité, tandis que les placements du Fonds Avrio ciblent des sociétés dont le profil de risque est plus élevé, allant du stade de commercialisation au stade de croissance.

À l'exception d'un placement sur lequel elle a une influence importante, la société a désigné ses placements au titre du Fonds FAC comme des actifs détenus à des fins de transaction afin d'éliminer la nécessité de cerner et de séparer certaines options incorporées prévues dans les contrats de placement.

Les placements de capital-risque du Fonds FAC et du Fonds Avrio, sur lesquels la société n'a pas beaucoup d'influence, sont comptabilisés à la juste valeur et les gains et pertes sont constatés au moyen d'une technique d'évaluation décrite dans la section Juste valeur des instruments financiers, les gains et les pertes étant constatés dans l'ajustement de juste valeur. Les intérêts sur la dette, qui sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés au moment où ils sont exigibles et sont compris dans les intérêts créditeurs. Les dividendes sur les actions privilégiées et les actions ordinaires sont comptabilisés au moment où ils sont exigibles et déclarés, respectivement, et sont compris dans les intérêts créditeurs. Les produits tirés des redevances et des commissions sont également comptabilisés au moment où ils sont exigibles et sont compris dans les intérêts créditeurs.

Le placement de capital-risque du Fonds FAC sur lequel la société a une influence importante est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la quote-part, au prorata, des gains réalisés après la prise de participation est comprise dans les autres produits et ajuste la valeur comptable du placement. Les dividendes reçus ou à recevoir réduisent la valeur comptable du placement.

Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût d'origine moins l'amortissement cumulé.

Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition du matériel ou des améliorations locatives. Les dépenses subséquentes sont comprises dans la valeur comptable du matériel ou des améliorations locatives, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que la société bénéficie des avantages économiques qui leur sont associés et que leur coût peut être déterminé de façon exacte. Tous les coûts de réparation et d'entretien sont passés en charges dans l'exercice où ils sont engagés.

L'amortissement débute au moment où la société peut utiliser le matériel ou l'amélioration locative et fait partie des frais d'administration. L'amortissement est calculé à l'aide de la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

	Durée
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ou 5 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre le terme du bail et la durée économique de l'actif

Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. Les dépenses liées aux logiciels conçus à l'interne sont constatées comme des actifs lorsque la société peut prouver son intention et sa capacité de poursuivre le développement et l'utilisation des logiciels d'une façon qui produira des avantages économiques futurs, et qu'elle peut en toute fiabilité mesurer les coûts nécessaires pour mener le développement à terme. Les coûts capitalisés des logiciels créés à l'interne comprennent tous les coûts directement attribuables à leur développement.

Ils sont amortis dès que les logiciels sont utilisés par la société. L'amortissement est comptabilisé sur une durée de vie utile estimative de trois ou cinq ans selon la méthode linéaire et est compris dans le poste des frais d'administration.

Matériel sous contrat de location-exploitation

Le matériel sous contrat de location-exploitation est comptabilisé au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Le produit des contrats de location-exploitation est constaté selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location et est inclus dans les intérêts créditeurs. Les coûts directs initiaux engagés dans la négociation et l'établissement du contrat de location-exploitation sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Avantages sociaux futurs

La société offre au personnel un régime enregistré de retraite à prestations déterminées, trois régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées, un régime de retraite à cotisations déterminées, un régime supplémentaire de retraite à cotisations déterminées et d'autres régimes d'avantages déterminés, qui offrent des avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi à la majorité de ses employés. Les régimes de retraite à prestations déterminées reposent sur le nombre d'années de service des employés et sur la moyenne de leurs rémunérations les plus élevées durant cinq années de service consécutives. Ils sont aussi assortis d'une protection contre l'inflation. Les régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées sont offerts aux employés dont le revenu d'emploi est supérieur aux gains ouvrant droit à pension.

Les régimes de prestations de retraite comprennent des régimes contributifs de soins de santé, dont les cotisations des employés sont rajustées annuellement, et un régime non contributif d'assurance-vie. Des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offrent des prestations d'invalidité à court terme, des indemnités de cessation d'emploi ainsi que des avantages de soins de santé aux employés en congé d'invalidité de longue durée.

L'obligation au titre des prestations constituées de retraite et des autres régimes d'avantages déterminés est calculée selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, qui tient compte de la meilleure estimation de la direction des niveaux futurs de salaires, de l'augmentation des autres coûts, de l'âge auquel les employés prennent leur retraite et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de leur rendement prévu, les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur.

Les gains ou les pertes actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement réel à long terme des actifs des régimes pour l'exercice et le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes pour le même exercice ou des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. Le montant du gain actuariel cumulatif net ou de la perte actuarielle cumulative nette qui dépasse de 10 p. 100 la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées ou la juste valeur des actifs des régimes, en prenant la plus élevée des deux, est amorti à l'aide de la méthode linéaire sur la durée moyenne résiduelle de service des salariés actifs. Selon les estimations actuarielles, la durée moyenne résiduelle de service des salariés actifs inscrits aux régimes de retraite à prestations déterminées est de 10 ans (10 ans en 2010). La durée moyenne résiduelle de service des salariés jusqu'à l'âge de retraite prévue est de 15 ans (15 ans en 2010) dans le cas des salariés qui doivent recevoir des prestations en vertu des régimes de prestations complémentaires de retraite non liées à la pension et de 15 ans (15 ans en 2010) dans le cas des salariés actifs couverts par les régimes de prestations postérieures à l'emploi.

Le coût des prestations au titre des services passés, découlant des modifications aux régimes, est amorti à l'aide de la méthode linéaire sur la durée moyenne résiduelle de service des salariés actifs au moment où la modification est constatée.

Assurances

La société vend de l'assurance-vie et accidents collective du créancier à ses clients dans le cadre d'un programme d'assurances qui est administré par une grande société d'assurance. Les primes d'assurance sont déterminées par une analyse actuarielle et sont comptabilisées à leur échéance dans le produit net tiré de l'assurance.

Les charges liées aux indemnités d'assurance, qui sont incluses dans le produit net tiré de l'assurance, comprennent les règlements de sinistre qui sont constatés à titre de sinistres réalisés au cours de l'exercice, une charge pour les sinistres à payer à la fin de l'exercice et qui avaient été subis en date du bilan et les ajustements

à la réserve pour sinistres. La réserve pour sinistres représente le passif attribuable au déficit prévu des primes futures par rapport aux sinistres futurs. La réserve pour indemnités d'assurance est comptabilisée à la juste valeur dans le poste des autres passifs. Elle est calculée selon une méthode actuarielle à l'aide de la Méthode canadienne axée sur le bilan et est préparée sur une base de permanence, en tenant compte du niveau approprié de risque inhérent à l'obligation. Elle est fondée sur des estimations de primes futures, de coûts et de charges futures de risques-décès, de l'expérience passée, des taux d'intérêt et des marges pour les écarts négatifs par rapport à ces hypothèses. Les résultats réels peuvent varier par rapport aux meilleures hypothèses d'estimation, ce qui pourrait se traduire par des résultats au titre du régime différents par rapport aux prévisions. Ces hypothèses sont revues au moins une fois par année et mises à jour en fonction de l'expérience réelle et de la conjoncture. Les variations par rapport à l'estimation sont comptabilisées au bénéfice net au moment où elles se produisent et sont comprises dans le poste des charges liées aux indemnités d'assurance.

La société maintient un actif au titre de la réserve d'assurance avec l'assureur afin de financer le paiement des indemnités futures. Cet actif est classé comme prêt ou créance; il est évalué au coût après amortissement, et est compris dans les autres actifs.

Les frais liés à l'administration du programme d'assurance sont constatés au titre des frais d'administration. La charge à payer au titre des sinistres exigibles est un instrument financier comptabilisé au coût après amortissement au poste des créditeurs et charges à payer.

Propriétés immobilières destinées à la vente

Les propriétés immobilières acquises des clients en règlement de prêts sont désignées comme des actifs disponibles à la vente et sont comptabilisées au poste des autres actifs à leur juste valeur, moins les frais de vente associés. La juste valeur, moins les frais associés à la vente, correspond à la somme qui pourrait être réalisée par une vente dans un marché de pleine concurrence, compte tenu du temps estimatif requis pour réaliser la garantie, des coûts estimatifs de la réalisation et de tout montant devant légalement être versé à l'emprunteur.

La valeur comptable des propriétés immobilières disponibles à la vente est ajustée pour tenir compte de toute diminution importante de la juste valeur estimative après leur acquisition. Les sommes recouvrées de la cession de propriétés immobilières disponibles à la vente sont comptabilisées à la date à laquelle l'acheteur prend possession du titre de propriété. Les recouvrements, les ajustements et les frais d'exploitation nets des propriétés immobilières disponibles à la vente forment une composante du poste des autres produits.

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et les charges à payer sont classés comme autres passifs financiers et mesurés au coût après amortissement.

Emprunts

Les emprunts sont contractés avec l'autorisation du ministre des Finances. Ils constituent des obligations directes pour la société, de sorte qu'ils équivalent à des emprunts contractés au nom de Sa Majesté du chef du Canada et sont, à ce titre, pleinement garantis par le gouvernement du Canada.

Les billets structurés font partie du programme de financement de la société. Les billets structurés sont des valeurs mobilières hybrides qui combinent des produits à revenu fixe et des instruments financiers dérivés. La société a désigné les billets structurés comme détenus à des fins de transaction afin de les comptabiliser d'une façon compatible à celle utilisée pour comptabiliser les variations de juste valeur de leurs instruments dérivés associés. Les emprunts désignés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur et les gains et les pertes sont constatés dans l'ajustement de juste valeur.

Les autres emprunts sont classés comme autres passifs financiers et évalués au coût après amortissement.

Les intérêts à payer sur tous les emprunts sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et sont constatés au poste des intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Passifs des prêts Transfert

La société constate un passif de prêt Transfert qui représente les sommes dues à des tiers à la signature d'un contrat en vertu duquel elle doit verser des montants conformément à un calendrier de décaissement relatif aux prêts Transfert non décaissés, lesquels sont compris dans les prêts. Au moment où les paiements sont versés conformément au calendrier de décaissement du prêt Transfert, le montant applicable du passif du prêt Transfert est réduit en conséquence. Les passifs des prêts Transfert sont comptabilisés au coût après amortissement et sont compris dans les autres passifs.

Aide de l'État

La société est l'une des institutions financières qui participent au PRPIP. En vertu du PRPIP, le gouvernement du Canada a établi un fonds de réserve pour pertes sur prêts visant à partager les pertes sur créances nettes de prêts admissibles accordés à des exploitations d'élevage de porc avec certaines institutions financières. La société est responsable de toutes les pertes de crédit qui dépassent le fonds de réserve pour pertes sur prêts et doit satisfaire à certaines exigences d'admissibilité pour accéder au fonds de réserve. Le montant de fonds de la réserve auquel la société a accès pour tout prêt non productif admissible est de 90 p. 100, 80 p. 100 et 70 p. 100 des pertes sur créances nettes aux 1^e à 3^e années, 4^e à 6^e années et 7^e à 15^e années, respectivement. Les montants détenus par la société, mais auxquels elle n'a pas droit, sont remboursés au gouvernement du Canada à la fin du programme. Le délai à l'intérieur duquel la société devait décaisser les prêts admissibles au programme est passé, et aucun autre versement au titre de la réserve pour pertes sur prêts n'est attendu du gouvernement du Canada.

La direction fait une estimation du montant du fonds de réserve pour pertes sur prêts auquel la société a droit au titre du PRPIP, et cette estimation est comptabilisée sous forme de réduction de sa charge pour pertes sur créances. Le reste du fonds de réserve pour pertes sur prêts, auquel la société n'a pas droit, est comptabilisé comme dette à long terme. L'intérêt sur cette dette à long terme est comptabilisé dans les intérêts débiteurs.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction sont des coûts différentiels qui sont directement attribuables à l'acquisition, l'émission ou la cession d'un actif ou d'un passif financier. Les coûts de transaction liés aux prêts et créances sont reportés et amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction liés à tous les autres instruments financiers sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Paiements au titre des contrats de location-exploitation

Les paiements effectués au titre des contrats de location-exploitation sont constatés en tant que charge selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Les coûts associés sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Conversion des devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis selon la moyenne mensuelle des taux de change qui ont eu cours pendant l'exercice. Les gains et pertes de change sur les prêts et les créances sont compris dans les intérêts créditeurs, tandis que les gains et pertes de change sur les emprunts sont compris dans les intérêts débiteurs.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide des cours du marché publiés ou de techniques d'évaluation lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles. Les estimations de la juste valeur sont des évaluations ponctuelles qui peuvent varier sensiblement au cours des exercices ultérieurs en raison de l'évolution de la conjoncture. Les techniques d'évaluation de la juste valeur utilisent des modèles et des hypothèses au sujet d'événements futurs qui reposent sur des données observables ou non observables du marché. Les justes valeurs sont donc des estimations sujettes à des incertitudes et peuvent être sensiblement différentes si elles sont comparées aux valeurs estimatives d'autres institutions financières pour des contrats semblables. Les méthodes utilisées pour évaluer les instruments financiers à leur juste valeur sont les suivantes.

- La juste valeur estimative des placements temporaires est calculée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt qui ont cours en fin d'exercice pour des titres équivalents.
- La juste valeur estimative des actifs et des passifs dérivés est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation standards de la valeur marchande. Dans les cas où il existe des options de remboursement anticipé ou de prolongation, la valeur de ces options est déterminée à l'aide des mesures en cours sur le marché s'appliquant aux taux d'intérêt et aux taux de change et en tenant compte des niveaux de volatilité et d'une estimation d'autres facteurs de tarification en fonction du marché. Le différentiel de taux observé sur le marché, le cas échéant, constitue un facteur clé dans l'établissement des ajustements de valeur selon l'exposition de la société au risque de crédit de contrepartie. Dans le cas d'une contrepartie qui ne présente pas un différentiel de taux observable, une valeur approximative qui reflète le profil de crédit de la contrepartie est utilisée.
- Les placements de capital-risque sous forme d'actions cotées à la bourse sont évalués en fonction des cours acheteurs à la fin de l'exercice. Les placements de capital-risque sous forme d'actions dans des sociétés fermées sont évalués en fonction des lignes directrices émises par l'industrie du capital de risque et établies à l'aide de méthodes d'évaluation fondées sur le marché. La juste valeur estimative des placements de capital-risque sous forme de créances est calculée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt qui ont cours à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents.
- La juste valeur estimative des billets structurés, comprise dans les emprunts, est calculée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt en vigueur à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents ou en utilisant les cours du marché lorsqu'ils sont connus. Les données utilisées pour le calcul de la juste valeur comprennent les taux de change, les différentiels de taux, les courbes de rendement et les niveaux de volatilité. Lorsque des options intégrées existent (clauses de remboursement anticipé), les justes valeurs sont dérivées à l'aide de modèles et de techniques d'évaluation standards du marché. La valeur des options intégrées est déterminée à l'aide des mesures du marché s'appliquant aux taux d'intérêt, aux taux de change et aux niveaux de volatilité et d'une estimation d'autres facteurs de tarification en fonction du marché.

Modifications apportées aux normes comptables

États financiers consolidés et participation minoritaire

Le 1^{er} avril 2010, la société a adopté le Chapitre 1601, *États financiers consolidés* et le Chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. En raison de ces nouvelles normes, la participation minoritaire de la société est maintenant présentée comme un élément distinct des capitaux propres. La participation minoritaire n'est plus comptabilisée en tant que déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu, mais comme un élément distinct de l'état consolidé des résultats d'exploitation et de l'état consolidé du résultat étendu. De plus, l'état consolidé des variations des capitaux propres divulgue maintenant la répartition du bénéfice net, du total du résultat étendu et des capitaux propres entre l'actionnaire de l'entité mère et la participation minoritaire.

Modifications futures aux normes comptables

Adoption initiale des normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil canadien des normes comptables a confirmé que les normes internationales d'information financière (IFRS) remplaceront les PCGR du Canada le 1^{er} janvier 2011 pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les premiers états financiers conformes aux IFRS de la société seront dressés au 31 mars 2012 et comprendront des données comparatives.

Modifications futures aux normes internationales d'information financière

En novembre 2009, le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a publié la norme IFRS 9 (Classification et évaluation), qui porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers. En octobre 2010, le CNCI a ajouté à la norme IFRS 9 les exigences liées à la classification et à l'évaluation des passifs financiers. La norme IFRS 9 remplace les parties de la norme IAS 39 (Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation) qui portent sur la classification et l'évaluation; il s'agit de la première des trois phases d'un projet entrepris par le CNCI qui consiste à remplacer l'ensemble de la norme IAS 39. Ces recommandations s'appliquent aux exercices qui commencent le ou après le 1^{er} janvier 2013; la société les mettra donc en œuvre pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2014. Les deuxième et troisième phases du projet porteront respectivement sur le coût amorti, la dépréciation et la comptabilité de couverture et ne sont pas encore terminées.

3. Redressement sur l'exercice précédent

À la suite d'un examen des prêts et des passifs de fin d'exercice 2009-2010, des erreurs ont été décelées dans les soldes des états financiers consolidés de 2009-2010. La société a rétroactivement corrigé les erreurs et redressé les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 mars 2010. L'impact de ces erreurs dans les montants de 2009-2010 déclarés précédemment au bilan consolidé est une hausse d'un montant de 83,2 millions de dollars au titre des prêts et des autres passifs. Ces erreurs n'ont pas eu d'impact sur le bénéfice net ou les bénéfices non répartis déclarés en 2009-2010.

4. Placements temporaires

(milliers de dollars)	2011		2010	
	Valeur comptable	Rendement	Valeur comptable	Rendement
Instruments à court terme	284 162 \$	1,12 %	199 818 \$	0,32 %

Les instruments à court terme sont des billets à ordre, des acceptations bancaires et des bons du Trésor émis par des institutions dont la cote de crédit est de R-1M ou supérieure (R-1M ou supérieure en 2010), telle qu'il est établi par Dominion Bond Rating Service (DBRS). Au 31 mars 2011, le placement total le plus important dans la même institution se chiffrait à 123,6 millions de dollars (89,9 millions en 2010).

Tous les placements temporaires ont un terme à l'échéance initial de 91 à 365 jours et arrivent à échéance dans un délai de trois mois.

5. Instruments financiers dérivés

(milliers de dollars)	2011	2010
Actifs dérivés		
Instruments dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	46 310 \$	65 023 \$
Instruments dérivés classés comme éléments détenus à des fins de transaction	1 097	1 922
	47 407 \$	66 945 \$
Passifs dérivés		
Instruments dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie	4 475 \$	3 819 \$
Instruments dérivés classés comme éléments détenus à des fins de transaction	249	3 024
	4 724 \$	6 843 \$

Types de contrats dérivés

Les swaps de taux d'intérêt sont des opérations par lesquelles deux parties s'échangent, à des dates préterminées, leurs séries respectives de versements d'intérêt sur la base d'un montant nominal de référence pour une période déterminée, en fonction de taux d'intérêt fixes et/ou variables convenus à l'avance. Le montant nominal sur lequel les intérêts payés/encaissés sont fondés n'est pas échangé. Les swaps de taux d'intérêt comprennent les swaps de taux fixe à payer, les swaps de taux fixe à recevoir et certains swaps de billets structurés.

Les swaps de devises sont des opérations par lesquelles deux parties s'échangent un montant nominal au taux de change initial et à l'échéance, ainsi que leurs séries respectives de versements d'intérêt sur le montant échangé, à des dates préterminées, pour une période déterminée, en fonction de taux d'intérêt fixes ou variables convenus à l'avance. Les swaps de devises comprennent certains swaps de billets structurés.

Les instruments dérivés conclus par la société sont des instruments négociés hors cote.

Couvertures de flux de trésorerie

Les instruments de couverture de flux de trésorerie sont constitués de swaps de taux d'intérêt. La société est exposée à la variabilité des flux de trésorerie futurs liés aux intérêts sur des actifs et des passifs non destinés à la vente qui portent intérêt à des taux variables ou qui devront éventuellement être refinancés. Les montants et l'échelonnement des flux de trésorerie futurs, représentant à la fois les flux de capital et d'intérêts, sont évalués pour les actifs et les passifs financiers en fonction de leurs modalités contractuelles et d'autres facteurs pertinents. Les flux de trésorerie provenant des soldes de capital et des intérêts au fil du temps servent à déterminer la portion effective des gains et des pertes sur les instruments dérivés désignés comme des éléments de couverture de flux de trésorerie pour les opérations prévues.

Le montant estimatif des gains nets actuels déclarés au poste du cumul des autres éléments du résultat étendu, dont le reclassement au poste du bénéfice net est prévu au cours des 12 prochains mois, est de 21,5 millions de dollars.

La durée maximale pendant laquelle la société couvre son exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs à l'égard d'opérations prévues est de 11 ans.

Montants de capital théorique

(milliers de dollars)	Période restante du terme à l'échéance				
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	2011	2010
Contrats de swap de taux d'intérêt :					
À recevoir	À payer				
Taux fixe	Taux variable	350 000 \$	449 675 \$	297 300 \$	1 096 975 \$
Swaps de devises	Taux variable	-	-	-	22 704
Swaps de devises	Taux fixe	-	3 397	-	3 397
		350 000 \$	453 072 \$	297 300 \$	1 100 372 \$
					1 183 244 \$

Risque de crédit de contrepartie

Les instruments dérivés dont la juste valeur est positive sont soumis au risque de contrepartie parce que la juste valeur positive révèle qu'au fil du temps, la société peut s'attendre à recevoir un flux de trésorerie des contreparties selon les modalités du contrat et la conjoncture en cours.

Le tableau suivant présente les justes valeurs nettes des instruments dérivés.

(milliers de dollars)	2011			2010
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur nette	Juste valeur nette
Swaps de taux d'intérêt	47 407 \$	4 475 \$	42 932 \$	60 471 \$
Swaps croisés de devises et de taux d'intérêt	-	249	(249)	(369)
Juste valeur	47 407	4 724	42 683	60 102
Effet des accords généraux de compensation	(4 694)	(4 694)	-	-
	42 713 \$	30 \$	42 683 \$	60 102 \$

La société ne prévoit pas le manquement grave des contreparties à leurs obligations parce qu'elles ont une cote de crédit de Aa2 ou supérieure, selon les critères de l'agence Moody's Investors Service (Moody's). Au 31 mars 2011, le montant théorique cumulatif le plus important souscrit auprès d'une institution financière par contrat était de 350,0 millions de dollars (450,0 millions en 2010), et la juste valeur nette la plus élevée des contrats passés avec une institution financière était de 13,6 millions de dollars (17,5 millions en 2010). La société atténue le risque de crédit relatif à ses multiples opérations sur dérivés en concluant des accords généraux de compensation avec les contreparties, tel que décrit à la note 24. Ces accords créent un droit légal de compensation du risque en cas de défaut.

Le recours à d'autres hypothèses raisonnables pour évaluer ces instruments financiers n'aurait pas d'effet important sur la situation financière ou les bénéfices de la société.

6. Prêts nets

Le tableau suivant présente un résumé des échéances contractuelles et des taux d'intérêt effectifs des prêts productifs au 31 mars 2011. Les rendements sont calculés en fonction d'une moyenne pondérée selon le montant et le terme. Les prêts à taux variable sont liés au taux préférentiel bancaire et sont révisés en fonction des variations de ce taux.

Période restante du terme à l'échéance

(milliers de dollars)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	2011	2010 redressé (note 3)
Taux variable	1 007 473 \$	12 762 603 \$	836 183 \$	14 606 259 \$	13 128 429 \$
Rendement	4,33 %	3,93 %	3,85 %	3,95 %	3,20 %
Taux fixe	901 801	4 058 505	1 547 054	6 507 360	6 432 182
Rendement	5,73 %	5,64 %	6,14 %	5,77 %	6,00 %
Prêts productifs				21 113 619	19 560 611
Prêts douteux				241 362	236 716
Commissions sur prêts reportées				(20 445)	(26 977)
Prêts bruts				21 334 536	19 770 350
Provision pour pertes sur créances				(586 104)	(610 410)
Prêts nets				20 748 432 \$	19 159 940 \$

La direction estime qu'au cours des trois prochains exercices environ 6,5 p. 100 (6,5 p. 100 en 2010) du solde de capital actuel sera remboursé à tous les exercices avant la date d'échéance des obligations contractuelles.

Au 31 mars 2011, 57,5 millions de dollars (64,9 millions en 2010) des prêts étaient libellés en dollars des États-Unis (USD).

Concentration du risque de crédit

Les tableaux suivants présentent la concentration des prêts productifs et des prêts douteux par champ d'activité, par secteur et par région géographique.

(milliers de dollars)	Financement de la production primaire	Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire	Alliances	2011	2010 redressé (note 3)
Prêts productifs					
Répartition par secteur					
Cultures commerciales	7 013 259 \$	263 679 \$	291 968 \$	7 568 906 \$	6 973 079 \$
Lait	4 520 005	4 507	40 274	4 564 786	4 374 364
Valeur ajoutée	186 478	2 227 231	46 165	2 459 874	2 312 794
Autres	2 338 055	57 986	26 758	2 422 799	1 865 483
Bovin	1 211 437	33 294	300 337	1 545 068	1 522 184
Volaille	1 413 117	58 031	1 253	1 472 401	1 372 485
Porc	1 008 200	60 352	11 233	1 079 785	1 140 222
Prêts productifs	17 690 551 \$	2 705 080 \$	717 988 \$	21 113 619 \$	19 560 611 \$
Prêts productifs					
Répartition géographique					
Ouest	5 331 936 \$	786 389 \$	311 112 \$	6 429 437 \$	5 940 816 \$
Prairies	4 201 449	483 972	250 768	4 936 189	4 527 475
Ontario	5 546 452	676 077	135 446	6 357 975	6 038 210
Québec	1 856 615	570 682	19 297	2 446 594	2 191 470
Atlantique	754 099	187 960	1 365	943 424	862 640
Prêts productifs	17 690 551 \$	2 705 080 \$	717 988 \$	21 113 619 \$	19 560 611 \$
Prêts douteux					
Répartition par secteur					
Cultures commerciales	69 378 \$	2 216 \$	6 160 \$	77 754 \$	40 520 \$
Lait	11 954	—	18	11 972	5 109
Valeur ajoutée	5 440	39 974	—	45 414	49 916
Autres	36 830	423	99	37 352	42 853
Bovin	25 643	—	1 219	26 862	29 389
Volaille	4 341	—	—	4 341	13 550
Porc	28 590	9 077	—	37 667	55 379
Prêts douteux	182 176	51 690	7 496	241 362	236 716
Provision spécifique (note 8)	(58 186)	(22 894)	(7 380)	(88 460)	(88 065)
Prêts douteux nets	123 990 \$	28 796 \$	116 \$	152 902 \$	148 651 \$
Prêts douteux					
Répartition géographique					
Ouest	83 266 \$	15 748 \$	3 702 \$	102 716 \$	86 702 \$
Prairies	43 302	18 068	65	61 435	64 879
Ontario	13 293	4 352	2 109	19 754	41 252
Québec	22 193	2 964	1 466	26 623	17 209
Atlantique	20 122	10 558	154	30 834	26 674
Prêts douteux	182 176	51 690	7 496	241 362	236 716
Provision spécifique (note 8)	(58 186)	(22 894)	(7 380)	(88 460)	(88 065)
Prêts douteux nets	123 990 \$	28 796 \$	116 \$	152 902 \$	148 651 \$

7. Contrats de location-financement nets

(milliers de dollars)	2011	2010
Total des paiements minimums de location-financement		
2010-2011	– \$	1 351 \$
2011-2012	2 105	894
2012-2013	1 316	482
2013-2014	887	247
2014-2015	698	233
2015 et après	431	–
Produits financiers non acquis	(441)	(325)
Contrats de location-financement – bruts	4 996	2 882
Provision pour pertes sur créances	(84)	(55)
Contrats de location-financement – nets	4 912 \$	2 827 \$

La société garde en garantie un droit de sûreté sur le matériel qui fait l'objet d'un contrat de location-financement. Le terme maximal d'un contrat de location-financement est de cinq ans.

8. Provision pour pertes sur créances

(milliers de dollars)	Prêts	Contrats de location-financement		2010
		2011	2010	
Solde au début de l'exercice	610 410 \$	55 \$	610 465 \$	558 988 \$
Charge pour pertes sur créances	27 903	29	27 932	91 402
Pertes couvertes par le PRPIP	(631)	–	(631)	6 153
Pertes subies sur les prêts restructurés	–	–	–	(2 111)
Ajustement pour prêts qui ne sont plus douteux	6 470	–	6 470	–
Radiations	(58 760)	–	(58 760)	(44 619)
Sommes recouvrées	712	–	712	652
Solde à la fin de l'exercice	586 104 \$	84 \$	586 188 \$	610 465 \$
Provision spécifique	88 460	– \$	88 460 \$	88 065 \$
Provision générale	497 644	84	497 728	522 400
Solde à la fin de l'exercice	586 104 \$	84 \$	586 188 \$	610 465 \$

9. Placements de capital-risque

(milliers de dollars)	2011	2010
Placements du Fonds Avrio	39 305 \$	28 942 \$
Placements du Fonds FAC – influence importante	9 586	7 973
Placements du Fonds FAC désignés comme actifs détenus à des fins de transaction	9 133	23 072

Valeur comptable par type de placements

(milliers de dollars)	2011	2010
Actions privilégiées	25 641 \$	20 766 \$
Actions ordinaires	18 090	25 721
Créances	14 293	13 500
	58 024 \$	59 987 \$

Le portefeuille de placements de capital-risque expose la société à un risque de crédit. Les placements de capital-risque sont généralement garantis seulement par un contrat de sûreté général ou une hypothèque mobilière universelle, la cession du produit de l'assurance-vie et des cautionnements personnels, ce qui rend impraticable l'évaluation de la juste valeur des garanties détenues. Au 31 mars 2011, le montant brut des placements de capital-risque sous forme de créances qui étaient en souffrance était de 0,1 million de dollars (5,5 millions en 2010) et les placements de capital-risque renégociés qui seraient normalement en souffrance s'élevaient à 4,4 millions de dollars (0,3 million en 2010).

Concentrations des placements de capital-risque, par secteur

(milliers de dollars)	2011	2010
Production et transformation de produits alimentaires	20 122 \$	26 828 \$
Agrobiotechnologie	19 383	19 053
Carburants et produits chimiques d'origine biologique	18 519	14 106
	58 024 \$	59 987 \$

Au 31 mars 2011, le montant total des gains nets (pertes nettes) réalisés à la cession et déclarés dans l'ajustement de juste valeur était de 2,2 millions de dollars [(0,8) million en 2010] et le montant total des pertes nettes non réalisées déclarées dans l'ajustement de juste valeur était de 3,4 millions de dollars (3,2 millions en 2010).

Le montant total des commissions, intérêts et dividendes comptabilisés au poste du bénéfice net pour les placements de capital-risque constatés à leur juste valeur a été de 1,4 million de dollars au cours de l'exercice (3,3 millions en 2010). Le bénéfice net total comptabilisé au poste du bénéfice net pour le placement de capital-risque sujet à l'influence importante de la société a été de 3,0 millions de dollars au cours de l'exercice (0,2 million en 2010).

En plus des placements ci-dessus, la société détient des prêts accordés à des entreprises bénéficiaires de placements de capital-risque d'une valeur de 35,8 millions de dollars (47,3 millions en 2010), ainsi que des cautionnements de ces entreprises d'une valeur de 7,7 millions de dollars (12,7 millions en 2010).

Le recours à d'autres hypothèses raisonnables possibles pour évaluer les placements de capital-risque qui sont évalués à leur juste valeur n'aurait pas d'effet important sur la situation financière ou le bénéfice de la société.

10. Matériel et améliorations locatives

(milliers de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	2011 Valeur	2010 Valeur
			comptable nette	comptable nette
Améliorations locatives	41 131 \$	21 906 \$	19 225 \$	19 431 \$
Matériel et mobilier de bureau	26 775	19 384	7 391	8 659
Matériel informatique	11 550	8 852	2 698	3 423
	79 456 \$	50 142 \$	29 314 \$	31 513 \$

Le montant total de l'amortissement du matériel et des améliorations locatives comptabilisé dans les frais d'administration au cours de l'exercice est de 10,8 millions de dollars (9,9 millions en 2010).

11. Logiciels

(milliers de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	2011 Valeur comptable nette	2010 Valeur comptable nette
Logiciels	104 045 \$	61 921 \$	42 124 \$	42 814 \$

Durant l'exercice, la société a acheté des logiciels d'une valeur de 1,9 million de dollars (1,7 million en 2010) et a créé à l'interne des logiciels d'une valeur de 12,7 millions de dollars (17,1 millions en 2010). Le montant total de l'amortissement des logiciels comptabilisé au poste des frais d'administration au cours de l'exercice est de 15,3 millions de dollars (9,9 millions en 2010).

12. Matériel sous contrat de location-exploitation

(milliers de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	2011 Valeur comptable nette	2010 Valeur comptable nette
Matériel	25 296 \$	6 219 \$	19 077 \$	14 867 \$

Le montant total de l'amortissement du matériel sous contrat de location-exploitation comptabilisé au poste des intérêts créditeurs au cours de l'exercice est de 3,7 millions de dollars (2,2 millions en 2010).

Les termes initiaux des contrats de location-exploitation varient entre deux et cinq ans. Les paiements futurs de location à recevoir des contrats de location-exploitation sont comme suit :

(milliers de dollars)	2011	2010
2010-2011	— \$	3 056 \$
2011-2012	4 164	2 577
2012-2013	3 345	2 053
2013-2014	2 774	1 600
2014-2015	1 798	242
2015 et après	256	—
	12 337 \$	9 528 \$

13. Autres actifs

(milliers de dollars)	2011	2010
Actifs au titre des prestations constituées (note 14)	46 177 \$	33 915 \$
Actifs au titre de la réserve d'assurance	15 014	11 985
Propriétés immobilières destinées à la vente	859	834
Autres	39	57
	62 089 \$	46 791 \$

14. Avantages sociaux futurs

Situation financière des régimes d'avantages sociaux

La société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 décembre de chaque année. La plus récente évaluation actuarielle des régimes de retraite aux fins de financement a été effectuée en date du 31 décembre 2010. La prochaine évaluation aux fins de financement sera effectuée en date du 31 décembre 2011.

(milliers de dollars)	2011 Prestations de retraite	2010 Prestations de retraite	2011 Autres prestations	2010 Autres prestations
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	317 978 \$	262 880 \$	40 862 \$	27 095 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	12 814	9 672	2 837	1 850
Frais d'intérêt sur l'obligation au titre des prestations	19 843	17 703	2 596	1 857
Cotisations des employés	4 031	4 013	—	—
Prestations versées	(8 391)	(6 935)	(813)	(489)
Perte actuarielle	38 068	30 645	6 980	10 549
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	384 343	317 978	52 462	40 862
Variation de la juste valeur des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	289 480	235 798	—	—
Rendement réel des actifs des régimes	24 941	32 753	—	—
Cotisations de la société	17 268	23 617	813	—
Cotisations des employés	4 031	4 013	—	—
Prestations versées	(8 156)	(6 701)	(813)	—
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	327 564	289 480	—	—
Situation de capitalisation – déficit des régimes	(56 779)	(28 498)	(52 462)	(40 862)
Coût non amorti des prestations au titre des services passés	1 132	1 257	17	21
Pertes actuarielles nettes non amorties	88 360	57 679	12 586	5 717
Cotisations de la société après le 31 décembre	13 464	3 477	—	—
Actifs (passifs) au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	46 177 (a)\$	33 915 (a)\$	(39 859)(b)\$	(35 124)(b)\$

(a) Comptabilisé au poste des autres actifs.

(b) Comptabilisé au poste des autres passifs.

Régimes ayant des obligations au titre des prestations constituées qui excèdent leurs actifs

(milliers de dollars)	2011 Prestations de retraite	2010 Prestations de retraite	2011 Autres prestations	2010 Autres prestations
Obligation au titre des prestations constituées	359 240 \$	295 988 \$	52 462 \$	40 862 \$
Juste valeur des actifs des régimes	302 419	264 442	—	—
Situation de capitalisation – déficit des régimes	(56 821) \$	(31 546) \$	(52 462) \$	(40 862) \$

Coûts des régimes à prestations déterminées

(milliers de dollars)	2011 Prestations de retraite	2010 Prestations de retraite	2011 Autres prestations	2010 Autres prestations
Coûts des régimes à prestations déterminées				
Coût des services rendus au cours de l'exercice	12 814 \$	9 672 \$	2 837 \$	1 850 \$
Frais d'intérêt sur l'obligation au titre des prestations	19 843	17 703	2 596	1 857
Rendement réel des actifs des régimes	(24 941)	(32 753)	—	—
Perte actuarielle	38 068	30 645	6 980	10 549
Coûts associés à l'exercice	45 784	25 267	12 413	14 256
Ajustements pour l'écart entre les coûts associés à l'exercice et les coûts constatés dans l'exercice				
Rendement des actifs des régimes	4 743 (a)	16 269 (a)	—	—
Pertes actuarielles	(35 424) (b)	(28 654) (b)	(6 869) (c)	(10 837) (c)
Coût des prestations au titre des services passés	125	125	4	4
Coûts des régimes à prestations déterminées constatés	15 228 \$	13 007 \$	5 548 \$	3 423 \$

(a) Rendement prévu des actifs des régimes de (20 198) \$ [(16 484) \$ en 2010] moins le rendement réel des actifs des régimes de (24 941) \$ [(32 753) \$ en 2010] = 4 743 \$ [16 269 \$ en 2010].

(b) Pertes actuarielles constatées pour l'exercice de 2 644 \$ [1 991 \$ en 2010] moins les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice de 38 068 \$ [30 645 \$ en 2010] = (35 424) \$ [(28 654) \$ en 2010].

(c) Pertes actuarielles (gains actuariels) constatées pour l'exercice de 111 \$ [(288) \$ en 2010] moins les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice de 6 980 \$ [10 549 \$ en 2010] = (6 869) \$ [(10 837) \$ en 2010].

Hypothèses importantes**Hypothèses importantes utilisées (moyennes pondérées) :**

(milliers de dollars)	2011 Prestations de retraite	2010 Prestations de retraite	2011 Autres prestations	2010 Autres prestations
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre				
Taux d'actualisation	5,25 %	6,00 %	5,25 %	6,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	5,50 %	5,50 %	5,50 %	5,50 %
Coûts des régimes à prestations déterminées pour les années terminées le 31 décembre				
Taux d'actualisation	6,00 %	6,50 %	6,00 %	6,50 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,00/3,75 % (a)	7,00/3,75 % (a)	—	—
Taux d'augmentation de la rémunération	5,50 %	5,50 %	5,50 %	5,50 %

(a) Régime de retraite enregistré/régimes complémentaires, respectivement.

Taux tendanciels hypothétiques des coûts de soins de santé :

	2011	2010
Hausse des coûts des soins de santé prolongés et des soins dentaires		
Taux initial	9,00 %	9,00 %
Taux ultime	5,00 %	5,00 %
Année dans laquelle le taux ultime sera atteint	2020	2020

Analyse de sensibilité

Les effets découlant de la modification des hypothèses économiques clés moyennes pondérées qui sont utilisées pour mesurer les coûts des régimes de retraite et des autres prestations sont résumés ci-dessous :

(milliers de dollars)	Prestations de retraite	Autres prestations
Diminution de 1 % du taux de rendement à long terme prévu des actifs		
Coût net des prestations	3 070 \$	- \$
Diminution de 1 % du taux d'actualisation		
Total des coûts de service et d'intérêt	5 068	1 380
Obligation au titre des prestations constituées	81 568	11 931
Augmentation de 0,25 % du taux de croissance de la rémunération future		
Total des coûts de service et d'intérêt	585	30
Obligation au titre des prestations constituées	3 758	191
Taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé généraux pour l'ensemble des éléments de coût de service et d'intérêt pour l'exercice		
Impact d'une : augmentation de 1 %	-	1 184
diminution de 1 %	-	(869)
Taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé généraux liés à l'obligation au titre des prestations constituées		
Impact d'une : augmentation de 1 %	-	9 499
diminution de 1 %	-	(7 174)

Actifs des régimes

Pourcentages des actifs des régimes selon les valeurs du marché en date de la plus récente évaluation actuarielle :

	2011	2010
Titres de participation	66,0 %	63,0 %
Titres de créance	32,1 %	33,9 %
Autres	1,9 %	3,1 %
	100,0 %	100,0 %

Régimes à cotisations déterminées

Le coût des régimes à cotisations déterminées est constaté en fonction des cotisations réelles versées dans l'exercice et est compris dans le poste des frais d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, ces frais se sont élevés à 3,8 millions de dollars (3,9 millions en 2010).

Total des versements en espèces

Le total des versements en espèces de la société au titre des avantages sociaux futurs ont totalisé 32,5 millions de dollars (29,6 millions en 2010). Ces versements comprennent les cotisations versées aux régimes de retraite capitalisés, les prestations versées directement aux bénéficiaires des régimes d'avantages complémentaires non capitalisés et les cotisations versées au régime de retraite à cotisations déterminées.

La société prévoit que le total de ses versements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, comme il est décrit au paragraphe précédent, s'élèvera à environ 20,6 millions de dollars en 2012.

15. Emprunts

Dette à court terme

(milliers de dollars)	2011	2010
Emprunts effectués auprès du gouvernement du Canada	7 609 397 \$	8 512 931 \$
Billets au détail et institutionnels	363 281	232 708
Billets à ordre	57 242	64 768
	8 029 920 \$	8 810 407 \$

Emprunts effectués auprès du gouvernement du Canada

(milliers de dollars)	2011	2010
Emprunts à taux variable	4 586 281 \$	2 403 198 \$
Emprunts à taux fixe	3 023 116	6 109 733
	7 609 397 \$	8 512 931 \$

Billets au détail et institutionnels

(milliers de dollars)	2011	2010
Billets à taux fixe	363 281 \$	232 708 \$

Dette à court terme, selon la monnaie

(milliers de dollars)	2011	2010
Dollars canadiens	7 972 678 \$	8 745 639 \$
Dollars américains (1)	57 242	64 768
	8 029 920 \$	8 810 407 \$

(1) 58,9 millions de dollars américains (63,8 millions en 2010).

Dette à court terme, selon la date d'échéance finale et le rendement

(milliers de dollars)	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 9 mois	De 10 à 12 mois	2011	2010
Gouvernement du Canada						
Valeur comptable	5 032 054 \$	731 410 \$	770 667 \$	1 075 266 \$	7 609 397 \$	8 512 931 \$
Rendement	1,05 %	0,99 %	0,94 %	0,92 %		
Marchés financiers						
Valeur comptable	199 489	34 848	-	186 186	420 523	297 476
Rendement	2,84 %	4,56 %	-	4,16 %		
	5 231 543 \$	766 258 \$	770 667 \$	1 261 452 \$	8 029 920 \$	8 810 407 \$

La société dispose d'une ligne de crédit d'exploitation remboursable à vue qui lui assure une protection contre les découverts d'un montant de 30,0 millions de dollars (30,0 millions en 2010). L'endettement aux termes de cet accord de crédit n'est pas garanti et la facilité de crédit n'est pas assortie d'une date d'expiration. Tout prélèvement effectué sur cette facilité de crédit au cours de l'exercice est contrepassé le jour suivant.

Au 31 mars 2011, aucun prélèvement n'avait été fait sur cette facilité (aucun prélèvement en 2010).

Les montants libellés en devises ont été convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan.

Dette à long terme

(milliers de dollars)	2011	2010
Emprunts effectués auprès du gouvernement du Canada	10 049 888 \$	7 481 354 \$
Billets au détail et institutionnels	865 983	1 440 910
Billets structurés	6 128	26 500
	10 921 999 \$	8 948 764 \$

Emprunts effectués auprès du gouvernement du Canada

(milliers de dollars)	2011	2010
Emprunts à taux variable	8 492 505 \$	5 561 716 \$
Emprunts à taux fixe	1 557 383	1 919 638
	10 049 888 \$	7 481 354 \$

Billets au détail et institutionnels

(milliers de dollars)	2011	2010
Billets à taux fixe	445 287 \$	814 765 \$
Billets à taux variable	420 696	626 145
	865 983 \$	1 440 910 \$

Billets structurés

(milliers de dollars)	2011	2010
Billets à doubles coupons	5 861 \$	6 179 \$
Billets indexés	267	276
Billets bimonétaires	–	11 768
Billets à taux variable inverse	–	8 277
	6 128 \$	26 500 \$

Le remboursement des billets structurés est au gré de la société. À l'émission de ces instruments financiers, la société conclut simultanément un accord de swap afin de couvrir, de façon économique, le risque inhérent de taux d'intérêt et de change. En réalité, la société ne remboursera un billet structuré que si la contrepartie exerce son droit de résiliation de l'accord de swap. Ces contrats visant des instruments dérivés garantissent que la société recevra le produit du swap pour satisfaire aux exigences du service et du règlement de la dette. La société a, en substance, créé une dette à taux variable en émettant des billets à taux fixe et en concluant des accords de swap en vertu desquels elle reçoit des intérêts à un taux fixe et paie des intérêts à un taux variable et vice versa. En effectuant une opération de swap sur le billet sous-jacent émis, le risque de marché potentiel est converti en un risque de crédit. Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés est abordé plus à fond à la note 24.

Le montant que la société est tenue par contrat de payer sur les billets structurés à leur échéance est de 5,2 millions de dollars, ce qui représente un écart de 0,8 million par rapport à leur valeur comptable. La variation de la juste valeur des billets structurés attribuable à des variations du risque de crédit de la société est de 0,3 million de dollars pour l'exercice en cours et de 0,2 million cumulativement, selon l'évaluation au 1^{er} avril 2007 ou à la date de la constatation initiale des billets structurés, en prenant la date la plus éloignée des deux. La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations du risque de crédit de la société a été calculée à l'aide de la courbe des organismes du gouvernement du Canada comme mesure approximative du risque de crédit de la société. Le recours à d'autres hypothèses raisonnables possibles pour évaluer les billets structurés n'aurait pas d'effet important sur la situation financière ou le bénéfice de la société.

Dette à long terme, selon la monnaie

(milliers de dollars)	2011	2010
Dollars canadiens	10 921 999 \$	8 928 719 \$
Yens japonais (1)	– 20 045	
	10 921 999 \$	8 948 764 \$

(1) 0 milliard de yens japonais (1,9 milliard de yens japonais en 2010)

Dette à long terme, selon l'échéance finale et le rendement

(milliers de dollars)	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	De Plus de 5 ans	2011	2010
Gouvernement du Canada							
Valeur comptable	3 370 598 \$	3 180 427 \$	2 570 992 \$	700 936 \$	226 935 \$	10 049 888 \$	7 481 354 \$
Rendement	1,22 %	1,23 %	0,99 %	1,39 %	2,73 %		
Marchés financiers							
Valeur comptable	244 625	152 273	–	107 951	367 262	872 111	1 467 410
Rendement	4,15 %	4,37 %	–	4,37 %	4,35 %		
	3 615 223 \$	3 332 700 \$	2 570 992 \$	808 887 \$	594 197 \$	10 921 999 \$	8 948 764 \$

16. Autres passifs

(milliers de dollars)	2011	2010 redressé (note 3)
Passifs des prêts Transfert	84 245 \$	83 182 \$
Passif au titre des prestations constituées – avantages sociaux complémentaires (note 14)	39 859	35 124
Réserve pour sinistres	6 970	4 412
Produits reportés	2 212	2 201
Autres	842	1 720
	134 128 \$	126 639 \$

17. Intérêts créditeurs nets

(milliers de dollars)	2011	2010
Intérêts créditeurs		
Prêts et créances	918 127 \$	795 604 \$
Virement au bénéfice net des gains nets réalisés sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie du poste du cumul des autres éléments du résultat étendu	21 060	16 896
Placements temporaires désignés comme disponibles à la vente	7 964	2 369
Placements de capital-risque désignés comme éléments détenus à des fins de transaction	881	2 103
Contrats de location-financement	711	414
Autres placements de capital-risque	687	1 397
Perte de change sur les prêts et créances	199	85
Gain (perte) de change sur les prêts et créances	(2 979)	(15 539)
Total des intérêts créditeurs	946 650	803 329
Intérêts débiteurs		
Emprunts à long terme classés comme autres passifs	206 163	244 897
Emprunts à court terme classés comme autres passifs	31 265	12 691
Emprunts désignés comme détenus à des fins de transaction	531	1 726
Actifs et passifs dérivés désignés comme éléments détenus à des fins de transaction (nets)	(233)	(1 317)
Gain de change sur les emprunts à court terme classés comme autres passifs (nets)	(3 026)	(15 374)
Actifs et passifs dérivés désignés comme éléments de couverture des flux de trésorerie (nets)	(26 544)	(49 173)
Total des intérêts débiteurs	208 156	193 450
Intérêts créditeurs nets	738 494 \$	609 879 \$

Le montant total net des produits (charges) provenant des commissions qui est constaté immédiatement à titre d'intérêts créditeurs nets découlant des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction s'élève à 1,9 million de dollars [(1,3) million en 2010].

18. Frais d'administration

(milliers de dollars)	2011	2010
Personnel	160 575 \$	156 515 \$
Installations, logiciels et matériel	47 053	39 667
Honoraires professionnels	30 540	29 616
Déplacements et formation	14 306	13 044
Marketing et promotion	9 461	9 669
Autres	8 866	6 654
	270 801 \$	255 165 \$

19. Ajustement de juste valeur

(milliers de dollars)	2011	2010
Couvertures de flux de trésorerie inefficaces	3 987 \$	11 541 \$
Actifs et passifs dérivés désignés comme détenus à des fins de transaction	2 936	(10 809)
Cautionnements	87	(22)
Placements de capital-risque désignés comme détenus à des fins de transaction	(336)	158
Autres placements de capital-risque détenus à leur juste valeur	(820)	(4 186)
Créances à long terme désignées comme détenues à des fins de transaction	(2 408)	9 886
	3 446 \$	6 568 \$

20. Juste valeur des instruments financiers

Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur

La société respecte une hiérarchie de juste valeur à trois niveaux afin de classer les données utilisées pour mesurer la juste valeur. Le niveau 1 est fondé sur les prix cotés sur les marchés actifs. Le niveau 2 incorpore les modèles utilisant des données autres que les prix cotés et le niveau 3 incorpore les modèles qui utilisent des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. Les détails des méthodes d'évaluation appliquées et des hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fournis à la note 2.

Hiérarchie aux fins d'évaluation

Les tableaux suivants classent les données utilisées pour l'évaluation des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur :

(milliers de dollars)	2011			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Placements temporaires	– \$	284 162 \$	– \$	284 162 \$
Actifs dérivés	–	46 483	924	47 407
Placements de capital-risque du Fonds FAC	78	–	9 055	9 133
Placements de capital-risque du Fonds Avrio	1 800	–	37 505	39 305
	1 878 \$	330 645 \$	47 484 \$	380 007 \$
Passifs				
Passifs dérivés	– \$	4 724 \$	– \$	4 724 \$
Billets structurés	–	–	6 128	6 128
	– \$	4 724 \$	6 128 \$	10 852 \$

(milliers de dollars)	2010			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Placements temporaires	– \$	199 818 \$	– \$	199,818 \$
Actifs dérivés	–	65 585	1 360	66,945
Placements de capital-risque du Fonds FAC	204	–	22 868	23,072
Placements de capital-risque du Fonds Avrio	1 900	–	27 042	28,942
	2 104 \$	265 403 \$	51 270 \$	318,777 \$
Passifs				
Passifs dérivés	– \$	4 591 \$	2 252 \$	6 843 \$
Billets structurés	–	–	26 500	26 500
	– \$	4 591 \$	28 752 \$	33 343 \$

Instruments financiers de niveau 3

Les tableaux ci-dessous résument les variations de juste valeur et les autres variations aux instruments financiers inclus dans la hiérarchie d'évaluation de niveau 3 qui se sont produites durant l'exercice. Il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux 1 et 2 durant l'exercice.

	2011				
(milliers de dollars)	Actifs et passifs dérivés	Placements de capital-risque du Fonds FAC	Placements de capital-risque du Fonds Avrio	Billets structurés	Total
Solde au début de l'exercice	(892) \$	22 868 \$	27 042 \$	(26 500) \$	22 518 \$
Total des gains (pertes) déclarés à la ligne de l'ajustement de juste valeur (1)	1 897	(212)	(720)	(2 408)	(1 443)
Variation des intérêts à payer	(81)	(520)	247	76	(278)
Acquisitions	—	—	10 936	—	10 936
Remboursements	—	(13 081)	—	22 704	9 623
Solde à la fin de l'exercice	924 \$	9 055 \$	37 505 \$	(6 128) \$	41 356 \$

(1) Pertes nettes non réalisées sur des instruments toujours détenus en date du rapport, déclarées à la ligne de l'ajustement de juste valeur au montant de 2,2 millions de dollars.

	2010				
(milliers de dollars)	Actifs et passifs dérivés	Placements de capital-risque du Fonds FAC	Placements de capital-risque du Fonds Avrio	Billets structurés	Total
Solde au début de l'exercice	11 634 \$	30 838 \$	22 236 \$	(241 018) \$	(176 310) \$
Total des gains (pertes) déclarés à la ligne de l'ajustement de juste valeur (1)	(10 538)	734	(4 186)	(9 886)	(23 876)
Variation des intérêts à payer	(1 988)	(302)	(120)	—	(2 410)
Acquisitions	—	290	9 112	—	9 402
Remboursements	—	(8,692)	—	224 404	215 712
Solde à la fin de l'exercice	(892) \$	22 868 \$	27 042 \$	(26 500) \$	22 518 \$

(1) Pertes nettes non réalisées sur des instruments toujours détenus en date du rapport, déclarées à la ligne de l'ajustement de juste valeur au montant de 1,9 million de dollars.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur

Le tableau suivant détaille la juste valeur estimative des instruments financiers de la société qui ne correspondent pas aux valeurs comptables présentées dans les états financiers, calculée selon les méthodes et les hypothèses précisées ci-dessous.

(milliers de dollars)	2011		2010 redressé (note 3)	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
Actif				
Prêts nets	20 748 432 \$	20 930 067 \$	19 159 940 \$	19 358 250 \$
Contrats de location-financement nets	4 912	4 942	2 827	2 852
Placements de capital-risque – influence importante	9 586	23 215	7 973	15 181
Passif				
Dette à long terme à l'exception des billets structurés	10 915 871	10 998 293	8 922 264	9 021 227

La juste valeur estimative des prêts productifs à taux fixe est calculée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux d'intérêt qui ont cours sur le marché à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents. La juste valeur estimative des prêts productifs à taux variable est présumée être égale à la valeur comptable. La provision générale pour pertes sur créances liées aux prêts est soustraite de la juste valeur estimative des prêts productifs. La juste valeur estimative des prêts douteux est égale à leur valeur nette de réalisation, laquelle est obtenue en soustrayant la provision spécifique pour pertes sur créances de la valeur comptable des prêts douteux.

La juste valeur estimative des contrats de location-financement est calculée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux d'intérêt qui ont cours à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents. La provision générale pour pertes sur créances liées aux contrats de location-financement est soustraite de la juste valeur estimative des contrats de location-financement.

Les placements de capital-risque sous forme d'actions dans des sociétés fermées, sur lesquels la société a une influence importante, sont évalués en fonction des lignes directrices émises par l'industrie du capital de risque, à l'aide de méthodes d'évaluation fondées sur le marché. La juste valeur estimative des placements de capital-risque sous forme de créances sur lesquels la société a une influence importante est calculée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt qui ont cours à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents.

La juste valeur estimative des dettes à long terme est calculée en actualisant les flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt qui ont cours à la fin de l'exercice pour des termes à l'échéance équivalents ou à l'aide des cours du marché, lorsqu'ils sont connus.

Pour tous les autres instruments financiers comptabilisés à leur coût après amortissement, il est présumé que la valeur comptable correspond approximativement à la juste valeur en raison de la période relativement courte qui reste avant leur échéance. Cette méthode d'évaluation s'applique à la trésorerie, aux créances, aux créditeurs et charges à payer, aux autres actifs, à la dette à court terme et aux autres passifs.

21. Engagements, cautionnements et éventualités

Engagements – prêts et placements de capital-risque

Au 31 mars 2011, les prêts approuvés mais non décaissés totalisaient 2 821,8 millions de dollars (2 720,9 millions en 2010); ils ont été approuvés à un taux d'intérêt moyen de 4,25 p. 100 (3,56 p. 100 en 2010) et ne sont pas compris dans le solde des prêts tant qu'ils ne sont pas décaissés. Puisque bon nombre de ces approbations de prêts expireront ou arriveront à échéance sans qu'il n'y ait de prélèvements, les montants contractuels ne représentent pas nécessairement des besoins de trésorerie futurs. Ces engagements non réglés ne présentent aucun risque de liquidité pour la société, car elle dispose de liquidités suffisantes du gouvernement du Canada pour couvrir ses besoins de trésorerie futurs. Le gouvernement du Canada offre du financement à court et à long terme dans le cadre de son programme d'emprunt des sociétés d'État. Au 31 mars 2011, la société n'avait aucun placement de capital-risque approuvé mais non décaissé (aucun en 2010).

Engagements d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente, par exercice, les versements minimaux futurs qui deviendront exigibles pour les contrats de services de technologie et de location-exploitation.

(milliers de dollars)

Montants exigibles	
Moins de 1 an	23 591 \$
De 1 à 2 ans	14 164
De 2 à 3 ans	12 613
De 3 à 4 ans	8 283
De 4 à 5 ans	3 855
Plus de 5 ans	5 837
	68 343 \$

Cautionnements

Dans le cours normal de ses activités, la société émet des cautionnements sous forme de lettres de crédit qui constituent des obligations d'effectuer des paiements à des tiers au nom de ses clients, si ces derniers ne sont pas en mesure d'effectuer les paiements nécessaires ou de respecter d'autres obligations contractuelles. Le montant maximal potentiel à payer au 31 mars 2011 était de 2,5 millions de dollars (3,7 millions en 2010).

Dans l'éventualité où la société serait forcée d'honorer ces lettres de crédit, elle pourrait exercer son recours sous forme de garantie contre ses clients à l'égard des paiements à verser à des tiers. Les éléments existants arriveront à échéance au cours des trois prochains exercices, habituellement sans qu'aucun prélevement n'ait été effectué. Au 31 mars 2011, le montant inscrit au poste des autres passifs pour ces lettres de crédit était nul (0,1 million de dollars en 2010).

Éventualités

Diverses poursuites judiciaires relatives au cours normal des activités de la société sont en instance. La direction ne s'attend pas à ce que le résultat de ces poursuites ait un effet important sur les états financiers et c'est pourquoi aucun montant n'a été inclus dans les états financiers consolidés au 31 mars 2011 au titre de ces éventualités.

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut des accords généraux d'indemnisation. L'obligation d'indemnisation se produit généralement dans le cadre de contrats de prestation de services et d'accords d'alliance stratégique. Ainsi, la société doit, dans certaines circonstances, indemniser la contrepartie de l'accord pour les divers frais découlant de l'inexactitude de déclarations ou de l'inexécution d'engagements. La société indemnise en outre les administrateurs, les dirigeants et les employés, dans la limite prescrite par la loi et par sa loi habilitante, pour toute réclamation contre eux en raison de leur statut d'administrateur, de dirigeant ou d'employé. Comme les modalités de ces indemnisations varient, la société n'est pas en mesure de faire une estimation raisonnable du montant maximal potentiel qu'elle pourrait éventuellement être tenue de verser à des contreparties. La société n'a jamais eu, par le passé, à verser des paiements en vertu de ces indemnisations. Aucun montant n'a été inclus dans les états financiers consolidés au 31 mars 2011 au titre de ces indemnisations.

22. Opérations entre apparentés

La société est apparentée à toutes les entités qui appartiennent au gouvernement du Canada, notamment les ministères, les organismes et les sociétés d'État. Des opérations avec ces entités ont été menées dans le cadre des activités normales de la société et sont évaluées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie défini par les parties et auquel elles ont consenti. Ces opérations sont comprises dans les états financiers consolidés, comme suit :

(milliers de dollars)	2011	2010
Prêts	10 \$	— \$
Créditeurs	265	56
Dette à court terme	7 609 397	8 512 930
Dette à long terme	10 049 888	7 481 354
Intérêts créditeurs	66	—
Intérêts débiteurs	155 800	89 643
Charge pour pertes sur créances	631	6 153
Frais d'administration	5 913	5 355
Dividende	18 500	18 600

De plus, le gouvernement du Canada garantit les emprunts de la société.

La société conclut certains prêts avec des clients, au titre desquels le gouvernement du Canada lui paie le total de l'intérêt exigible sur ces prêts durant une période de 18 mois. Les intérêts courus à recevoir et les intérêts créditeurs de ces prêts sont comptabilisés au poste des prêts et au poste des intérêts créditeurs respectivement.

La société contracte des emprunts à court et à long terme auprès du gouvernement du Canada au titre du programme d'emprunt des sociétés d'État. Les intérêts à payer et les intérêts payés sur ces emprunts sont comptabilisés respectivement au poste des intérêts à payer sur les emprunts et au poste des intérêts débiteurs.

La société reçoit l'aide de l'État pour partager les pertes sur créances relatives à certains prêts avec le gouvernement du Canada. Cette aide est comptabilisée au poste de la charge pour pertes sur créances. Le montant que la société prévoit devoir rembourser au gouvernement du Canada est comptabilisé au poste de la dette à long terme, comme il est décrit à la note 2.

La société paie de nombreux autres frais administratifs d'entreprise aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État du gouvernement du Canada. Ces coûts sont compris dans les frais d'administration. Le solde impayé de ces frais en fin d'exercice est inclus dans les créditeurs.

La société verse chaque année un dividende au gouvernement du Canada, comme il est décrit à la note 23.

23. Gestion du capital

Les objectifs de la société, en matière de gestion du capital, sont les suivants :

- générer un taux de rendement d'exploitation suffisant pour demeurer financièrement autonome et financer sa croissance et ses initiatives stratégiques.
- disposer de ressources suffisantes pour résister aux fluctuations du marché qui caractérisent le secteur agricole, tout en continuant d'appuyer ses clients, peu importe le cycle économique.
- respecter la convention externe imposée par la *Loi sur Financement agricole Canada*, qui plafonne le total du passif réel et du passif éventuel de la société à 12 fois ses capitaux propres. Ce plafond peut toutefois être porté à 15 fois ses capitaux propres sur approbation préalable du gouverneur en conseil.

En matière de gestion du capital, les objectifs, les politiques et les procédures de la société sont les mêmes que ceux de l'exercice précédent.

Le capital de la société comprend la provision pour pertes sur créances, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. L'une des mesures que la société évalue est le pourcentage de l'actif qui n'a pas besoin d'être financé par des emprunts. Le tableau ci-dessous illustre le niveau de capital investi de la société et le pourcentage de l'actif brut ne nécessitant pas d'emprunts :

(milliers de dollars)	2010	redressé (note 3)
	2011	
Provision pour pertes sur créances	586 188 \$	610 465 \$
Surplus d'apport	547 725	547 725
Bénéfices non répartis	2 025 725	1 584 266
Cumul des autres éléments du résultat étendu	181 804	203 603
Participation minoritaire dans l'entité à détenteurs de droits variables	13 376	9 461
Total du capital investi	3 354 818 \$	2 955 520 \$
Actif brut	22 496 245 \$	20 896 782 \$
Capital investi, exprimé en pourcentage de l'actif brut	14,91 %	14,14 %

Limites d'emprunt

Au 31 mars 2011, le total du passif réel et du passif éventuel de la société était de 7,4 fois ses capitaux propres, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu (8,4 fois en 2010, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu), ce qui se situe à l'intérieur de la limite établie en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada*.

Surplus d'apport

Le surplus d'apport de la société est constitué des sommes reçues du gouvernement du Canada, moins la réaffectation de 660,6 millions de dollars effectuée au 31 mars 1998 pour éliminer son déficit cumulatif.

Au 31 mars 2011, les versements de capital reçus du gouvernement du Canada totalisaient 1 208,3 millions de dollars (1 208,3 millions en 2010). La limite législative pour le même exercice était de 1 250,0 millions de dollars (1 250,0 millions en 2010).

Dividende

Le 18 août 2010, le Conseil d'administration de la société a déclaré, compte tenu des résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2010, un dividende d'un montant de 18,5 millions de dollars (18,6 millions en 2010, compte tenu des résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2009) à l'actionnaire de la société, soit le gouvernement du Canada, qui a été versé le 16 mars 2011.

24. Gestion du risque

Gouvernance du risque

La société a établi un cadre de gouvernance qui comprend un certain nombre de politiques et de comités pour orienter la prise de décisions d'entreprise. Le Conseil d'administration est chargé de surveiller ce cadre de gouvernance. Ces comités sont chargés d'élaborer et de surveiller différents aspects des politiques, des processus et des pratiques générales de la société en matière de gestion du risque. Ils font régulièrement rapport par l'intermédiaire du président-directeur général et de l'Équipe des cadres dirigeants (ECD), selon les besoins ou les exigences, ou au Conseil d'administration, le plus souvent par l'intermédiaire de son Comité de vérification, de son Comité des ressources humaines et de son Comité de gouvernance d'entreprise.

Le Comité de vérification aide le Conseil d'administration à s'acquitter de ses fonctions en s'assurant que la direction a cerné les risques clés et mis en place des politiques, des systèmes de contrôle et des pratiques pour gérer ces risques. Le Comité de vérification reçoit de la direction un rapport semestriel qui présente le niveau et les tendances de risque dans les principaux domaines, de même que les mesures correspondantes de gestion du risque qui ont été mises en œuvre, le tout, dans le but de fournir l'assurance que la société gère les risques de manière efficace.

Gestion du risque financier

Les principales catégories de risque financier auxquelles la société est exposée sont le risque de crédit et le risque de marché.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à la possibilité de perte financière parce qu'un emprunteur ou une autre contrepartie n'a pas remboursé son emprunt ou n'a pas honoré ses obligations financières à l'égard de la société. Le risque de crédit lié aux prêts est le risque le plus important pour la société.

Gestion du risque de crédit

Il incombe principalement au Conseil d'administration de gérer le risque de crédit et de s'en remettre à quelques divisions et comités pour gérer efficacement le risque de crédit qui a une incidence sur la société.

La division Portefeuille et risque de crédit effectue des analyses de l'industrie, de l'économie et du portefeuille et les communique aux divers comités du risque, notamment au Comité de vérification. Certaines unités de cette division sont chargées de gérer le risque de la société, notamment :

- L'unité Analyse du portefeuille et modélisation veille à la gestion, à la conception et à l'élaboration de modèles de financement et de modèles liés au risque de crédit, de cartes de pointage et d'outils de prêt. Elle émet également des recommandations au Comité de gestion de l'actif-passif afin de s'assurer que ces modèles, ces cartes de pointages et ces outils permettent d'atteindre un juste équilibre entre l'atténuation du risque, la croissance et la rentabilité.
- L'unité Politique de crédit et gestion des processus est responsable de la gestion des politiques de crédit de la société et de la formulation de recommandations au Comité de la politique de crédit, afin de s'assurer qu'il existe un juste équilibre entre l'atténuation du risque, la rentabilité et la croissance. De plus, l'unité examine, améliore et clarifie les politiques de crédit, communique les changements au personnel et fournit des interprétations en fonction de situations de financement générales et particulières.
- L'unité du Risque de crédit gère le risque lié aux prêts élevés et ceux qui dépassent le seuil de risque établi. Elle est chargée de la délégation des pouvoirs liés au crédit, de la formation et de l'encadrement en matière de crédit et des autorisations de crédit. Le Crédit spécial, qui fait partie de l'unité du Risque de crédit, assure la gestion et la résolution des comptes à risque élevé en difficulté en effectuant une gestion serrée des comptes, en procédant à la perception des comptes en souffrance et en prenant des mesures de recouvrement.
- L'unité du Crédit aux entreprises est chargée de la formation et de l'encadrement en matière de crédit et des autorisations liées aux demandes de prêt plus élevées, et fait notamment des recommandations au Comité de crédit.
- L'unité de l'Évaluation est chargée d'effectuer des recherches sur les ventes immobilières, de maintenir des données-repères sur la valeur des terres agricoles et d'évaluer les garanties de la société en portant une attention particulière aux entreprises spécialisées et aux agroentreprises.

Des pouvoirs de prêt sont délégués aux employés de la division des Opérations, lesquels sont responsables de gérer le risque de crédit des prêts de leur portefeuille. Les pouvoirs sont accordés en fonction de la formation en crédit suivie et des compétences acquises. Les décisions de crédit sont prises au niveau de pouvoir approprié et en fonction du montant et du risque de chaque prêt. Pendant toute la durée du prêt, la division surveille le rendement des clients et des prêts et assure une gestion continue des comptes et procède à leur examen.

La division de la Trésorerie est responsable de gérer le risque de crédit de contrepartie lié aux instruments dérivés et aux activités d'investissement. Elle fait un suivi de l'évolution des cotes de crédit et du rendement financier des contreparties.

Les comités suivants participent à la gestion du risque de crédit de la société :

- Le Comité de gestion de l'actif-passif dirige la fonction de gestion de l'actif-passif de la société, ce qui consiste notamment à mettre en place et à tenir à jour des politiques et des procédures de gestion du risque de portefeuille, à fournir des directives quant à la tarification des prêts, à assurer l'intégration aux stratégies d'entreprise et à s'assurer que les cibles de rendement du portefeuille sont atteintes.
- Le Comité de la politique de crédit supervise la mise au point des politiques de financement et s'assure qu'elles tiennent compte de la propension au risque de la société, qu'elles correspondent aux pratiques exemplaires de l'industrie et qu'elles respectent les lois et les règlements fédéraux, provinciaux et régionaux.
- Le Comité de crédit examine les demandes de financement pour lesquelles les fonds demandés dépassent les limites prescrites.
- Le Comité des placements de capital-risque prend des décisions relatives à des recommandations de placement et examine le rendement des placements de capital-risque du Fonds FAC.

Évaluation du risque de crédit

La division Portefeuille et risque de crédit évalue le risque de crédit au niveau global et fournit des politiques en matière de risque ainsi que des outils et des modèles pour quantifier le risque de crédit et la provision pour pertes sur créances. La division surveille également le contexte d'exploitation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin de s'assurer que les politiques de prêt, les activités et la tarification de la société sont appropriées et pertinentes.

La société a recours à des politiques, des processus, des systèmes et des stratégies pour gérer le risque de crédit de son portefeuille. Chaque exercice, la division Portefeuille et risque de crédit soumet au Conseil d'administration sa vision du portefeuille, qui comprend un grand nombre d'outils, de modèles et de stratégies, aux fins d'approbation. Des cibles numériques associées à un grand nombre de ces outils sont établies chaque exercice dans le but de favoriser la réalisation de la vision du portefeuille.

Un grand nombre de modèles, d'études, de validations et d'interprétations est utilisé pour déterminer les cibles pour chaque outil, comme suit :

Capital économique

La société surveille l'écart entre le capital disponible et les exigences de capital économique en matière de crédit. Les modèles de capital économique sont largement utilisés par les institutions financières afin d'évaluer le risque du portefeuille de prêts et constituent une pratique exemplaire, de l'avis de la International Association of Credit Portfolio Managers. Les principaux avantages d'un modèle de capital économique sont :

- d'évaluer le risque lié aux transactions, à la concentration et aux corrélations;
- de faire subir au portefeuille de prêts un test de tolérance visant à estimer les pertes avec un certain niveau de probabilité;
- d'évaluer les tendances;
- de permettre des comparaisons ajustées au risque selon les régions géographiques et les champs d'activité.

Plan de diversification du portefeuille

Le plan de diversification du portefeuille établit la plage de composition du portefeuille souhaitée dans cinq ans, notamment la diversification de celui-ci par secteur, région géographique et champ d'activité. La plage visée est comparée à d'autres scénarios atteignables de manière réaliste, compte tenu des impacts sur la croissance, le profit, le risque et la part de marché.

De plus, chaque exercice, la vision du portefeuille établit les limites de risque du client et les pouvoirs d'approbation.

Système de pointage et de tarification du risque

Le système de pointage et de tarification du risque (SPTR) est utilisé pour évaluer le risque des prêts du portefeuille de la société. La mesure du risque, qui est fondée sur des caractéristiques propres au client, au prêt et au secteur d'activité, permet d'obtenir un pointage entre 400 et 999 points. Chaque pointage se traduit en un risque de défaut. Plus le pointage est élevé, plus le risque de défaut est faible. Le SPTR est aussi utilisé pour fixer le prix des prêts.

Le pointage SPTR est fondé sur des caractéristiques qui sont regroupées sous quatre thèmes principaux :

- cote de crédit et habitudes de paiement du client;
- ratios financiers du client;
- expérience du client en affaires;
- activité principale du client.

Le SPTR évalue différemment chaque caractéristique pour arriver à un pointage SPTR final. Ces évaluations sont fondées sur l'expérience historique de la société et sont établies de façon à maximiser la capacité du système à prévoir la probabilité de défaut de paiement.

Le pointage de risque cible pour le portefeuille de la société au chapitre des nouveaux prêts est de 770. Ce pointage est actuellement de 803 (781 en 2010), et le pointage de risque global du portefeuille est de 803 (800 en 2010).

Modèle de provision pour pertes sur prêt

Le modèle de provision pour pertes sur prêts estime les pertes au portefeuille qui découlent du risque de crédit. Ce modèle comprend deux composantes : la composante spécifique et la composante générale. Les pertes de la composante spécifique sont déterminées pour les prêts non productifs qui remplissent les deux critères suivants :

- un montant supérieur à 500 \$ est en souffrance pendant 90 jours ou plus;
- la garantie est insuffisante pour recouvrer complètement les montants impayés.

Les pertes de la composante générale pour les prêts du portefeuille sont déterminées en fonction de la présence d'au moins un des trois indicateurs de défaillance suivants :

- un montant égal ou supérieur à 500 \$ est en souffrance, mais non depuis plus de 90 jours;
- les modalités du prêt ont été modifiées au cours du dernier exercice;
- le pointage SPTR a baissé de 15 points ou plus au cours du dernier exercice.

La provision générale tient compte également des pertes qui ont été subies mais qui ne se sont pas encore concrétisées. Les données historiques indiquent l'existence d'une période d'émergence allant de la constatation de la détérioration à son effet sur le portefeuille. À compter de la période d'émergence, des taux de migration sont utilisés pour déterminer les pertes subies au portefeuille qui ne sont pas encore apparentes. Les deux composantes du modèle de provision pour pertes tiennent compte de la situation de garantie pour évaluer le montant requis de provision pour pertes.

Chaque mois, le Comité de gestion de l'actif-passif reçoit un rapport illustrant les différentes mesures générales utilisées pour évaluer le risque de crédit du portefeuille de prêts, classées par secteur et par champ d'activité. Le tableau ci-dessous détaille les mesures macroéconomiques incluses dans le rapport qui sont utilisées pour démontrer la santé du portefeuille.

	2011	2010
Ratio prêt-garantie moyen pondéré pour le portefeuille garanti	57,8 %	57,6 %
Portefeuille non garanti en pourcentage de l'encours	2,3 %	2,6 %
Montant en souffrance en pourcentage de l'encours	2,1 %	2,5 %
Prêts ajustés au cours des 12 derniers mois en pourcentage de l'encours	5,8 %	4,2 %

Garanties

La société atténue son risque de crédit au moyen de politiques et de pratiques relatives aux exigences de garantie. La politique de crédit établit les lignes directrices et les normes relatives aux garanties. La société surveille le portefeuille en examinant le ratio prêt-garantie pour l'ensemble du portefeuille ainsi que par secteur d'activité. Après la constatation initiale d'un prêt, la juste valeur de la garantie est établie à l'aide de techniques d'évaluation couramment utilisées pour des actifs correspondants. Au cours des exercices ultérieurs, la juste valeur est ajustée en fonction du prix du marché ou d'indices pour des actifs similaires à des intervalles prescrits, conformément à la politique. La garantie obtenue est généralement constituée de biens réels/immeubles, de quotas ou de matériel, et varie en fonction de l'objet du prêt.

Engagements de prêt

Les engagements de crédit représentent la part inutilisée des approbations de crédit sous forme de prêts, de cautionnements ou de lettres de crédit. En ce qui concerne le risque de crédit, la société est potentiellement exposée à une perte correspondant à la valeur totale des engagements inutilisés. Consultez la note 21 pour obtenir plus de détails sur les engagements de crédit de la société.

Risque de crédit maximal sans tenir compte des garanties détenues ou des autres améliorations aux conditions de crédit

(milliers de dollars)	2011	redressé (note 3)
Actifs figurant au bilan		
Placements temporaires	284 162 \$	199 818 \$
Créances	12 676	32 802
Actifs dérivés	47 407	66 945
Prêts	20 748 432	19 159 940
Contrats de location-financement	4 912	2 827
Placements de capital-risque	58 024	59 987
Autres actifs	3 651	3 226
Actifs hors bilan		
Cautionnements financiers	2 513	3 703
Engagements de prêt	2 821 811	2 720 946
	23 983 588 \$	22 250 194 \$

Le tableau précédent représente le pire des scénarios sur le plan du risque de crédit de la société à la fin de l'exercice, si l'on ne tient pas compte des garanties détenues ou des autres améliorations aux conditions de crédit. Dans le cas des éléments au bilan, le risque est déterminé en fonction des valeurs comptables nettes inscrites au bilan. Dans le cas des éléments hors bilan, le risque est déterminé en fonction du montant maximal que la société devrait payer si ces éléments devenaient exigibles.

Prêts

Prêts en souffrance mais qui ne sont pas douteux

Un prêt est considéré en souffrance lorsqu'un client n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle et que le montant qu'il doit est supérieur à 500 \$. Les prêts qui font exception à cette règle sont ceux arrivés à échéance et dont les paiements ne sont pas en retard à la date d'échéance. Les prêts en souffrance depuis moins de 90 jours ne sont pas considérés comme douteux, sauf indication contraire. En outre, les prêts en souffrance ne sont pas considérés comme douteux si la société détient une garantie suffisante et si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les efforts de perception mènent à un remboursement total. Plus il y a longtemps que le compte du client est en souffrance et que les intérêts continuent de courir, plus le risque est élevé que le montant recouvrable de la valeur de la garantie sera inférieur à la valeur comptable du prêt. Le tableau ci-dessous détaille les montants bruts des prêts qui étaient en souffrance, mais qui n'étaient pas douteux :

(milliers de dollars)	2011	2010
En souffrance mais non douteux		
Jusqu'à 30 jours	72 472 \$	74 278 \$
De 31 à 60 jours	90 864	102 277
De 61 à 89 jours	62 339	48 531
90 jours ou plus	91 106	118 213
	316 781 \$	343 299 \$

Prêts qui ne sont ni en souffrance ni douteux

La qualité de crédit des prêts qui ne sont ni en souffrance ni douteux peut être évaluée à l'aide des pointages S PTR de la société. Le tableau ci-dessous présente l'encours de chaque catégorie de pointages du S PTR, exprimé en pourcentage de l'encours qui n'est ni en souffrance ni douteux.

	2011	2010
Pointages S PTR		
400 – 650	1,1 %	1,3 %
651 – 769	18,7 %	20,4 %
770 – 850	61,6 %	59,5 %
851 – 999	18,6 %	18,8 %
	100,0 %	100,0 %

La plupart des pointages S PTR sont mis à jour chaque mois. Des processus d'approbation et de gestion du crédit différents sont appliqués à certains types de prêts; ceux-ci représentent moins de 1,0 p. 100 du portefeuille total de la société.

Prêts renégociés

Les activités de renégociation comprennent des modifications au calendrier de remboursement et des options de report de paiements. Le montant des prêts renégociés qui seraient autrement considérés en souffrance ou douteux est de 1 247,2 millions de dollars (826,7 millions en 2010).

Propriétés immobilières acquises

En 2011, la société a acquis des propriétés immobilières de clients en règlement de prêts d'une valeur comptable de 2,2 millions de dollars (2,0 millions en 2010). Les propriétés immobilières acquises sont vendues aussitôt que possible et le produit est utilisé pour réduire le solde impayé du prêt du client.

Risque de crédit de contrepartie : instruments dérivés et placements temporaires

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations contractuelles envers la société. Pour atténuer ce risque, la société se conforme aux lignes directrices émises par le ministre des Finances à cet égard, en ne transigeant qu'avec des institutions financières ayant une cote de crédit élevée, en fonction des cotes de crédit publiées par des agences de notation externes. Le risque de crédit de contrepartie est géré par l'application des lignes directrices sur le risque de crédit de contrepartie de la société qui ont été approuvées par le Conseil d'administration et qui précisent le risque maximal auquel la société peut s'exposer pour chaque niveau de cote de crédit.

Dans le cours normal de ses activités, la société obtient des garanties dans le cadre de certaines opérations afin de réduire son exposition au risque de crédit de contrepartie. La société est généralement autorisée à vendre, céder, investir ou donner en gage la garantie obtenue, conformément aux conditions habituelles et courantes en ce qui a trait aux opérations ordinaires sur instruments dérivés.

L'obligation de la contrepartie relative à l'instrument dérivé peut se réaliser lorsqu'une devise ou un taux d'intérêt lié au marché varie et que cette variation se traduit par des gains non réalisés pour la société. Ces gains non réalisés créent des justes valeurs positives pour les instruments dérivés concernés. La société n'est pas exposée à un risque de crédit pour le plein montant nominal de référence de ses contrats dérivés, mais uniquement pour la valeur de remplacement potentiel si la contrepartie était en défaut. Par ailleurs, les mesures standards d'atténuation du risque de crédit précisées dans les conventions-cadres de compensation de la International Swap and Derivatives Association prévoient la compensation et la liquidation simultanées des positions d'une contrepartie qui serait en défaut. Des Credit Support Annex (CSA) sont aussi en place pour la plupart des contreparties de la société. Ces annexes s'ajoutent à la convention-cadre et précisent les conditions de la prise d'une garantie par la société, au cas où le risque de crédit de contrepartie dépasserait le seuil convenu. Quant aux opérations sur dérivés, dans les cas où une CSA est annexée à la convention-cadre, la contrepartie doit avoir une cote de crédit minimale à long terme de A- auprès d'au moins deux agences de notation externes (Standard & Poor's, Moody's ou DBRS). Consultez les notes 5 et 15 pour obtenir plus de détails sur la quantification du risque de crédit de contrepartie.

Le Comité de gestion de l'actif-passif et le Conseil d'administration ont établi une politique de placement qui fixe les cotes de crédit minimales pour les placements temporaires et qui limite la taille et la composition du portefeuille global de placements. Dans le cas de placements temporaires dont l'échéance est d'un an ou moins, les contreparties doivent avoir une cote de crédit minimale à court terme de A1+/R1-faible/P-1 auprès d'au moins deux agences de notation externes. Ces cotes de crédit détermineront la valeur nominale maximale des placements par contrepartie.

La société a mis en place des contrôles et des politiques pour se protéger et pour minimiser les pertes en cas de défaut de la part des contreparties. La division de la Trésorerie examine régulièrement les cotes de crédit et le rendement financier des contreparties et fait des recommandations au Comité de gestion de l'actif-passif et au Conseil d'administration concernant des changements à apporter aux politiques.

Placements de capital-risque

La société est exposée à un risque de crédit dans le cadre de ses placements de capital-risque. La société gère le risque de crédit en planifiant de façon réfléchie, en établissant des critères de placement stricts, en abordant les occasions de placement avec une diligence raisonnable et en menant ses activités dans le respect des politiques de placement. Le gestionnaire de placements surveille la situation financière des entreprises bénéficiaires de placements de capital-risque et en fait régulièrement rapport.

b) Risque de marché

Le risque de marché correspond à la possibilité que la société essuie une perte financière en raison de variations négatives des facteurs de marché sous-jacents, dont les taux d'intérêt et de change associés aux placements, et au risque de liquidité auquel est exposée la société.

La société s'est donné des politiques et des limites en matière de risque de marché afin de s'assurer de cerner, d'évaluer et de gérer les risques liés aux taux d'intérêt, aux taux de change et à la liquidité et d'en faire rapport au bon moment. Les politiques liées au risque de marché sont examinées régulièrement par le Comité de gestion de l'actif-passif et approuvées par le Conseil d'administration. Les politiques et les processus de la société sont fondés sur les pratiques exemplaires de l'industrie et sur les *Lignes directrices du ministre des Finances sur la gestion des risques financiers pour les sociétés d'État*. La Trésorerie a la responsabilité de mettre en œuvre les directives de gestion du risque de marché. Elle rend compte de ses activités et de la situation de l'actif-passif régulièrement au Comité de gestion de l'actif-passif et au Conseil d'administration.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque qu'une variation des taux d'intérêt ait des répercussions négatives sur les intérêts créditeurs nets et la valeur économique de la société. Le risque de taux d'intérêt découle de la non-concordance entre les actifs, les passifs et les options intégrées. Il y a non-concordance des taux d'intérêt en raison de différences sur le plan des dates d'échéance et de révision du taux, des actifs résiduels financés par capitaux propres et de données de référence différentes pour les taux d'intérêt de certains actifs et passifs. Les options intégrées sont des options que comportent les prêts à taux fixe avec option de report de capital, privilège de paiement par anticipation et garantie du taux d'intérêt des engagements de prêt.

Le risque de taux d'intérêt est surveillé principalement au moyen d'un modèle de gestion de l'actif-passif. Chaque mois, divers scénarios sont produits afin d'analyser la sensibilité des intérêts créditeurs nets et de la valeur marchande aux variations des taux d'intérêt et des hypothèses relatives au bilan. Le modèle de gestion de l'actif-passif est contre-vérifié et validé afin de confirmer que la logique et les hypothèses sur lesquelles il repose sont raisonnables lorsqu'elles sont comparées aux résultats réels.

La gestion du risque de taux d'intérêt est régie par une politique, selon des limites définies fondées sur l'impact d'une variation de 2,0 p. 100 des taux d'intérêt. Selon la limite définie pour la variabilité des intérêts créditeurs nets, ceux-ci ne devraient pas diminuer de plus de 10,0 p. 100 au cours des 12 prochains mois. Selon la deuxième limite définie, la valeur marchande des capitaux propres dans le portefeuille ne doit pas diminuer de plus de 10,0 p. 100 de l'actif (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu) pour une variation soutenue et immédiate de 2,0 p. 100 du niveau des taux d'intérêt et de la structure des termes. Compte tenu de la situation financière de la société au 31 mars 2011, une variation soutenue et immédiate de 2,0 p. 100 des taux d'intérêt, quels que soient le terme et la courbe de rendement, aurait les effets suivants sur les intérêts créditeurs nets et sur la valeur marchande des capitaux propres dans le portefeuille (au cours des 12 prochains mois) :

(milliers de dollars)	2011		2010	
	Effet d'une augmentation de 2 %	diminution de 0,85 % (1)	Effet d'une augmentation de 2 %	diminution de 0,25 % (1)
Variabilité des intérêts créditeurs nets	5 919 \$	(2 674) \$	7 692 \$	(1 013) \$
Limite	78 922	(78 922)	73 972	(73 972)
Variabilité de la valeur marchande des capitaux propres dans le portefeuille	(188 100)	80 600	(145 047)	18 668
Limite	(257 344)	257 344	(213 199)	213 199

(1) Le plus faible taux des courbes de rendement utilisé dans le modèle est de 0,85 p. 100 (0,25 p. 100 en 2010) afin d'éviter des taux négatifs.

La société a défini une troisième limite qui porte sur son risque d'engagement, c'est-à-dire le risque que les taux d'intérêt augmentent après que la société se soit engagée envers le client à un taux d'intérêt moins élevé. Selon la politique, la baisse de la valeur marchande des garanties de taux d'intérêt sur les nouveaux prêts et les renouvellements de prêts ne doit pas représenter plus de 0,5 p. 100 des capitaux propres (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu) lorsqu'ils sont soumis à une hausse de 0,5 p. 100 des taux. La réduction nette de la valeur marchande des prêts non décaissés, soumis à une hausse du taux de 0,5 p. 100, était de 2,5 millions de dollars au 31 mars 2011 (2,8 millions en 2010), soit à l'intérieur de la limite de 10,1 millions établie dans la politique (10,7 millions en 2010).

Le tableau suivant résume le risque de taux d'intérêt de la société en fonction de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et des capitaux propres, regroupés selon les dates contractuelles de révision des taux ou d'échéance, en prenant la date la plus rapprochée, et la sensibilité aux taux d'intérêt. Dans le cours normal de leurs activités, les emprunteurs remboursent fréquemment leurs prêts par anticipation, en partie ou en totalité, avant la date d'échéance contractuelle.

	Immédiatement sensible au taux d'intérêt (milliers de dollars)	3 mois ou moins	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible au taux d'intérêt	Total
Actif							
Trésorerie	– \$ 583 738 \$	– \$ 1,08 %	– \$	– \$	– \$	18 102 \$	601 840 \$
Rendement (1)	–	1,08 %	–	–	–	–	–
Placements temporaires	– 284 155	– 1,12 %	–	–	–	7	284 162
Rendement (1)	–	1,12 %	–	–	–	–	–
Actifs dérivés (3)	–	–	–	–	–	47 407	47 407
Prêts nets	14 379 174	722 171	1 244 422	3 979 077	748 647	(325 059)	20 748 432
Rendement (1)	3,91 %	6,34 %	5,90 %	5,70 %	6,10 %	–	–
Contrats de location-financement nets	– 224	– 1 152	3 620	–	–	(84)	4 912
Rendement (1)	–	5,78 %	5,78 %	5,78 %	–	–	–
Placements de capital-risque	2 377	93	1 985	9 098	–	44 471	58 024
Rendement (1)	10,50 %	20,00 %	10,00 %	10,65 %	–	–	–
Autres	–	–	–	–	–	165 280	165 280
Total de l'actif	14 381 551 \$	1 590 381 \$	1 247 559 \$	3 991 795 \$	748 647 \$	(49 876) \$	21 910 057 \$
Passif et capitaux propres							
Emprunts non structurés	– \$ 16 247 409 \$	– \$ 329 967 \$	– \$ 1 808 275 \$	– \$ 512 371 \$	– \$ 47 769 \$	– \$ 18 945 791 \$	– \$
Rendement (1)	– 0,96 %	3,49 %	3,31 %	4,12 %	–	–	–
Emprunts structurés	– –	–	5 186	–	942	–	6 128
Rendement (1)	– –	–	4,60 %	–	–	–	–
Total des emprunts	– 16 247 409	329 967	1 813 461	512 371	48 711	18 951 919	– \$
Passifs dérivés (2)(3)	– 1 093 578	(350 000)	(446 278)	(297 300)	4 724	4 724	4 724
Rendement (1)	– 1,22 %	1,37 %	2,34 %	4,52 %	–	–	–
Autres	– –	–	–	–	198 160	198 160	198 160
Capitaux propres	– –	–	–	–	2 755 254	2 755 254	2 755 254
Total du passif et des capitaux propres	– \$ 17 340 987 \$	(20 033) \$	1 367 183 \$	215 071 \$	3 006 849 \$	21 910 057 \$	– \$
Écart total 2011	14 381 551 \$	(15 750 606) \$	1 267 592 \$	2 624 612 \$	533 576 \$	(3 056 725) \$	– \$
Écart total cumulatif 2011	14 381 551 \$	(1 369 055) \$	(101 463) \$	2 523 149 \$	3 056 725 \$	– \$	– \$
Écart total 2010	12 910 440 \$	(13 742 619) \$	905 970 \$	2 115 636 \$	480 209 \$	(2 669 636) \$	– \$
Écart total cumulatif 2010	12 910 440 \$	(832 179) \$	73 791 \$	2 189 427 \$	2 669 636 \$	– \$	– \$

(1) Représente le rendement moyen pondéré effectif à la date d'échéance ou à la date de révision du taux contractuel, selon la plus rapprochée des deux.

(2) Représente les montants de capital théorique des instruments dérivés.

(3) Les montants théoriques des instruments dérivés dont la juste valeur est positive ont été déduits du montant théorique des instruments dérivés dont la juste valeur est négative et sont compris dans le poste des passifs dérivés.

Risque de change

La société est exposée à un risque de taux de change en raison des différences de montant et d'échelonnement des flux de trésorerie liés aux actifs et passifs libellés en devises. L'exposition au risque de change est minimisée en appariant les prêts en devises à des emprunts en devises. Ce risque ne peut être entièrement couvert parce que les actifs sont des prêts amortis et les passifs sont des obligations à escompte, ce qui crée une non-concordance des échéances des flux de trésorerie de capital et d'intérêt.

La société a d'ailleurs pour politique d'atténuer le risque de taux de change. Tous ses emprunts en devises sont pleinement couverts au moment de leur émission, sauf si la dette libellée en devises sert à financer un actif de même devise. Selon la politique, la limite fixée par le Conseil d'administration pour le ratio de couverture du financement en devises par rapport aux actifs en devises est une plage de 90 p. 100 à 110 p. 100. Au 31 mars 2011, le ratio de la société se situait à 98,4 p. 100 (99,0 p. 100 en 2010).

Instruments dérivés

La société utilise les instruments dérivés pour couvrir les risques de taux d'intérêt et les risques de change. Les instruments dérivés modifient le profil de risque du bilan en réduisant la non-concordance des actifs et des passifs de manière à ce que le risque de taux d'intérêt et de change soit géré conformément aux limites de la politique.

Lorsque des opérations sur dérivés sont admissibles à la comptabilité de couverture, les dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et sont comptabilisés tel que décrit à la note 2. Les opérations sur dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont quand même considérées comme des couvertures économiques. Ces opérations de couverture peuvent donner lieu à une volatilité du bénéfice net puisque les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur et qu'il est possible que cette volatilité ne soit pas représentative du risque global.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la société ne puisse pas répondre à une demande de financement ou ne parvienne pas à financer ses obligations, à prix raisonnable, à mesure qu'elles deviennent exigibles.

Dans le cadre de ses activités de gestion des liquidités, la société mesure, prévoit et gère ses flux de trésorerie. Son objectif vise à maintenir des liquidités suffisantes pour répondre aux besoins des clients et couvrir les besoins d'exploitation.

La société gère ses liquidités par les moyens suivants :

- portefeuille de placements liquides : au 31 mars 2011, la société disposait de 886,0 millions de dollars en trésorerie et en placements temporaires (827,8 millions au 31 mars 2010);
- accès à du financement à court terme : le financement par l'intermédiaire du programme d'emprunt des sociétés d'État et sur les marchés financiers assure à la société les liquidités nécessaires pour répondre à ses besoins quotidiens de trésorerie;
- accès à une marge de crédit d'exploitation bancaire de 30,0 millions de dollars.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie non actualisés du passif financier de la société, selon la date d'échéance contractuelle la plus rapprochée. Les flux de trésorerie nominaux bruts représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés relatifs au capital et à l'intérêt du passif financier. Il y a un écart important entre les flux de trésorerie prévus de la société pour certains instruments et la présente analyse. Par exemple, certains emprunts à long terme de la société qui pourraient être remboursés par anticipation n'ont pas été inclus dans la catégorie des échéances les plus rapprochées, parce qu'il est impraticable de les estimer.

Échéances contractuelles résiduelles du passif financier

	2011						
	Valeur comptable (milliers de dollars)	Rentrées (sorties) de fonds nominales brutes	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs non dérivés							
Emprunts	18 951 919 \$	(18 949 344) \$	(2 294 261) \$	(2 968 427) \$	(2 797 777) \$	(10 303 461) \$	(585 418) \$
Passifs dérivés							
Valeur comptable	4 724	—	—	—	—	—	—
Rentrées de fonds	—	22 957	—	980	5 786	16 191	—
Sorties de fonds	—	(27 998)	—	(783)	(4 605)	(22 610)	—
	18 956 643 \$	(18 954 385) \$	(2 294 261) \$	(2 968 230) \$	(2 796 596) \$	(10 309 880) \$	(585 418) \$
	2010						
	Valeur comptable (milliers de dollars)	Rentrées (sorties) de fonds nominales brutes	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs non dérivés							
Emprunts	17 759 171 \$	(17 756 713) \$	(5 386 251) \$	(1 353 378) \$	(2 134 346) \$	(7 920 645) \$	(962 093) \$
Passifs dérivés							
Valeur comptable	6 843	—	—	—	—	—	—
Rentrées de fonds	—	33 408	—	99	10 200	23 109	—
Sorties de fonds	—	(36 773)	—	(94)	(5 126)	(31 553)	—
	17 766 014 \$	(17 760 078) \$	(5 386 251) \$	(1 353 373) \$	(2 129 272) \$	(7 929 089) \$	(962 093) \$

25. Informations sectorielles

La société est organisée et gérée comme une entreprise qui œuvre dans un seul secteur, soit le financement agricole. Il est considéré que ses activités d'exploitation visent un seul secteur aux fins de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance. Tous les produits de la société sont gagnés exclusivement au Canada. Aucun client ne détient, à lui seul, plus de 10,0 p. 100 des prêts ou des intérêts créateurs de la société.

26. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2010 ont été reclassés de sorte qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Glossaire

Alliances

Relations d'affaires, établies par contrat, entre FAC et un autre organisme agricole ou financier, dans le but de mettre en commun leurs points forts et d'offrir, ainsi, des services plus complets aux clients.

Autres éléments du résultat étendu

Gains et pertes attribuables à des variations de la juste valeur qui sont temporairement constatés dans une section autre que le bénéfice net appelée Cumul des autres éléments du résultat étendu, de la section des capitaux propres.

Capital non échu (CNÉ)

Le solde de capital exigible de l'ensemble des prêts. Le CNÉ sert à évaluer la croissance des différents champs d'activité, régions géographiques et secteurs de production. Il exclut, entre autres, les montants en souffrance et l'intérêt couru qui entrent dans le calcul des prêts.

Charge pour pertes sur créances

Charge imputée à l'état des résultats qui correspond au montant requis pour ramener la provision pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction.

Contrepartie

Partie correspondante de l'opération financière, habituellement une autre institution financière.

Cote de crédit

Classification du risque de crédit fondée sur une évaluation des ressources financières d'une entreprise, de ses antécédents de remboursement et de son sens des responsabilités face aux dettes contractées.

Couverture

Technique de gestion du risque qui permet à une entité de se protéger contre une fluctuation négative des cours, des taux d'intérêt ou des devises. Les risques peuvent être éliminés ou réduits par l'établissement de positions symétriques ou par des positions d'atténuation du risque.

Décaissements nets

Les décaissements correspondent au montant des fonds décaissés par rapport aux prêts approuvés. Les décaissements nets excluent les prêts FAC existants qui ont été refinancés.

Entité à détenteurs de droits variables

Entité qui, par sa structure, n'a pas suffisamment de capitaux propres à risque pour financer ses activités sans faire appel à un soutien financier supplémentaire sous forme de dette subordonnée ou dans laquelle les investisseurs en capital-risque n'ont pas une participation financière suffisante pour en avoir le contrôle.

Financement de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire

Comprend les clients qui, à titre de fournisseurs ou de transformateurs, vendent leurs produits aux producteurs primaires, achètent les produits de ces derniers ou leur offrent des services. Il s'agit entre autres de fabricants et vendeurs d'équipement, de fournisseurs d'intrants, de grossistes, d'entreprises de marketing et de transformateurs.

Financement de la production primaire

Fait référence aux clients de ce secteur qui ont un prêt de FAC et comprend les exploitations agricoles qui produisent des produits agricoles non traités, notamment des cultures, du lait, des fruits, des légumes, du porc, des bovins, de la volaille, des moutons et d'autres animaux. Le financement de la production primaire comprend en outre, sans s'y limiter, les vignobles, les serres, les exploitations forestières (la culture, la production et la coupe des arbres), les exploitations aquicoles (l'élevage de poissons dans l'océan ou dans les eaux continentales) et l'agriculture à temps partiel.

Gestion du risque d'entreprise

Mise en œuvre, à l'échelle de la société, de mesures coordonnées ayant pour but de gérer et de contrôler l'aspect risque d'un organisme.

Instrument financier dérivé

Instrument financier dont la valeur est déterminée et dérivée d'après un prix, un taux d'intérêt, un taux de change ou un indice des prix sous-jacent. L'utilisation d'instruments financiers dérivés permet de transférer, de modifier ou de réduire le risque réel ou prévu qui est attribuable à des fluctuations de taux d'intérêt et de taux de change. Parmi les différents types de contrats de produits dérivés, il y a les swaps de taux d'intérêt, les options sur taux d'intérêt, les swaps de devises et les contrats à terme.

Intérêts créditeurs

Revenus gagnés sur les prêts, l'encaisse et les placements.

Intérêts créditeurs nets (ICN)

Déférence entre les intérêts réalisés sur les éléments d'actif (p. ex., prêts et valeurs mobilières) et les intérêts payés sur les emprunts.

Intérêts débiteurs

Dépenses liées aux dettes contractées par la société.

Juste valeur

Montant qu'un tiers indépendant paierait ou recevrait pour acheter ou vendre un instrument financier sur le marché. Il est possible d'estimer cette valeur à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ajustée au risque.

Levier financier

Rapport entre le total des emprunts et les capitaux propres d'une entreprise.

Marge d'intérêt nette

Intérêts créditeurs nets exprimés en pourcentage de l'actif total moyen.

Méthode du taux effectif

Méthode qui consiste à calculer le coût après amortissement d'un actif ou d'un passif financier et à répartir les intérêts créditeurs ou les intérêts débiteurs durant la période correspondante.

Montants en souffrance

Tous les montants en souffrance de plus de 500 \$ sur un prêt, y compris les prêts douteux, à l'exception des montants exigibles à la date d'échéance du prêt ou à une date ultérieure.

Montant nominal de référence

Dans un contrat visant des instruments dérivés, valeur théorique servant de référence au calcul de l'intérêt et des autres paiements. Aux termes du contrat, il n'y a habituellement pas échange du montant nominal.

Paiements anticipés

Versements non prévus au calendrier de remboursement qui sont effectués avant l'échéance du terme.

Point de base

Un centième de point de pourcentage. Le point de base sert à décrire le taux d'intérêt applicable ou le rendement d'un placement (1 point de base = 0,01 p. 100).

Prêts douteux

Prêts pour lesquels, de l'avis de la direction, il n'est plus raisonnable de croire que le capital et les intérêts au complet pourront être perçus dans un délai raisonnable. Tout prêt dont les paiements accusent un retard de 90 jours est classé douteux s'il n'est pas entièrement garanti.

Programme d'emprunt des sociétés d'État

Prêts directs à la société consentis par le gouvernement fédéral.

Programme de soutien à la clientèle

Plans élaborés afin d'aider de façon proactive les clients qui pourraient avoir de la difficulté à rembourser leur prêt à la suite d'un sinistre ou pendant un repli économique dans un segment particulier de l'industrie agricole. Les plans individuels peuvent comprendre des paiements différés ou des calendriers de remboursement flexibles.

Provision pour pertes sur créances

Meilleure estimation de la direction quant aux pertes probables subies sur le portefeuille de prêts et de produits de crédit-bail. Au bilan, les provisions sont comptabilisées à titre de déductions aux prêts et aux contrats de location-financement.

Ratio d'efficience

Mesure servant à déterminer à quel point l'utilisation des ressources est efficace pour générer des revenus. Il correspond aux charges d'administration exprimées en pourcentage des produits. Les produits comprennent les intérêts créditeurs nets, les produits d'assurance nets et les autres produits.

Ratio de levier

Niveau de dette exprimée en dollars de dette contractée pour chaque dollar du total des capitaux propres à l'exception du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Rendement des capitaux propres (RCP)

Bénéfice net attribuable à l'actionnaire de l'entité mère exprimé en pourcentage du total des capitaux propres moyens à l'exception du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

Engagement d'une entreprise à exercer ses activités de façon durable sur les plans économique, social et environnemental, tout en tenant compte du meilleur intérêt des parties en cause, notamment les investisseurs, les clients, les employés, les partenaires d'affaires, les communautés locales, l'environnement et l'ensemble de la société, tel que défini par Canadian Business for Social Responsibility.

Risque de change

Risque de perte financière attribuable à un comportement défavorable des devises.

Risque de contrepartie

Risque que la contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations selon les termes du contrat ou de l'opération.

Risque de taux d'intérêt

Risque qu'une variation des taux d'intérêt ait des répercussions négatives sur les intérêts créditeurs nets et la valeur économique de la société.

Secteur de production

Type particulier de production agricole; par exemple, lait, cultures commerciales, bovins, etc.

Swaps de taux et de devises

Ententes contractuelles en vertu desquelles les parties nommées s'engagent à échanger des devises ou des paiements d'intérêt sur des montants nominaux de référence pendant une période donnée.

Système de pointage et de tarification du risque (S PTR)

Outil servant à évaluer le type de risque de chaque prêt et contrat de location-financement et son impact potentiel et à fixer les taux de façon à couvrir adéquatement le risque inhérent du portefeuille de FAC. La composante tarification du S PTR calcule le prix du risque (l'ajustement au risque), c'est-à-dire la portion de la marge qui est requise pour couvrir le risque de perte.

Taux de renouvellement des prêts

Ratio égal au quotient des montants de capital renouvelés et des montants de capital arrivés à échéance.

Valeur ajoutée

Entreprise agricole qui produit, transporte, entrepose, distribue, transforme ou crée de la valeur ajoutée en amont ou en aval de la production primaire (du côté des intrants ou des extrants).

Sources pour les faits et les chiffres sur l'agriculture

Nous avons consulté des publications imprimées et électroniques provenant des sources suivantes pour composer les faits pertinents sur l'agriculture qui figurent dans le présent rapport :

- Agriculture et Agroalimentaire Canada (www.agr.gc.ca)
- Animal Cell Technology Industrial Platform (www.actip.org, en anglais seulement)
- Centre d'information sur le bœuf (www.boeufinfo.org)
- Canada Porc International (www.canadapork.com/fr)
- Canola Council of Canada (www.canolacouncil.org, en anglais seulement)
- Conseil canadien du lin (www.flaxcouncil.ca/french/index.jsp)
- Ontario Agri-Food Education, Inc. (www.oafe.org, en anglais seulement)
- Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006 (www.statcan.gc.ca)

Un fait ou un chiffre vous intéresse-t-il particulièrement? Envoyez un courriel à l'équipe des Communications d'entreprise à communications@fac-fcc.ca pour obtenir une référence précise.

Bureaux de FAC

Colombie-Britannique

Abbotsford, Dawson Creek, Duncan, Kelowna, Surrey

Alberta

Barrhead, Brooks, Calgary, Camrose, Drumheller, Edmonton, Falher, Grande Prairie, LaCrete (S), Leduc, Lethbridge, Lloydminster, Medicine Hat, Olds, Red Deer, Stettler (S), Vegreville, Vermilion, Westlock

Saskatchewan

Assiniboia, Carlyle, Humboldt, Kindersley, Meadow Lake (S), Moose Jaw, Moosomin (S), North Battleford, Prince Albert, Regina, Rosetown, Saskatoon, Swift Current, Tisdale, Weyburn, Wynyard (S), Yorkton

Manitoba

Arborg, Brandon, Carman, Dauphin, Killarney (S), Morden, Neepawa, Portage la Prairie, Shoal Lake (S), Steinbach, Stonewall (S), Swan River, Virden, Winnipeg

Ontario

Campbellford, Chatham, Clinton, Embrun, Essex, Guelph, Kanata, Kingston, Lindsay, Listowel, London, Mississauga, North Bay, Owen Sound, Simcoe, Stratford, Thornton, Vineland, Walkerton, Woodstock, Wyoming

Québec

Alma, Blainville, Drummondville, Gatineau (S), Granby, Joliette, Lévis, Rivière-du-Loup, Salaberry-de-Valleyfield, Sherbrooke, Sainte-Marie, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Trois-Rivières, Victoriaville

Nouveau-Brunswick

Grand-Sault, Moncton, Sussex (S), Woodstock

Terre-Neuve-et-Labrador

Mount Pearl

Nouvelle-Écosse

Kentville, Truro

Île-du-Prince-Édouard

Charlottetown, Summerside

Siège social

1800, rue Hamilton, C.P. 4320
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3
Téléphone : 306-780-8100
Télécopieur : 306-780-5167

Logiciels de gestion FAC

1800, rue Hamilton, C.P. 4320
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3
1-800-667-7893
Téléphone : 306-721-7949
Télécopieur : 306-721-1981

Investissement FAC

1800, rue Hamilton, C.P. 4320
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3
Téléphone : 306-780-5708
Télécopieur : 306-780-8757

Relations – gouvernement et industrie

Tour 7, étage 10, pièce 319
1341, chemin Baseline
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
Téléphone : 613-773-2940
Télécopieur : 613-960-7024

(S) Bureau satellite – heures réduites

www.fac.ca
csc@fac-fcc.ca

Numéro sans frais pour les clients

Heures de service prolongées :
1-888-332-3301

Les placements de capital-risque de FAC sont gérés par :



www.avriqventures.com
info@avriqventures.com

Calgary

Crowfoot Business Centre
600 Crowfoot Crescent NO, bureau 235
Calgary (Alberta) T3G 0B4
Téléphone : 403-215-5490
Télécopieur : 403-215-5495

Montréal

1155, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2500
Montréal (Québec) H3B 2K4
Téléphone : 514-868-1079





120

Le nombre de personnes
qu'une exploitation agricole
canadienne moyenne peut
nourrir chaque jour



Les terres agricoles couvrent

67

MILLIONS D'HECTARES
au Canada



Le pourcentage de terres
canadiennes exploitées à des
fins agricoles est aujourd'hui
le même qu'en 1986



Ce sont les Canadiens qui ont
commencé à cultiver le canola
qui génère chaque année

14 milliards
de dollars en activités économiques

De nos jours, le capital investi dans une
exploitation agricole moyenne dépasse

1000 000 \$





Financement agricole Canada

Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canad'i